



# LE MONDE. *diplomatique*

**TRADUIRE SHAKESPEARE**  
PAR JEAN-MICHEL DÉPRATS  
Page 27.

5,40 € - Mensuel - 28 pages

N° 750 - 63<sup>e</sup> année. Septembre 2016

DANS LES BALKANS

## Le plus vieil islam d'Europe

*De la Russie à l'Andalousie, l'islam vit en Europe depuis plus d'un millénaire. Son enracinement dans les Balkans à la faveur des conquêtes ottomanes l'a enrichi de compromis particuliers avec une modernité marquée par le socialisme. D'une grande diversité selon les pays, il n'échappe pas aux contradictions, aux tensions entre générations et aux influences extérieures.*

PAR JEAN-ARNAULT DÉRENS  
ET LAURENT GESLIN \*

**F**IN OCTOBRE 2015, le premier ministre hongrois Viktor Orbán affirmait : « L'islam n'a rien à voir avec l'Europe. Il s'agit d'un ensemble de règles qui ont été créées pour un autre monde, et l'islam a été importé sur notre continent. » Il s'est aussitôt attiré une verte réponse du chef de la communauté islamique de Bosnie-Herzégovine. Le *reis-ul-ulema* Husein Kavazović lui a rappelé que le judaïsme et le christianisme étaient également nés hors d'Europe.

Les dignitaires musulmans de l'Europe du Sud-Est tiennent souvent à se distinguer des communautés d'Occident, initialement formées par des immigrés, en insistant sur la longue histoire de l'islam dans les Balkans. Ce souci d'enracinement renvoie bien sûr aux prétentions à l'« autochtonie » des nationalismes balkaniques, toujours enclins à prétendre que les droits les mieux fondés seraient ceux du peuple le plus anciennement présent sur un territoire. Mais il fait aussi écho aux obsessions islamophobes, qui considèrent la religion musulmane comme un corps

étranger. Un troisième niveau de discours, plus subtil, laisse supposer que l'islam des Balkans serait culturellement différent de celui pratiqué dans le monde arabe, en Afrique ou en Asie, et, à ce titre, mieux conciliable avec une hypothétique identité européenne.

La longue histoire de l'islam en Europe débute dès le VIII<sup>e</sup> siècle. Après la période d'Al-Andalus (711-1492), dans la péninsule Ibérique, et l'émirat de Sicile (948-1091), il s'installe dans le Caucase, en Crimée, puis dans les Balkans à la faveur de la conquête ottomane. Avant même que les troupes turques franchissent le fleuve Évros, en Thrace (1371), certains récits prétendent que des derviches gyrovagues arpentaient déjà les Balkans, convertissant les populations locales, plus ou moins christianisées et souvent tentées par les hérésies, comme le bogomilisme (*lire le glossaire page 13*). C'est néanmoins la mise en place, à partir du XV<sup>e</sup> siècle, des structures administratives ottomanes qui fit de la conversion une solution prise.

(Lire la suite pages 12 et 13.)

RÉARMEMENT FACE À MOSCOU ET PÉKIN

## À Washington, scénarios pour un conflit majeur



WWW.BRIDGEMANIMAGES.COM

BANKSY. – « Bomb Hugger » (Cajoleuse de bombe), 2002

*Politique du fait accompli en mer de Chine, grandes manœuvres en Crimée et en Pologne, déploiement d'un bouclier antimissile balistique en Europe orientale : les puissances nucléaires montrent leurs muscles. Dans les cercles dirigeants de Moscou, de Pékin et de Washington, les faucons reprennent la main. En déployant quatre bataillons à proximité de la frontière russe, l'Alliance atlantique ajoute à une tension grandissante, tandis que les stratégies occidentales n'excluent plus l'hypothèse d'une guerre ouverte.*

PAR MICHAEL KLARE \*

**A**LORS que la course à la présidence américaine bat son plein et que les responsables européens étudient les conséquences du « Brexit », les débats publics sur la sécurité se focalisent sur la lutte contre le terrorisme international. Mais, si ce sujet sature l'espace médiatique et politique, il joue un rôle relativement secondaire dans les échanges entre généraux, amiraux et ministres de la défense. Car ce ne sont pas les conflits de basse intensité qui retiennent leur attention,

\* Professeur au Hampshire College, Amherst (Massachusetts). Auteur de *The Race for What's Left. The Global Scramble for the World's Last Resources*, Metropolitan Books, New York, 2012.

mais ce qu'ils nomment les « guerres ouvertes » : des conflits majeurs contre des puissances nucléaires comme la Russie et la Chine. Les stratégies occidentales envisagent à nouveau un choc de ce type, comme au plus fort de la guerre froide.

Cette évolution, négligée par les médias, entraîne de lourdes conséquences, à commencer par la montée des tensions entre la Russie et l'Occident, chacun observant l'autre dans l'attente d'un affrontement. Plus inquiétant, nombre de dirigeants politiques estiment non seulement qu'une guerre serait possible, mais qu'elle pourrait éclater d'un moment à l'autre – une perception qui, dans l'histoire, a précipité les réponses militaires là où une solution diplomatique aurait pu intervenir.

diverses auxquelles ils participent. « À Bruxelles comme à Washington, pendant de nombreuses années, la Russie a cessé d'être une priorité dans les programmes de défense. Mais ce ne sera plus le cas à l'avenir », lit-on dans un rapport qui résume les points de vue échangés lors d'un séminaire organisé en 2015 par l'Institut américain d'études stratégiques (Institute for National Strategic Studies, INSS). Après les interventions russes en Crimée et dans l'est de l'Ukraine, beaucoup d'experts « peuvent désormais envisager une dégradation débouchant sur une guerre (...). C'est pourquoi [ils] estiment qu'il faut recentrer les préoccupations sur l'éventualité d'une confrontation avec Moscou » (1).

(Lire la suite page 9.)

Cette humeur générale belliqueuse transparait dans les rapports et les commentaires des hauts cadres militaires occidentaux lors des rencontres et conférences

(1) Paul Bernstein, « Putin's Russia and US defense strategy », National Defense University (NDU), Institute for National Strategic Studies (INSS), Washington, DC, août 2015.

## Dérangements politiques

PAR SERGE HALIMI

**E**N SEPTEMBRE, les États-Unis célèbrent la fête du travail. Cette année, elle aura ceci de singulier que nombre d'ouvriers ou d'employés – blancs et masculins, en particulier – se seront pressés aux meetings du candidat républicain. M. Donald Trump cultive ces appuis en fustigeant les traités de libre-échange qui ont précipité la désindustrialisation des anciens bastions manufacturiers du pays (*lire le reportage de Thomas Frank, pages 10 et 11*). Et, avec elle, le déclassement, l'amertume, le désespoir du monde ouvrier. « La loi et l'ordre » que M. Trump promet de rétablir sont aussi ceux de l'Amérique des années 1960, dans laquelle, lorsqu'on était blanc, il n'était pas nécessaire d'avoir décroché un diplôme universitaire pour s'assurer un bon salaire, deux voitures par foyer – et même quelques jours de vacances.

Qu'un milliardaire new-yorkais dont le programme fiscal est encore plus régressif que celui de Ronald Reagan et dont les pratiques (fabrication de ses produits au Bangladesh et en Chine, emploi de sans-papiers dans ses hôtels de luxe) contredisent la plupart de ses proclamations puisse se métamorphoser en porte-voix du ressentiment ouvrier tiendrait davantage de la gageure si le syndicalisme n'avait pas été affaibli. Et si, depuis près de quarante ans, les partis progressistes occidentaux n'avaient pas substitué sans relâche à leurs militants et cadres issus du monde du travail des professionnels de la politique et des relations publiques, des hauts fonctionnaires et des journalistes lovés dans une bulle de privilèges.

La gauche et les syndicats réalisaient autrefois un travail quotidien d'éducation populaire, de maillage territorial, d'« encadrement » intellectuel des populations ouvrières. Ils

mobilisaient politiquement leurs membres, les poussaient vers les urnes lorsque leur destin était en cause, leur garantissaient une protection sociale quand leur avenir économique était menacé. Ils rappelaient à chacun les avantages de la solidarité de classe, l'histoire des conquêtes ouvrières, les dangers de la division, de la xénophobie, du racisme. Ce travail ne se fait plus, ou moins bien (1). On voit qui en profite. Manquant de relais politique, les mobilisations sociales sont ensevelies dès qu'elles marquent le pas sous un déluge de polémiques identitaires. Et les meurtres de l'Organisation de l'État islamique précipitent un tel déraillement, au point que ce groupe est devenu le principal agent électoral de l'extrême droite en Occident.

Parfois, un détail suffit pour saisir un tableau idéologique. Le 13 août dernier, le décès de Georges Séguy fut expédié en quelques secondes, ou en quelques lignes, par des médias français alors enrôlés dans la guerre contre le burkini. Bon nombre de journalistes, dont le savoir historique se résume aux coups d'éclat des derniers mois, ignoraient peut-être que le défunt avait dirigé pendant quinze ans le principal syndicat français. Bientôt, ils sonneront le tocsin pour nous enjoindre de défendre la démocratie. Elle serait mieux assurée si des populations entières ne voyaient pas en elle un ornement au service des privilégiés qui les méprisent.

(1) S'agissant de la France, certaines des raisons de cette évolution sont analysées par Julian Mischi, *Le Communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Agone, coll. « Contre-feux », Marseille, 2014.

[ UN MONDE, DES POUVOIRS ]

**QUI GOUVERNE LE MONDE ?**  
L'ÉTAT DU MONDE 2017

Éditions La Découverte

304 pages, 19,50 euros  
ePub disponible



★ SOMMAIRE COMPLET EN PAGE 28

Afrique CFA: 2 400 F CFA, Algérie: 250 DA, Allemagne: 5,50 €, Antilles-Guyane: 5,50 €, Autriche: 5,50 €, Belgique: 5,40 €, Canada: 7,50 \$, Espagne: 5,50 €, États-Unis: 7,50 \$, Grande-Bretagne: 4,50 £, Grèce: 5,50 €, Hongrie: 1835 HUF, Irlande: 5,50 €, Italie: 5,50 €, Luxembourg: 5,40 €, Maroc: 35 DH, Pays-Bas: 5,50 €, Portugal (cont.): 5,50 €, Réunion: 5,50 €, Suisse: 7,80 CHF, TOM: 780 CFP, Tunisie: 5,90 DT.



SE RÉAPPROPRIER UNE RESSOURCE D'UTILITÉ PUBLIQUE

# Données personnelles, une affaire politique

Les traces que nous laissons sur Internet, les informations de nos smartphones, nos contributions aux réseaux sociaux ne sont pas seulement convoitées par les agences de renseignement : elles ravissent les publicitaires et enrichissent les géants de la Silicon Valley. Pourtant, les données personnelles ne sont pas condamnées à ce destin. Leur usage à des fins d'utilité publique exige une mobilisation politique.

PAR PIERRE RIMBERT

IL S'EST vendu dans le monde 1,424 milliard de smartphones en 2015 ; deux cents millions de plus que l'année précédente. Un tiers de l'humanité porte un ordinateur dans sa poche. Tripoter cet appareil si pratique relève d'une telle évidence qu'on en oublierait presque le troc qu'il nous impose et sur lequel repose toute l'économie numérique : les entreprises de la Silicon Valley offrent des applications à des utilisateurs qui, en échange, leur abandonnent leurs données personnelles. Localisation, historique de l'activité en ligne, contacts, etc., sont collectés sans vergogne (1), analysés et revendus à des annonceurs publicitaires trop heureux de cibler « les bonnes personnes en leur transmettant le bon message au bon moment », comme le claironne la régie de Facebook. « Si c'est gratuit, c'est vous le produit », annonçait déjà un adage des années 1970.

Alors que les controverses sur la surveillance se multiplient depuis les révélations de M. Edward Snowden en 2013, l'extorsion de données à visée commerciale n'est guère perçue comme une question politique, c'est-à-dire liée aux choix communs et pouvant faire l'objet d'une délibération collective. En dehors des associations spécialisées, elle ne mobilise guère. Peut-être parce qu'elle est mal connue.

Dans les années 1970, l'économiste américain Dallas Smythe s'avise que toute personne affalée devant un écran est un travailleur qui s'ignore. La télévision, explique-t-il, produit une marchandise : l'audience, composée de l'attention des téléspectateurs, que les chaînes vendent aux annonceurs. « Vous apportez votre temps de travail non rémunéré et, en échange, vous recevez les programmes et la publicité (2). » Le labeur impayé de l'internaute s'avère plus actif que celui du téléspectateur. Sur les réseaux sociaux, nous convertissons nous-mêmes nos amitiés, nos émotions, nos désirs et nos colères en données exploitables par des algorithmes. Chaque profil, chaque « J'aime », chaque tweet, chaque requête, chaque clic déverse une goutte d'information valorisable dans l'océan des serveurs réfrigérés installés par Amazon, Google et Microsoft sur tous les continents.

## Les fermiers se rebiffent

QUI PRODUIT les données ? Qui les contrôle ? Comment se répartit la richesse qu'on en tire ? Quels autres modèles envisager ? Ériger ces questions en enjeu politique urge d'autant plus que la multiplication des objets connectés et l'installation systématique de capteurs tout au long des circuits de fabrication industrielle gonflent chaque jour les flux d'informations. « Les voitures actuelles produisent une quantité massive de données, fanfaronne le président de Ford, M. Mark Fields (Las Vegas, 6 janvier 2015) : plus de 25 gigaoctets par heure », soit l'équivalent de deux saisons de la série *Game of Thrones*. Des trajets aux paramètres de conduite en passant par les préférences musicales et la météo, tout atterrit sur les serveurs du constructeur. Et, déjà, des consultants s'interrogent : en échange, les conducteurs ne pourraient-ils pas négocier une ristourne (6) ?

Certaines forces sociales organisées et conscientes de leurs intérêts ont choisi d'élever le chapardage des données au rang de leurs priorités politiques. Par exemple les gros fermiers américains. Depuis plusieurs années, les engins agricoles bardés de capteurs moissonnent quantité d'informations qui permettent

« Travail numérique », ou *digital labor*, est le nom dont on a baptisé ces tâches de mise en données de monde réalisées gratuitement. Les mastodontes de la Silicon Valley prospèrent sur ce « péché originel ». « Ce qui gît au fond de l'accumulation primitive du capital, écrivait Karl Marx en 1867 dans *Le Capital*, c'est l'expropriation du producteur immédiat. » Pour clôturer les pâtures communes, mettre au travail salarié les paysans affamés ou coloniser le Sud, le capital recourut à « la conquête, l'asservissement, la rapine à main armée, le règne de la force brutale ». Au XXI<sup>e</sup> siècle, l'arsenal comprend aussi des armes légères, comme les vidéos de chats rigolos.

L'histoire économique créditera peut-être le patronat en baskets d'avoir universalisé la figure du dépouillé ravi, coproducteur consentant du service qu'il consomme. Les 75 milliards de dollars de chiffre d'affaires de Google en 2015, principalement tirés de la publicité, indiquent assez l'ampleur d'une accumulation par dépossession qui ne se cache même plus. À l'annonce des résultats de Facebook au deuxième trimestre 2016, le site Re/Code s'esboudissait de ce que le réseau social, fort de 1,71 milliard d'inscrits, « gagne encore plus d'argent sur chaque personne, 3,82 dollars par utilisateur (3) ».

Rien n'est donc plus mal nommé que la donnée : elle est non seulement produite, mais de surcroît volée. Si le travail involontaire des internautes fait l'objet de lumineuses analyses universitaires (4), la gauche politique ou syndicale n'a pas encore intégré cette dimension à son analyse – et encore moins à ses revendications. Pourtant, les formes matérielles et immatérielles de l'exploitation s'imbriquent étroitement. Le travail numérique n'est qu'un maillon d'une chaîne passée aux pieds des mineurs du Kivu contraints d'extraire le coltan requis pour la fabrication des smartphones, aux poignets des ouvrières de Foxconn à Shenzhen qui les assemblent, aux roues des chauffeurs sans statut d'Uber et des cyclistes de Deliveroo, au cou des manutentionnaires d'Amazon pilotés par des algorithmes (5).

d'ajuster au mètre près l'ensemencement, les traitements, l'arrosage, etc. Début 2014, le semencier Monsanto et le fabricant de tracteurs John Deere ont, chacun de leur côté, proposé aux agriculteurs du Midwest de transmettre directement ces paramètres à leurs serveurs afin de les traiter.

Mais l'austère Mary Kay Thatcher, responsable des relations de l'American Farm Bureau avec le Congrès, ne l'entend pas de cette oreille. « Les agriculteurs doivent savoir qui contrôle leurs données, qui peut y accéder et si ces données agrégées ou individuelles peuvent être partagées ou vendues », affirme-t-elle dans une vidéo pédagogique intitulée « Qui possède mes données ? ». M<sup>me</sup> Thatcher redoute que ce matériel capté par les multinationales ne tombe entre les mains de spéculateurs : « Il leur suffirait de connaître les informations sur la récolte en cours quelques minutes avant tout le monde (7). » La mobilisation a porté ses fruits. En mars 2016, prestataires informatiques et représentants des fermiers s'accordaient sur des « principes de sécurité et de confidentialité pour les données agricoles », tandis qu'une organisation, la Coalition des données agricoles (Agricultural Data Coalition), mettait sur pied



KIM DONG-KYU. – Détournement du tableau de Paul Cézanne « Les Joueurs de cartes » (entre 1890 et 1895), 2013

cultural Data Coalition), mettait sur pied en juillet 2016 une ferme de serveurs coopérative pour mutualiser le stockage.

De telles idées n'effleurent pas les dirigeants de l'Union européenne. En octobre 2015, une série de plaintes déposées par un étudiant autrichien contre Facebook pour non-respect de la vie privée a conduit à l'invalidation d'un arrangement vieux de vingt ans qui autorisait le transfert des données vers les entreprises américaines (le *Safe Harbor*). L'Union aurait alors pu imposer aux géants du Web de stocker les informations personnelles des Européens sur le Vieux Continent. Elle s'est au contraire empressée de signer, début 2016, un nouvel accord de transfert automatique, l'« orwellien » « bouclier de confidentialité » (le *Privacy Shield*), en échange de l'assurance par le directeur du renseignement national américain qu'aucune « surveillance de masse indiscriminée » ne serait pratiquée – promis-juré ! Il suffit ainsi d'allumer son téléphone mobile pour pratiquer l'import-export sans le savoir. Au moment où la bataille contre le grand marché transatlantique rassemble des millions d'opposants, la réaffirmation du libre-échange électronique n'a pas suscité de réaction particulière.

L'existence et l'ampleur de mobilisations sur ces thèmes aiguilleront l'avenir du « travail numérique » sur l'une des pistes qui déjà se dessinent. La première, celle d'une défaite sans combat, consacrerait le statut de l'usager-courtier de ses propres données. Selon ce modèle imaginé aux États-Unis au début des années 2010 par Jaron Lanier, informaticien et gourou de la réalité virtuelle, « dès qu'une personne contribue par quelque moyen et si peu que ce soit à une base de données, (...) elle recevra un nanopaiement proportionnel à l'ampleur de la contribution et à la valeur qui en résulte. Ces nanopaiements s'additionneront et fonderont un nouveau contrat social (8) ». Tous (nano)boutiquiers !

La deuxième voie est celle d'une reprise en main par les États. Depuis le début des années 2010 aux États-Unis et le renforcement de l'austérité, l'exaspération monte contre la grande évasion fiscale pratiquée par les entreprises de haute technologie. En marge des procédures ouvertes par le commissariat européen à la concurrence contre Google et des diverses enquêtes nationales pour fraude, l'idée a germé en France de taxer les entreprises technologiques sur la valeur générée par les données personnelles. Dans leur rapport sur la fiscalité du secteur numérique, les hauts fonctionnaires Nicolas Colin et Pierre Collin militent

pour que « la France recouvre un pouvoir d'imposer les bénéfices issus du « travail gratuit » des internautes localisés sur le territoire français » selon le principe du « prédateur-payeur » (9).

S'appuyant sur cette méthode, le sociologue Antonio Casilli a proposé que cette taxe finance un revenu inconditionnel de base. Ce dernier, explique-t-il, serait envisagé à la fois « comme levier d'émancipation et comme mesure de compensation pour le digital labor (10) ». La métamorphose de la question des données personnelles en une question politique progressiste trouve ici une formulation. On peut en imaginer d'autres, qui reposeraient non plus sur la marchandisation, mais sur la socialisation.

Dans les domaines du transport, de la santé, de l'énergie, les informations de masse n'ont jusqu'ici servi qu'à mettre en musique l'austérité en réalisant des économies. Elles pourraient tout aussi bien contribuer à améliorer la circulation urbaine, le système sanitaire, l'allocation des ressources énergétiques, l'éducation.

## Une colère qui se trompe d'objet

L'ÉLAN nécessaire pour populariser une propriété et un usage socialisés des données se heurte encore au sentiment d'infériorité technique qui conjugue le « C'est trop complexe » au « On n'y peut rien ». Mais, malgré sa sophistication et son lexique emberlificoté, le domaine numérique n'est pas détaché du reste de la société, ni placé en apesanteur politique. « Nombre de concepteurs d'Internet déplorent le devenir de leur créature, mais leur colère se trompe d'objet, observe le critique Evgeny Morozov : la faute n'incombe pas à cette entité amorphe, mais à la gauche, qui s'est montrée incapable de proposer des politiques solides en matière de technologie, des politiques susceptibles

Plutôt que de migrer par défaut outre-Atlantique, elles pourraient échoir par obligation à une agence internationale des données placée sous l'égide de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco). Des droits d'accès différenciés étageraient la possibilité de consultation et d'usage : automatique pour les individus concernés ; gratuite mais anonymisée pour les collectivités locales, les organismes de recherche et de statistique publics ; possible pour les animateurs de projets d'utilité collective non commerciaux.

L'accès des acteurs privés à la précieuse matière première serait en revanche conditionné et payant : priorité au commun, et non plus au commerce. Une proposition connexe, mais envisagée à l'échelon national, dans une optique de souveraineté, a été détaillée en 2015 (11). Une agence internationale présenterait l'avantage de regrouper d'emblée autour de normes strictes un ensemble de pays sensibles aux questions de confidentialité et désireux de contester l'hégémonie américaine.

de contrecarrer l'innovation, le « bouleversement », la privatisation promus par la Silicon Valley (12). »

La question n'est plus de savoir si un débat émergera autour du contrôle des ressources numériques, mais si des forces progressistes prendront part à cet affrontement. Des revendications comme la réappropriation démocratique des moyens de communication en ligne, l'émancipation du travail numérique, la propriété et l'usage socialisés des données prolongent logiquement un combat vieux de deux siècles. Et déjouent le fatalisme qui situe inéluctablement l'avenir au croisement de l'État-surveillant et du marché prédateur.

(1) Bruce Schneier, *Data and Goliath. The Hidden Battles to Collect Your Data and Control Your World*, W. W. Norton and Company, New York, 2015.

(2) Dallas W. Smythe, « On the audience commodity and its work », dans *En Dependence Road: Communications, Capitalism, Consciousness, and Canada*, Ablex, Norwood (États-Unis), 1981.

(3) Kurt Wagner, « You're more valuable to Facebook than ever before », Re/Code, 27 juillet 2016.

(4) Cf. notamment la revue en ligne Triple C, www.triple-c.at

(5) Trebor Scholz (sous la dir. de), *Digital Labor: The Internet as Playground and Factory*, Routledge, New York, 2012.

(6) Chuck Tammert, « Could your personal data subsidize the cost of a new car? », The Drive.com, 18 juillet 2016.

(7) Dan Charles, « Should farmers give John Deere and Monsanto their data? », 22 janvier 2014, www.npr.org

(8) Jaron Lanier, *Who Owns the Future?*, Simon & Schuster, New York, 2013.

(9) Nicolas Colin et Pierre Collin, *Numérique d'expertise sur la fiscalité de l'économie numérique*, La Documentation française, Paris, 2013.

(10) Dominique Cardon et Antonio A. Casilli, *Qu'est-ce que le Digital Labor?*, INA Éditions, Paris, 2015. Lire aussi Thomas Frank, « Le revenu garanti et ses faux amis », *Le Monde diplomatique*, juillet 2016.

(11) Pierre Bellanger, « Les données personnelles : une question de souveraineté », *Le Débat*, n° 183, Paris, janvier-février 2015.

(12) Evgeny Morozov, *Le Mirage numérique. Pour une politique du Big Data*, Les Prairies ordinaires, Paris, 2015. Lire aussi Thomas Frank, « Les démocrates américains envoûtés par la Silicon Valley », *Le Monde diplomatique*, mars 2016.

REGAIN DE LA RÉPRESSION INDIENNE

# Riposte culturelle au Cachemire

Depuis 1947, trois guerres ont opposé l'Inde et le Pakistan sur le Cachemire. La partie administrée par New Delhi vit sous un régime d'exception. Le 8 juillet, Buhrran Muzaffar Wani, chef d'un groupe séparatiste, a été tué par des militaires indiens. Il était devenu un symbole de la résistance armée grâce aux réseaux sociaux. Une partie des opposants continuent à se battre en utilisant toutes les ressources de la culture.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL  
RAPHAËL GODECHOT \*

UNE GALERIE d'art contemporain dans une ville en pleine occupation. Le 12 janvier 2015, pour la première fois de son histoire, l'État du Jammu-et-Cachemire voyait naître un lieu culturel. Située à Srinagar, la capitale d'été (1) de cette région administrée par l'Inde, Galerie One se voulait un endroit où les artistes pourraient exposer leurs œuvres et les étudiants, observer et apprendre. « Ce sera enfin un espace permanent pour l'art, ici, au Cachemire », déclarait alors Syed Mujtaba Rizvi. Comme plus de 96 % des habitants de la vallée du Cachemire, ce jeune homme est musulman (2). Il a été à l'origine de cette initiative, surprenante dans une zone de conflit où groupes rebelles et soldats de l'armée indienne s'affrontent depuis plus de soixante ans. L'art peine à exister face aux quelque 700 000 soldats déployés dans cette vallée de l'Himalaya, auxquels une loi spéciale, votée en 1990, accorde l'impunité ainsi que le droit de tuer des suspects et de saisir leurs biens. À force de persévérance, Rizvi a pourtant rassemblé la somme nécessaire à la création d'un tel espace. Les autorités locales chargées du tourisme ont mis à sa disposition un bâtiment de 460 mètres carrés.

Le 23 février 2015, ces mêmes autorités ont décidé de fermer Galerie One, sans préavis et en recourant à la force, allant jusqu'à vandaliser certaines œuvres. « L'occupation est aussi culturelle, lance Rizvi. L'art permet une élévation sociale et culturelle. Il est évident qu'un régime oppressif n'en veut pas dans une zone qu'il occupe. »

## « Les médias ne peuvent plus raconter ce qu'ils veulent »

Aujourd'hui, il tient un café à Srinagar. Cet espace permet à des artistes cachemiris de toutes les générations de lire de la poésie, de chanter, de jouer de la musique, selon des pratiques traditionnelles ou modernes, politiquement engagées ou pas. L'art cachemiri peut exister tant qu'il ne se revendique pas comme tel, constate amèrement le maître des lieux. Après la destruction de la faculté d'art de Srinagar lors des grandes inondations de 2014, « le département a été relogé dans un endroit encore plus exigu que le précédent. C'est un vieux bâtiment abandonné situé dans le complexe universitaire de Srinagar ».

Enseignant d'histoire de l'art dans cette université, Showkat Kathjoo explique que certaines formes d'expression sont tolérées, d'autres exclues. Traditionnellement, « l'artisanat est très important pour l'économie cachemirienne. Mais, pour l'art contemporain, rien n'est fait ». Et pour cause. « Les artistes peuvent exprimer leur rébellion à travers leur travail. Ils ont donc très peu de chances d'obtenir un endroit pour exposer. » Pour le pouvoir, cet étouffement de la création est stratégique : « Nous [les Cachemiris musulmans], on veut toujours nous représenter comme des personnes violentes, qui prennent les armes et tuent des gens, constate Rizvi. Les poètes, les artistes et les écrivains sont toujours relégués au second plan. »

Ce que confirme le spécialiste du Jammu-et-Cachemire Dibyesh Anand, qui dirige le département des sciences politiques et des relations internationales à l'université de Westminster. « Le conflit est utilisé pour alimenter le nationalisme indien, explique-t-il. Quand quelqu'un est tué au Cachemire, les médias indiens s'en emparent afin d'en faire un problème national. De cette façon,

ils déshumanisent les Cachemiris en les représentant comme violents. »

Quant aux médias occidentaux, ils restent silencieux, ou presque. « Pendant la guerre froide, les États-Unis et le Royaume-Uni n'étaient pas opposés aux revendications d'indépendance des Cachemiris face à l'Inde prosoviétique. Les États-Unis étaient alors alliés au Pakistan, qui les aidait contre l'Union soviétique en Afghanistan, et soutenaient les rebelles cachemiris. Après la fin de l'URSS, l'Inde est devenue un marché potentiel pour l'Occident. » À partir de 1998, la France se pose en partenaire privilégiée de New Delhi, notamment dans le domaine de l'armement aéronautique. « Le Cachemire a occupé de moins en moins de place dans les médias occidentaux, conclut Anand. L'idée que l'Inde est la plus grande démocratie du monde convient à la communauté internationale, qui préfère ignorer ce qui s'y passe. »

Depuis le début de l'insurrection armée au Jammu-et-Cachemire, dans les années 1990 (entre cinq mille et dix mille recrues estimées en 1996 [3]), les médias indiens ont le champ libre pour représenter les Cachemiris à leur convenance. « Les soutiens aux talibans ou, plus récemment, à l'Organisation de l'État islamique sont mis en avant, même s'ils se réduisent à quelques graffitis – par exemple "Welcome talibans" – ou encore à quatre individus masqués agitant un drapeau noir dans une manifestation comptant des milliers de personnes. Selon moi, ces groupes-là n'existent pas au Cachemire indien, même s'il y a d'autres forces islamiques », assure le professeur.

Parmi les principaux groupes rebelles, on trouve l'organisation islamique Hizbul Mujahideen, qui souhaite s'unir au Pakistan, ainsi que le Front de libération du Jammu-et-Cachemire (Jammu and Kashmir Liberation Front, JKLF), laïque, qui milite pour l'indépendance (4). Aujourd'hui, la lutte armée attire beaucoup moins que dans les années 1990 (5). Selon Anand, les Cachemiris sont divisés sur cette question, mais la majorité veut l'azadi (la liberté). De ce fait, il leur est presque devenu habituel d'encourager ceux qui tiennent tête à



réprimées : au moins cinquante civils ont été tués, huit mille blessés, les journaux interdits, les réseaux sociaux suspendus.

Pour le Parti du peuple indien (Bharatiya Janata Party, BJP), le parti nationaliste du premier ministre Narendra Modi, « le Cachemire est un moyen de museler l'opposition en Inde, explique Anand. Tous ceux qui s'aventurent à parler des exactions des militaires indiens sont rangés dans la case "anti-national", et leur discours progressiste est automatiquement décrédibilisé. Il n'y a aucun musulman ou chrétien élu au Parlement » – alors que l'Inde compte officiellement 14,2 % de musulmans.

l'Inde. En avril 2016, quand l'équipe de cricket des Indes occidentales (Caraïbes) a gagné contre l'Inde, certains Cachemiris ont manifesté leur joie dans les rues de Srinagar, ce qui a donné lieu à des agressions et à des arrestations. En juillet, la mort du chef de Hizbul Mujahideen, Buhrran Muzaffar Wani, 22 ans, abattu par l'armée, a donné lieu à des manifestations massives, lourdement

PHOTOGRAPHIES DE SYED SHAHRIYAR. – De gauche à droite et de haut en bas :

Un jeune Cachemiri masqué crie des slogans hostiles à l'Inde pendant une manifestation, le 31 juillet 2016, pour protester contre la répression par les forces indiennes, qui a fait cinquante morts.

Sur cet érable abattu, des artistes locaux ont représenté des scènes de la culture cachemirienne, 2016.

Les forces paramilitaires et la police indienne près de leur camp de base, après la levée du couvre-feu, dans la vieille ville de Srinagar, le 8 août 2016.

Un jeune garçon attend sa visite médicale à l'hôpital après des rumeurs de morts d'enfants liées à une campagne de vaccination contre la poliomyélite, 2016.

Une femme musulmane devant le mémorial Indira-Gandhi à Srinagar, le plus grand jardin de tulipes d'Asie, 2016.

## Un peu

PAR NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE  
SYLVIE LASSERRE \*

ABRUPT, L'ESCALIER que nous empruntons depuis la route se fauille entre des murs de pierres derrière lesquels s'agglutinent des maisonnettes de briques. Peu à peu, au fil de la montée, la vue se dégage sur Muzaffarabad, la capitale montagneuse de l'Azad Cachemire, plongée dans la brume blanchâtre du crépuscule. Dans le ciel, des cerfs-volants égayent la douceur du paysage de leurs couleurs vives. Un homme mène ses chèvres à la longe. Nous sommes dans l'un des dix camps de réfugiés de la ville, qui abritent les populations cachemiries victimes du conflit opposant l'Inde et le Pakistan depuis la partition, en 1947. Chaque pays revendique l'ancien État princier. Aujourd'hui, une partie est administrée par l'Inde : le Jammu-et-Cachemire (lire l'article ci-dessus), que l'on appelle ici Indian occupied Kashmir (IoK). L'autre partie est sous le contrôle du Pakistan et comprend le Gilgit-Baltistan (ou Territoires du Nord) ainsi que l'Azad Cachemire (azad signifiant « libre »), où nous nous trouvons. Au milieu, une balafre longue de 740 kilomètres : la ligne de contrôle.

Difficile de deviner que nous traversons un camp. L'État pakistanais a alloué à chaque famille un terrain pour qu'elle y bâtisse sa maison. Les constructions sont faites pour durer : personne ne sait combien de temps encore le conflit fera rage. Ce sont donc de vraies maisons, avec terrasse et vue sur la ville. Les réservoirs sur les toits indiquent que chaque habitation dispose de l'eau courante. Cent quarante-deux familles vivent ici.

La ligne de contrôle, très sévèrement gardée, a été qualifiée en 2000 par le président américain William Clinton d'« endroit le plus dangereux du monde (1) », en dépit de la présence de casques bleus, postés en tant qu'observateurs. Plus tard, en 2004, l'armée indienne y a édifié une double clôture de hauts barbelés concertina (munis de lames rasoirs), truffée de mines, de caméras thermiques, de détecteurs de mouvements et d'alarmes. Cette frontière de facto n'a jamais été reconnue internationalement, l'Inde n'ayant pas appliqué la résolution de l'Organisation des Nations unies de 1948 qui prévoit un référendum.

Nous continuons de gravir la pente à soixante-dix degrés. La terrasse sur laquelle nous parvenons offre une vue stupéfiante sur la vallée et les montagnes en regard. Deux fillettes vêtues de robes coquettes pointent leur nez, tandis que, nous entendant arriver, les femmes s'éclipsent dans la cuisine.

Un homme grand et fort, l'air bienveillant, nous invite à entrer dans la mehmonhana (salle pour les invités). D'emblée, il nous annonce, heureux, que sa mère vient d'arriver du Cachemire occupé. « Je ne l'avais pas revue depuis vingt-quatre ans ! », s'exclame-t-il. Disant cela,

\* Journaliste.

\* Journaliste.



WWW.INGRIMNET/USER/STED SHAHRIYARI

Fahad Shah, journaliste natif de la vallée, a créé en 2011 The Kashmir Walla, premier journal en ligne du Jammu-et-Cachemire. Il le conçoit comme une autre voix face aux puissants médias indiens, dans lesquels « il est extrêmement difficile de bien couvrir le conflit. Des sujets sont censurés ». Les événements de juillet en ont fourni la démonstration. En avril 2015 déjà, New Delhi avait suspendu la diffusion d'Al-Jazeera English pendant cinq jours parce que la chaîne avait montré une carte du Cachemire où la zone contrôlée par le Pakistan n'était pas distincte du territoire administré par l'Inde.

Shah concède que son journal touche principalement les jeunes anglophones de la vallée et des lecteurs en Inde ou à l'étranger. Mais, pour lui, il reste un rempart face à la désinformation : « Les médias traditionnels ont créé des mythes sur le Cachemire, et le journalisme numérique ainsi que les réseaux sociaux peuvent les briser. Internet est devenu une sentinelle pour tout ce qui est publié sur le conflit. Les médias ne peuvent plus raconter ce qu'ils veulent sans qu'il y ait de réactions. »

Les difficultés viennent aussi de la société cachemirienne elle-même. En 2013, Fahad Shah a subi un violent lynchage sur les réseaux sociaux après avoir défendu Pragash, un groupe de rock composé exclusivement de filles de la vallée. Alors que le

grand mufti (l'autorité religieuse) avait émis une fatwa contre elles en déclarant que la musique était anti-islamique, le journaliste a rappelé la tradition musicale féminine soufie de la vallée. Les attaques qui ont suivi ne l'ont pas découragé : « Il faut que nous apprenions à critiquer notre société. C'est là le rôle des médias. Quand nous avons parlé de ces filles qui faisaient de la musique, on m'a appelé plusieurs fois pour me dire d'arrêter mes activités. Une fois, à la suite d'un article sur la liberté

d'expression au Cachemire, un de nos journalistes a été menacé par téléphone : "Ta famille est au Cachemire, arrête de travailler avec Fahad." » Il préfère ne pas s'étendre sur l'origine de ces intimidations. The Kashmir Walla continue, mais les filles de Pragash, elles, ont arrêté leurs activités.

Pour Fahad Shah, les choses pourraient s'améliorer si le conflit trouvait un écho international. « La situation au Cachemire est proche de celle qui prévaut en Palestine. Rien ne pourra changer tant que des personnalités influentes n'en parleront pas. C'est important que des gens du monde entier puissent désormais lire des choses sur le Cachemire, voir de l'art ou écouter de la musique qui vient d'ici. » Le gouvernement indien cherche au contraire à démontrer que le Cachemire fait partie intégrante du pays. Les journalistes étrangers n'ont d'ailleurs pas besoin de visa pour s'y rendre. Cependant, quand la ligne éditoriale est clairement critique envers la politique de l'Inde, cela ne reste pas sans conséquence. En 2011, David Barsamian, journaliste américain connu pour dénoncer les violations des droits humains commises par l'armée au Cachemire, s'est vu refuser l'accès au pays (6).

D'autres initiatives viennent s'ajouter à celles de Fahad Shah ou de Syed Mujtaba Rizvi. Le morceau *I protest (Remembrance)* (Je proteste

[souvenir]) de MC Kash – pour « Kashmir » –, le premier rappeur de la vallée, a été étroitement associé aux manifestations de 2010. Déclenchées par l'assassinat de trois civils cachemiris, celles-ci ont été violemment réprimées : cent douze manifestants ont été tués (7). Dans sa chanson propulsée par Internet, Roushan Illahi (son vrai nom) qualifie l'occupation de « régime meurtrier ». Pour lui, « l'art traditionnel cachemir ne suit plus l'évolution de la société et ne parle pas des problèmes qui touchent notre génération. La souffrance des gens, les meurtres, les viols n'y sont pas abordés. C'est pour cela que nous nous ouvrons à d'autres formes d'art. L'émergence du rap, du graffiti, de la culture hip-hop en est un exemple. » MC Kash affirme que son studio a été perquisitionné plusieurs fois et que son téléphone est sur écoute.

## Désormais, refuser l'occupation « devient la norme »

Pourtant, selon M. Khurram Parvez, militant de l'association de défense des droits humains Jammu Kashmir Coalition of Civil Society, une nouvelle tendance émerge au sein de la société. De la même manière que la génération précédente avait pris les armes dans les années 1990, celle d'aujourd'hui prend position contre l'Inde par l'écriture et par l'art. À l'époque, les Cachemiris ne voulaient déjà pas de l'occupation. Mais, à cause « des violences et des dogmes qui lui étaient associés, la résistance faisait peur, explique M. Parvez. Maintenant, l'occupation n'est plus acceptée. La refuser devient la norme ». C'est pour cela qu'une musique contestataire comme le rap a explosé dans la vallée : « Il y a aujourd'hui des centaines de rappeurs », assure MC Kash. Quant aux plates-formes en ligne qui dénoncent le conflit, Shah assure qu'elles fleurissent.

Cette nouvelle génération se rassemble autour de projets. En témoigne le documentaire *Bring Him Back* (Ramenez-le). Sorti en 2015, il raconte la lutte de la mère de Maqbool Bhat, figure emblématique du JKL, qui essaye de faire rapatrier la dépouille

de son fils, pendu dans la prison de Tihar, en Inde. Le film a été réalisé par Fahad Shah, l'affiche par Syed Mujtaba Rizvi, et MC Kash a donné une de ses chansons dédiées au résistant. Plus qu'une simple collaboration, ce film montre l'unité idéologique de cette génération, qui mêle l'art, la culture et l'information pour combattre l'occupation. En 2015, la première bande dessinée de la vallée voyait le jour : *Munnu: A Boy from Kashmir*. Son auteur, Malik Sajad, un ami de Rizvi, y retrace son enfance tumultueuse, en prise quotidienne avec le conflit.

Depuis 2010, la résistance numérique et culturelle connaît une vraie effervescence, parce qu'elle permet d'échapper à la répression physique violente et au contrôle, omniprésents.

RAPHAËL GODECHOT.

- (1) La capitale d'hiver est Jammu.
- (2) Dans le Jammu-et-Cachemire (1,254 million d'habitants), on compte 68,3% de musulmans, 28,4% d'hindous, 2,4% de sikhs et 0,9% de bouddhistes, selon le recensement de 2011.
- (3) « India's secret army in Kashmir », Human Rights Watch, mai 1996, www.hrw.org
- (4) « Who are the Kashmir militants? », BBC News, 1<sup>er</sup> août 2012, www.bbc.com
- (5) Cf. Fahad Shah, « Kashmir's young rebels », *The Diplomat*, 22 août 2015.
- (6) Rajesh Joshi, « "In free India I was denied entry" », *Outlook*, New Delhi, 26 septembre 2011.
- (7) Bilal Ahmad Shah et Dr P. Chinnathurai, « Violence's against the unarmed protestors in Kashmir: a disguised brutality », *Asia Pacific Journal of Research*, vol. 1, n° 35, Bangalore, janvier 2016.



# de répit pour les réfugiés au Pakistan

Gulbhar (2) retrouve le bas de son pantalon et découvre une prothèse : « Une mine ! », lâche-t-il. Il retire son appareillage et montre son moignon : « Indian army ! » C'est en franchissant la ligne de contrôle qu'il a été blessé. « J'ai fui au début des années 1990, se souvient-il d'une voix presque éteinte, semblant revivre le drame. J'avais l'armée indienne à mes trousses. Pendant trois ans, je me suis caché ici et là, chez des amis, chez des parents. Mais, chaque fois, ils retrouvaient ma trace. À la fin, j'ai compris que je devais quitter l'Inde. Je n'ai même pas pu dire au revoir à ma mère, qui ignorait où je me trouvais. J'essayais juste de sauver ma peau. Il nous a fallu deux jours pour atteindre la ligne de contrôle. Quand j'ai sauté sur la mine, l'armée pakistanaise nous a pris sous sa garde. Ils m'ont très bien soigné dans leur hôpital, puis nous ont emmenés à Muzaffarabad. » Son crime ? Avoir simplement participé aux manifestations de 1990. Il précise : « Pour l'armée indienne, leader ou pas, cela ne faisait pas de différence : nous appartenions au mouvement ; ils venaient tous nous arrêter. Notre seul crime était de réclamer notre droit à l'autodétermination. »

EN 1987, après des élections truquées par le gouvernement indien, la colère enfle chez les Cachemiris musulmans du Jammu-et-Cachemire, conduisant à une série de manifestations, violemment réprimées. Le 20 janvier 1990, des troupes paramilitaires indiennes ouvrent le feu sur des protestataires qui se trouvent sur le pont Gawkadal à Srinagar. Les récits des survivants donnent froid dans le dos : les soldats achèvent les blessés d'une ou plusieurs balles. Certains se jettent du pont pour échapper au massacre et se noient. Officiellement, le bilan est de 28 morts. En réalité, on en dénombre entre 50 et 287, selon les sources. Durant les mois qui suivent, les journalistes étrangers sont interdits de séjour. C'est le début de longues années de cauchemar : raids, arrestations arbitraires, disparitions forcées, tortures... Plus de 76 000 personnes seront arrêtées entre 1987 et 1995, dont seulement 2 % seront finalement condamnées, selon un rapport de l'International Crisis Group paru en 2003.

Un jeune garçon apporte le thé ; une fillette pointe son nez. Gulbhar a aujourd'hui six enfants. De quoi vit-il ? « Chaque mois, le gouvernement du Pakistan verse aux réfugiés une allocation de subsistance de 1 500 roupies [environ 13 euros] par personne. Je fabriquais des prothèses pour la Croix-Rouge, mais, il y a trois ans, le projet a pris fin et, depuis, je n'ai plus de travail. » Entre une femme âgée, aux traits secs et nobles, qui nous embrasse affectueusement avant de s'asseoir sur les tapis, dos au mur. Ameema, 70 ans, est la mère de Gulbhar. Elle est arrivée en Azad Cachemire, où elle n'avait jamais mis les pieds, quinze jours plus tôt. « Chaque fois que je faisais une demande de passeport, raconte-t-elle, elle était rejetée par les autorités indiennes, parce qu'ils savaient que mon fils vivait de l'autre côté. Finalement, j'ai démissionné et refait une demande de passeport depuis ma nouvelle adresse. Cette fois, je l'ai obtenu ! »

Ameema a immédiatement reconnu son fils, venu l'attendre au poste-frontière. Gulbhar témoigne : « Ce fut un grand moment pour

nous. Après vingt-quatre ans... Nous avons pleuré. » À l'expiration de son visa de deux mois, la vieille dame repartira et sans doute ne reviendra-t-elle jamais plus... À nouveau, mère et fils se parleront au téléphone, mais ce sera toujours Gulbhar qui appellera, car « du côté indien, ils ne peuvent pas ». La fillette vient se blottir contre cette grand-mère qu'elle ne connaît que depuis deux semaines. « N'envisagez-vous pas de rester ici définitivement ? » La vieille dame sourit : « J'ai toujours un fils en prison là-bas, j'y ai aussi mes frères et mes cousins... Je ne peux pas rester. »

Ameema, elle aussi, a beaucoup souffert : « Je suis veuve ; mon troisième fils a été tué par l'armée indienne. J'ai dû me cacher pendant quatre ans, puis, lorsque la situation est redevenue plus calme, j'ai appris qu'un autre de mes fils était en prison. J'ai subi des interrogatoires, mon fils Gulbhar vit de l'autre côté et je ne connaissais pas mes petits-enfants ! Tout ça pour quoi ? Parce que nous demandons la liberté. » Elle-même a été torturée pendant les interrogatoires. « Je ne peux pas raconter. Je n'ai pas de mots... » Gulbhar désigne le bras de sa mère : « Une partie de son bras pend, le muscle en est totalement détaché. » Elle explique : « Ils voulaient savoir où se trouvait Gulbhar. "Dis-nous où se cache ton fils ! Où est ton fils ?" Mais je l'ignorais ! L'armée indienne ne respecte rien, poursuit-elle, en colère. Ils brisent les vitres, éventrent les portes pour entrer. Ils frappent même les enfants et les femmes, quel que soit leur âge, sans aucun égard ! L'un de mes voisins a été arrêté et emmené. Nous ne l'avons jamais revu. C'était en 1994 ou 1995. J'aimerais dire au monde que ce que nous ressentons ici, du côté pakistanais, nous aimerions le ressentir de l'autre côté. Mais c'est loin d'être le cas, bien que l'Inde se vante d'être une démocratie. Azadi [liberté] ! », lance-t-elle en guise de conclusion.

Lorsque nous quittons Gulbhar et sa famille, la nuit est tombée et les lumières sur les pentes en face scintillent de mille feux. On croirait des étoiles, tant les maisons sont accrochées haut sur le flanc des montagnes vertigineuses. De quoi se rappeler que nous sommes dans l'une des plus belles vallées du monde, surnommée « le paradis terrestre ».

Des histoires comme celle de Gulbhar, nous en entendons d'autres, dans d'autres camps de Muzaffarabad. Pour l'un, c'est une sœur jamais revue, ou un frère, ou une mère ; ou encore un père tué, comme celui de Yasmine, 33 ans. La jeune femme est arrivée au début des années 1990 avec ses parents : « Nous habitions près de Srinagar ; mon père était maître tailleur. Ils ont arrêté mes frères, mon père, pour leur faire subir des interrogatoires pendant plusieurs jours. Nous ne pouvions sortir de nos maisons après le coucher du soleil. Nous n'allions plus à l'école. Nous sommes partis en pleine nuit, sans rien emporter, pas même un pull-over, car l'armée se préparait à faire un raid dans notre village. J'avais 7 ans. Nous avons marché pendant deux jours. Lorsque nous avons atteint Athmuqam, de l'autre côté de la ligne de contrôle, une famille nous a accueillis, chez qui nous sommes restés un an. Mais l'armée indienne tirait sans cesse depuis l'autre côté. Un jour, mon père a été tué par un obus. »

Samir, 38 ans, était l'un des leaders étudiants du mouvement pour la liberté des années 1990 et habitait Srinagar. « Immédiatement après le rassemblement pour la liberté que nous avions organisé, les autorités ont commencé à mener des raids dans les maisons. Tous les leaders et leurs amis ont été arrêtés. Trois fois, j'ai réussi à m'échapper de justesse, mais à la fin je n'avais plus d'autre solution que de fuir. Ils sont inhumains. Chaque jour, nous retrouvons quinze à vingt corps sur le bord de la route. Tu faisais un discours, ils te fichaient – ils nous connaissaient tous. Ils t'arrêtaient, t'emmenaient dans la montagne et t'exécutaient, puis ils jetaient ton corps au bord d'une route. Le plus souvent, ils ne rendaient même pas les dépouilles. » Rien ne semble pouvoir arrêter Samir : « Les Indiens montrent au monde un visage démocratique trompeur. » Le conflit a occasionné 70 000 morts, d'innombrables atteintes aux droits humains et des disparitions forcées en nombre au Jammu-et-Cachemire. Selon l'Association des parents de personnes disparues (APDP), 8 000 à 10 000 personnes ont été enlevées entre 1989 et 2006. Des hommes jeunes pour la plupart.

CES DERNIÈRES ANNÉES, la situation s'est améliorée, mais des accrochages réguliers assombrissent la vie des Cachemiris. Le nombre de centres de détention, trois cents, aurait baissé, et les trois centres de torture, dont la seule évocation glace le sang, ont été réhabilités : « le Cargo » a été transformé en poste de cyberpolice, « Papa-2 » en résidence pour un ex-ministre, et Harinawa est devenu une résidence officielle.

Depuis 2003, New Delhi et Islamabad observent un cessez-le-feu, mais sept villes du Jammu-et-Cachemire demeurent sous couvre-feu permanent. En 2005, une ligne de bus a été mise en place pour permettre aux parents séparés de se revoir. L'Intra-Kashmir Bus Service fonctionne une fois par semaine, le lundi, et passe par Chakothi, sur la route entre Srinagar et Muzaffarabad. Mais il est réservé aux familles séparées en 1947, et ne peut en aucun cas être utilisé par les familles de celles et ceux qui ont fui. Si jamais elles obtiennent un passeport, ces dernières doivent faire un grand détour et passer, comme Ameema, par le poste-frontière de Wagah, entre Lahore et Amritsar.

En 2010, la vallée du Cachemire restait l'une des plus militarisées du monde, avec, selon des sources officielles, 700 000 membres des forces armées et paramilitaires. Chaque année, le 5 février, le Pakistan marque une journée de solidarité, le Kashmir Day. Et le premier ministre pakistanais Nawaz Sharif a déclaré qu'il mettrait désormais le Cachemire sur la table diplomatique à chaque occasion. Pour l'heure, des milliers de familles restent déchirées.

SYLVIE LASSERRE.

- (1) Jonathan Marcus, « The world's most dangerous place? », BBC News, 23 mars 2000.
- (2) Pour des raisons de sécurité, aucun de nos interlocuteurs n'a voulu donner son nom. Certains prénoms ont été changés.

# La Corne de l'Afrique dans

*Zone de contact avec la péninsule Arabique, la Corne de l'Afrique est une région stratégique: ports, puits de pétrole, trafics de marchandises, d'armes et de populations. Occidentaux, Asiatiques, multinationales, pétromonarchies et puissances locales – Éthiopie et Érythrée en tête – s'y livrent une lutte d'influence explosive, attisée par le conflit au Yémen.*

PAR GÉRARD PRUNIER \*

DANS la région de Tsorona (Érythrée), ce 12 juin, des unités de reconnaissance de l'armée éthiopienne, qui avaient pénétré chez leurs voisins peu avant l'aube, rencontrent des patrouilles locales. En quelques minutes, un segment de plusieurs dizaines de kilomètres de l'ancienne ligne de front de la guerre entre les deux pays (1998-2000) s'embrase: tirs d'artillerie lourde, mouvements de tanks, feu roulant pendant près de vingt-quatre heures. Asmara dénonce une «agression», tandis qu'Addis-Abeba conserve un silence embarrassé. Il faut attendre le 14 juin pour que le porte-parole du gouvernement éthiopien publie un communiqué belliqueux proclamant que son pays a «la capacité de mener une guerre totale contre l'Érythrée».

\* Chercheur associé à l'Atlantic Council.

Une telle menace semble disproportionnée, s'agissant d'un banal incident de frontière comme il s'en est produit des dizaines depuis l'inconfortable armistice d'Alger, signé entre les deux belligérants en 2000 (lire l'encadré). Ces vociférations s'inscrivent cependant dans un contexte de tensions beaucoup plus graves qu'il n'y paraît. Le 18 juin, une discrète réunion d'urgence se tient à Washington à la demande du gouvernement éthiopien, tandis que, le 21, le ban et l'arrière-ban de l'opposition armée éthiopienne se réunissent à Genève. Aucune forme d'opposition civile n'existe à Addis-Abeba, le régime ayant marginalisé tous les mouvements dissidents; le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE) de l'ancien président Meles Zenawi (mort en 2012) détient 472 des 527 sièges à la Chambre des représentants. En 2015 et

2016, les révoltes des populations oromo et amhara, laissées-pour-compte de la croissance, ont été réprimées dans le sang.

Les mouvements politico-diplomatiques de juin 2016 coïncidaient avec des déploiements militaires. Depuis le 6 juin, des soldats éthiopiens sont positionnés dans le district de Tadjourah, en République de Djibouti, conformément à l'accord signé début mai avec le président djiboutien Ismaïl Omar Guelleh. Le chef d'état-major de l'armée djiboutienne a publiquement déclaré que les troupes éthiopiennes pouvaient en conséquence pénétrer en territoire djiboutien sans autorisation préalable, utiliser les installations militaires locales et même intervenir dans les conflits internes de la petite république. L'accord avait été conclu en toute hâte après l'annonce de la signature du contrat de développement du port de Berbera entre la société Dubai Ports World – au détriment du groupe français Bolloré – et le gouvernement du Somaliland voisin. À la suite de la guerre de 1998-2000, l'Éthiopie a perdu l'accès à la mer et est devenue un pays complètement enclavé. À Djibouti, les forces éthiopiennes font face aux forces érythréennes, installées là depuis le choc frontalier de juin 2008, qui a opposé l'Érythrée et Djibouti à propos du cap Douméra. Les deux armées ne sont séparées que par un mince cordon de troupes qatariques, déployées en juin 2010 à la demande conjointe d'Asmara et de Djibouti. Les troupes d'Addis-Abeba sont également présentes dans la région Afar, qui domine le port éry-

thréen d'Assab, au moment même où les Émirats cherchent à en faire un port de guerre en eau profonde face au Yémen.

Plusieurs éléments permettent de décrypter le paysage géopolitique désormais chaotique de la Corne de l'Afrique. D'abord, l'Éthiopie éprouve une crainte héréditaire, que l'on peut résumer ainsi: «Nous sommes encerclés de toutes parts par des ennemis arabes qui ont fait de nos ennemis érythréens un relais sur le rivage africain.» Une vision paranoïaque mais compréhensible, étant donné la longue histoire des menaces musulmanes sur l'ancien royaume abyssin. Elle est corroborée par la réaffirmation récente de l'hostilité radicale de l'Égypte à la construction du barrage de la Renaissance sur le Nil (1). Il faudrait sept ans pour remplir le lac de retenue (67 milliards de mètres cubes), période durant laquelle le flux du fleuve baisserait de 25%. Le Caire va jusqu'à envisager la destruction du barrage; c'était déjà la position de l'ex-président Hosni Moubarak. S'il est impensable que les forces saoudo-émiratiques attaquent l'Éthiopie, on peut imaginer voir les forces égyptiennes, notamment aériennes, menacer la nouvelle base d'Assab au nom de la solidarité arabe. L'idée que la meilleure défense dans un tel cas serait une attaque préventive fait son chemin dans les cercles très restreints du pouvoir FDRPE qui traitent de la sécurité. Mais l'Éthiopie – l'une des puissances militaires les plus importantes de la Corne de l'Afrique – serait alors confrontée à la coalition tout entière, soit militairement, soit à travers des représailles financières et diplomatiques.

Deuxième élément: la République de Djibouti est le point faible du vieux jeu conflictuel qui oppose l'Érythrée à l'Éthiopie (2). Classiquement présenté comme un havre de paix dans une zone en ébullition, ce micro-État est devenu le terrain de jeu de toutes les ambitions régionales. Le petit pays abrite toujours une base française, legs de l'époque coloniale, avec ses 2 400 hommes et son coût annuel de 30 millions d'euros pour Paris. Depuis 1999, les États-Unis ont également installé 4 000 hommes sur place (facture: 60 millions d'euros). Cette implantation permet à Washington d'envoyer des drones sur des cibles choisies au Yémen et en Somalie. Les Japonais – avec quelques centaines de soldats et deux vieux avions Lockheed de surveillance maritime – pourchassent les pirates somaliens depuis 2011. Pour 20 millions d'euros par an, l'armée nipponne dispose ainsi à nouveau d'une base outre-mer, la première depuis 1945. Les Allemands et les Espagnols n'ont, quant à eux, pas installé de base, mais quelques

dizaines de leurs soldats logent simplement à l'hôtel Kempinski. On annonce enfin pour décembre 2016 l'installation près de Tadjourah, loin des Occidentaux, d'une base chinoise pouvant accueillir 5 000 à 10 000 soldats et peut-être un porte-avions. Le coût annuel, encore secret d'État, pourrait varier: de 25 à 85 millions d'euros selon que Pékin construit ou non un port et un aéroport. Les premiers bâtiments sont en cours d'édification. Pour ne pas être en reste, Moscou a manifesté son souhait de rejoindre ce club de touristes armés par une série de contacts informels.

Le territoire djiboutien (23 000 kilomètres carrés, l'équivalent de la Slovaquie) comptera bientôt plus de soldats étrangers que nationaux. Mais s'agit-il vraiment d'un État-nation? «Djibouti n'est pas tant un pays qu'une cité-État commerçante», notait un diplomate occidental dans un document de WikiLeaks datant de 2004, et il est contrôlé par un seul homme, Ismaïl Omar Guelleh. Avec un score de 86,59% des voix à la présidentielle du 8 avril 2016, ce contrôle demeure absolu. La politique militaire est l'outil essentiel de cette principauté héréditaire, dirigée depuis 1977 par la famille Guelleh et le clan Mamasan, de la famille clanique Issa. Comme ses voisins, l'Éthiopie et l'Érythrée, Djibouti est tenu par un régime autoritaire qui se trouve dans le collimateur des organisations de défense des droits humains (3).

Troisième élément: une bataille pour les ports fait rage entre les pays de la région. À Djibouti, tout tourne autour du port, qui représente 76% du produit intérieur brut (PIB). Or cette activité dépend à 80% du client éthiopien, qui, depuis la guerre de 1998-2000, s'est vu interdire l'accès au port érythréen d'Assab. C'est dans ce contexte que, le 8 mai dernier, l'État non reconnu du Somaliland (4) a signé un accord commercial avec le troisième opérateur mondial, Dubai Ports World (DPW), propriété du gouvernement des Émirats arabes unis. Le port de Berbera entrerait ainsi en concurrence directe avec celui de Djibouti. Le principal opposant au président djiboutien, M. Abdourahman Boreh, qui vit en exil à Dubaï, dispose de solides relations aux Émirats arabes unis; c'est même lui qui, en 2006, avait incité DPW à se tourner vers Djibouti. En 2013, lorsque Dubaï avait refusé de l'extrader, le président Guelleh avait annulé la concession portuaire de DPW et l'avait confiée à une société rivale (l'affaire est actuellement pendante devant un tribunal de Londres). Les choses se sont envenimées au point que, depuis avril 2016, les relations diplomatiques sont rompues entre Djibouti et Dubaï.

## Inquiétudes du dictateur de Djibouti

L'ARRIVÉE de DPW au port somalilandais de Berbera, avec M. Boreh qui tire les ficelles en arrière-plan, provoque la panique à Djibouti. Certes, Berbera est un vieux port colonial britannique longtemps négligé, où ne transitent que 40 000 conteneurs par an, contre 900 000 à Djibouti. Mais l'Éthiopie a annoncé son souhait d'y délocaliser 30% de son trafic, tandis que DPW compte y investir 400 millions d'euros, c'est-à-dire bien plus que le budget annuel du Somaliland. Le président djiboutien s'est donc précipité en Éthiopie pour offrir un «accord de sécurité» permettant à l'armée éthiopienne de manœuvrer à Djibouti comme en pays conquis. Addis-Abeba avait déjà exprimé en 2014 son désir de «considérer l'Éthiopie et la République de Djibouti comme un seul et unique territoire». Une sorte de «souveraineté limitée» pour Djibouti.

Les inquiétudes du dictateur de Djibouti sont alimentées par les manœuvres un peu trop voyantes de M. Boreh. Son opposant avait ainsi demandé à être officiellement invité aux cérémonies marquant les vingt-cinq années d'indépendance du Somaliland, le 18 mai dernier. Prudentes, les autorités de la république non reconnue n'ont pas accédé à cette requête, «car cela aurait équivalu à une déclaration de guerre à Djibouti», nous a confié un officiel somalilandais. Les tensions demeurent vives, d'autant que M. Boreh appartient par sa mère au sous-clan Yoonis Moussa des Issas, qui a été victime le

21 décembre 2015 d'un massacre en pleine ville de Djibouti – les circonstances demeurent obscures, le nombre exact de morts n'étant même pas connu. Or les Yoonis Moussa représentent 60% des effectifs de l'armée djiboutienne, qui ont été déployés dans les monts Mabla, au nord du golfe de Tadjourah. Ils sont censés lutter contre la rébellion afar du Front pour la restauration de l'unité et de la démocratie (FRUD). Depuis la tuerie du 21 décembre, leur volonté de combattre est tombée à zéro.

Le président Guelleh tente de faire face en ralliant à sa cause le sultan somalilandais gaddaboursi Aboubakar Elmi Wabar, qui s'oppose aux autorités de son «pays». Mais il se débat dans un vaste jeu d'alliances et de menaces contradictoires: alors qu'il implore l'aide des Éthiopiens – qui n'en poursuivent pas moins leurs affaires avec DPW à Berbera –, il doit traiter avec les ennemis arabes de l'Éthiopie, qui réclament eux aussi une base militaire à Djibouti pour appuyer leur effort de guerre au Yémen.

(1) Lire Habib Ayebe, «Qui captera les eaux du Nil?», *Le Monde diplomatique*, juillet 2013.

(2) Lire Jean-Louis Péninou, «Un redéploiement stratégique dans la Corne de l'Afrique», *Le Monde diplomatique*, décembre 2001.

(3) Cf. Réseau panafricain des défenseurs des droits de l'homme, [www.protectionline.org](http://www.protectionline.org)

(4) Lire «Jours tranquilles au Somaliland», dans *Manière de voir*, n° 143, «Afrique, enfer et eldorado», octobre-novembre 2015.

**Le Monde FESTIVAL**

**RÉSERVEZ VOS PLACES**  
[LeMonde.fr/festival](http://LeMonde.fr/festival)

**GARRY KASPAROV SIRI HUSTVEDT  
 JACQUES HERZOG VANDANA SHIVA  
 ÉDOUARD LOUIS BOUALEM SANSAL  
 VALÉRIE PÉCRESSE ÉTIENNE KLEIN  
 ALEXANDRE JARDIN ANNE HIDALGO  
 PÉNÉLOPE BAGIEU AURÉLIE FILIPPETTI  
 MARINA WALKER PHILIPPE AGHION  
 ALAIN FINKIELKRAUT CYNTHIA FLEURY  
 JEAN-JACQUES AILLAGON FRANÇOIS ROLLIN**

**AGIR** | **16-19** | Opéra Bastille - Palais Garnier  
 SEPTEMBRE 2016 | Théâtre des Bouffes du Nord  
 3<sup>E</sup> ÉDITION | Le Monde - Auditorium

Google | orange | TRÉÂTRE DES BOUFFES DU NORD | ODERA NATIONAL DE PARIS

CONVOITISES DES GRANDES PUISSANCES

# l'orbite de la guerre au Yémen

Quatrième élément, en effet : le brasier yéménite. Dans le détroit de Bab Al-Mandeb (« la porte des larmes »), trente kilomètres seulement séparent l'Afrique du Yémen. Pris dans la tempête du « printemps arabe », celui-ci a poussé vers la sortie en 2012 son président-dictateur, M. Ali Abdallah Saleh, qui tenait le pays d'une main de fer depuis 1978. Mais, bien avant le soulèvement de 2011, cette dictature pro-occidentale affrontait non seulement une branche djihadiste particulièrement active, Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), mais aussi une insurrection zaydite concentrée dans les provinces de Saada et d'Amran. La « révolution populaire » de 2011 a donc laissé le champ libre à ces deux mouvements, dont les préoccupations n'étaient pourtant pas particulièrement démocratiques.

Les forces zaydites, populairement appelées « houthistes », du nom de leur leader historique, le prédicateur Hussein Al-Houthi, tombé au combat en 2004, se sont bientôt emparées de la capitale, Sanaa, où elles ont fait alliance avec l'ancien dictateur Saleh. Le 25 mars 2015, l'Arabie saoudite a décidé d'intervenir à la tête d'une coalition de pays sunnites (5). Les houthistes, assimilés à des chiïtes, étaient soudainement pointés du doigt comme une « cinquième colonne »

de Téhéran sur les rives de la mer Rouge, tandis que M. Abd Rabbo Mansour Hadi, successeur de M. Saleh, était hissé au rang peu convaincant de symbole du renouveau démocratique. C'est ainsi que le voisinage africain s'est retrouvé impliqué dans ce vortex arabe. Jusqu'au début de la guerre civile, le Yémen était le principal point de transfert des réfugiés – tant politiques qu'économiques – de la Corne de l'Afrique qui se dirigeaient vers l'Europe.

Dès avril 2015, quelques jours après l'attaque saoudienne, le président érythréen Issayas Afeworki a signé un accord de coopération tous azimuts avec Riyad et avec la coalition armée rassemblée dans le cadre du Conseil de coopération du Golfe (CCG) (6). Les Émiratis ont alors débarqué à Assab pour construire un aéroport d'où décollent désormais les bombardiers saoudiens. Le port a très rapidement été remis en état. Les premiers (modestes) contingents de troupes érythréennes ont rejoint le front yéménite, et la coopération s'est étendue au régime soudanais du président Omar Al-Bachir, qui a envoyé lui aussi des troupes en échange de gros transferts financiers saoudiens. À cette occasion, Asmara a expulsé vers leur pays d'origine les opposants yéménites présents sur son territoire.

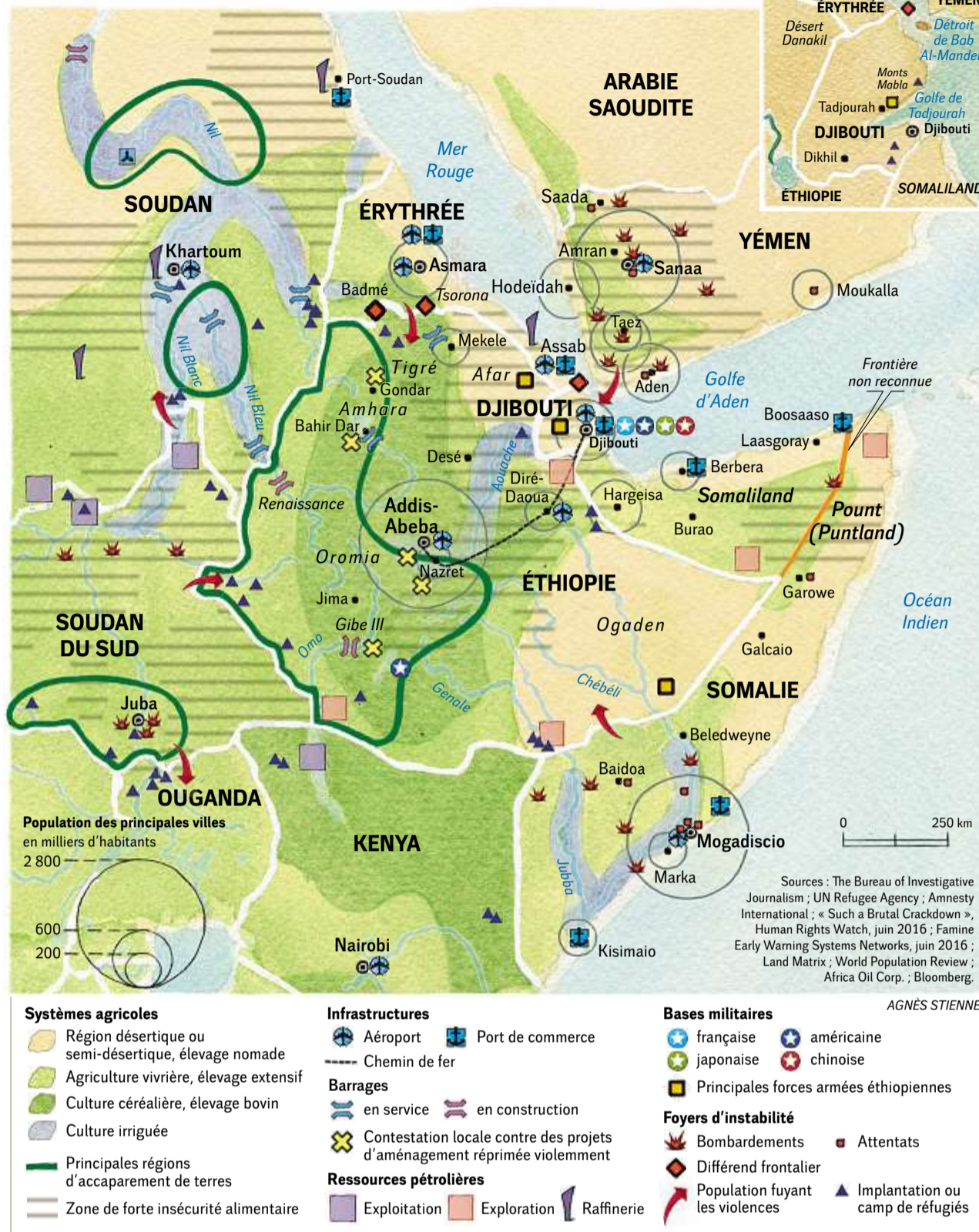
## Une étonnante démocratie

CETTE INTENSE activité politico-militaire provoque logiquement l'inquiétude d'Addis-Abeba. Pour l'Éthiopie, voir l'ennemi mortel érythréen nouer une alliance aussi étroite avec les puissances arabes s'avère d'autant plus alarmant que Washington, qui souhaite donner des gages au monde arabe sunnite pour se faire pardonner l'accord sur le nucléaire avec l'Iran chiite, s'est totalement rangé aux côtés de la coalition. Par CCG interposé, Asmara bénéficie désormais d'une mansuétude américaine à laquelle il n'était pas accoutumé en raison des violations des droits humains dont il est accusé. Le 8 juin 2016, la commission d'enquête des Nations unies a d'ailleurs déclaré qu'il existait « de bonnes raisons de croire que des crimes contre l'humanité tels que l'esclavage, l'emprisonnement, la torture, le viol et le meurtre ont été commis en Érythrie depuis 1991 ». À vouloir flatter la CCG, Washington s'égare dans des fréquentations de plus en plus douteuses et peu consensuelles dans la région.

En juillet 2015, les Émiratis et les Saoudiens n'avaient pas hésité, quant à eux, à inviter le « président » du Somaliland, M. Ahmed Mohamed Silanyo, peu habitué à de tels gestes puisque son État n'est toujours pas reconnu. La rencontre a été orchestrée comme un théâtre d'ombres où chaque acteur a parfaitement joué son rôle. On a demandé à M. Silanyo des troupes et la possibilité d'utiliser le port de Berbera ; il n'a pas dit « non », mais il est resté les bras croisés, et les dirigeants du CCG ont fait semblant de ne pas s'en rendre compte. L'honneur était sauf.

Le président djiboutien s'est lui aussi montré prudent sur le dossier yéménite : sollicité pour ouvrir une base à la coalition CCG (une de plus !) et pour envoyer des troupes au Yémen, il n'a, comme son adversaire Silanyo, ni refusé ni accepté. Il s'est finalement contenté d'accorder une autorisation d'escale aux avions de transport des Saoudiens, mais pas directement à leur aviation de guerre. Les pouvoirs djiboutien et somalilandais ont beau être à couteaux tirés au sujet des ports de la mer Rouge, ils partagent la même réserve tacite à l'égard de l'aventure militaire saoudienne et émiratiste au Yémen.

Cinquième et dernier élément permettant d'éclairer la géopolitique régionale : le point d'interrogation somalilandais. Après vingt-cinq ans d'existence de fait, le Somaliland n'existe toujours pas officiellement. Non reconnu, il ne bénéficie de presque aucune aide étrangère et n'appartient à aucune organisation internationale. Il dispose pourtant d'un gouvernement, d'une police (non armée), d'une armée (raisonnablement bien équipée) ainsi que d'une justice respectée. Le pays est en paix depuis vingt ans. Contrairement à ses voisins africains, il fonctionne selon des modalités démocratiques incontestables, organisant régulièrement des élections pacifiques. Cette étonnante démocratie mise en quarantaine (7) est issue de l'ancien protectorat du British Somaliland. Elle a pris son indépendance en 1991, au lendemain de la guerre civile qui a ravagé la Somalie et conduit à la chute de Siad Barre. Prudemment et presque timidement géré, cet État paisible est surtout menacé



par l'usure diplomatique et le sous-développement. Il a réussi politiquement, alors que la Somalie s'enlise dans les conflits internes : en 2006, c'est l'armée éthiopienne, soutenue par l'Union africaine, qui a permis au gouvernement fédéral somalien de reprendre Mogadiscio aux seigneurs de la guerre et à l'Union des tribunaux islamiques. Le pays subit en outre le terrorisme des milices islamiques d'Al-Chabab, comme l'a illustré l'assaut mortel d'un hôtel de la capitale le 25 juin. Le Somaliland, en revanche, souffre de l'isolement que lui impose la « communauté internationale ».

L'accord du 8 mai 2016 avec DPW vient rebattre les cartes : ce « pays » frileux se retrouve projeté sur la scène agitée de

la « guerre tiède » régionale. Les effets seront multiples, et potentiellement déstabilisateurs : parce que cet accord représente une menace tant économique que politique pour Djibouti ; parce que, bon gré mal gré, il place cet État fragile dans l'orbite des Émirats arabes unis ; et parce qu'il risque de perturber la stabilité interne. Le port de Berbera, tout somnolent qu'il soit, était en effet le seul point d'ancrage économique conséquent de ce pays très pauvre. Fief de la branche Issa Moussa du clan Habr Awal des Issaqs, il nourrissait la population locale et lui assurait une rente confortable, qu'elle craint aujourd'hui de perdre. Le danger de guerre clanique, que le Somaliland était parvenu à maîtriser pendant un quart de siècle, pourrait alors être réactivé.

Le Somaliland a survécu à dix années de guerre civile nationale, suivies de cinq années de guerre civile régionale et enfin à vingt ans de pauvreté et de dédain international. Survivra-t-il à un surgissement financier disproportionné et à une exposition diplomatique, voire militaire, dont il ne maîtrise pas les paramètres ? Dans cette région perturbée, il est avant tout un point d'interrogation.

L'impérialisme des grandes puissances traverse une crise : il est contesté, combattu, parasité ou dépassé par une pluralité de micro-impérialismes avec lesquels il doit désormais composer. Cela ne signifie pas que les puissances chinoise, américaine, française ou russe n'existent plus ; cela signifie que, tel Gulliver attaqué par les lilliputiens, ces géants avancent d'un pas moins assuré, entravés par des alliés encombrants et des semi-ennemis. De multiples triblions manifestent un activisme aussi déterminé que contestable, qui n'a rien à envier aux dangereux mouvements des dinosaures qui les surplombent. Pis : leurs agissements n'ont rien à craindre d'opinions publiques entraînées à la passivité, plus attentives aux questions internes qu'à la géopolitique.

Dans la Corne de l'Afrique, l'embaras des États-Unis paraît complet. À part l'Érythrie et le Soudan (qui ferait tout pour qu'on lève les sanctions économiques), il n'est pas un seul pays de la zone qui ne soit officiellement leur « ami ». L'Égypte s'efforce d'étrangler les Frères musulmans ; l'Éthiopie reste un fidèle allié, même si elle a pour Pékin les yeux de Chimène ; Djibouti joue les satellites de la totalité du capitalisme international globalisé, prêt à accueillir le diable lui-même s'il bénéficie d'une recommandation du Fonds monétaire international ; les Saoudiens et les Émiratis boudent Washington, mais n'ont pas de parrain de rechange... Quant au Somaliland, il implore un peu de pitié des gens respectables. L'Érythrie est le seul grincheux de la bande. Mais son naufrage économique et l'hémorragie de sa jeunesse sont tels qu'elle finit toujours en quémandeuse sur le peron des puissants.

Washington ne parvient pas à réconcilier tous ces « amis » qui font la guerre sans sa permission, qui font les uns contre les autres et poursuivent leurs politiques respectives en négligeant le parapluie américain, voire en l'empruntant sans autorisation. C'est le cas de la coalition du CCG, qui a reçu près de 10 milliards de dollars de fournitures militaires américaines pour poursuivre au Yémen une guerre que Washington regarde pourtant sans enthousiasme. Les États-Unis se sont aussi aliéné Addis-Abeba en renflouant Asmara, et dressent les uns contre les autres l'ensemble de leurs clients et alliés – s'ils ne les jettent pas dans les bras de la Chine.

GÉRARD PRUNIER.

(5) Lire Laurent Bonnefoy, « Au Yémen, une année de guerre pour rien », *Le Monde diplomatique*, mars 2016.

(6) Lire *Manière de voir*, « De l'Arabie saoudite aux émirats, les monarchies mirages », n° 147, juillet 2016.

(7) Cf. Robert Wiren, *Somaliland, pays en quarantaine*, Karthala, Paris, 2014.

## Les frères ennemis

UNE GUERRE d'indépendance a opposé une guérilla aux forces gouvernementales éthiopiennes entre 1961 et 1991. La fin de l'empire unitaire d'Éthiopie de Haïlé Sélassié, en 1974, et la prise du pouvoir par M. Mengistu Haïlé Mariam (dit « le Négus rouge ») en 1978 n'y ont rien changé (1).

Pendant ce long affrontement, le Front populaire de libération de l'Érythrie (FPLE), constitué en 1972, avait développé une coopération militaire étroite avec la guérilla du Front populaire de libération du Tigré (FPLT), qui luttait depuis la province du Tigré contre le Négus rouge. Après la victoire de la coalition FPLE-FPLT en mai 1991, la sécession de l'Érythrie s'est effectuée de manière consensuelle en 1993, le FPLE prenant le pouvoir à Asmara tandis que son allié le FPLT s'installait à Addis-Abeba. L'alliance paraissait d'autant plus naturelle que les deux fronts étaient dirigés par des chrétiens tigréens.

Les tensions survenues par la suite ont souvent été qualifiées de « syndrome grand frère - petit frère ». Dans la lutte, le FPLE revendiquait l'antériorité, une meilleure organisation, un rayonnement international indiscutable, alors que le FPLT ne disposait que d'un ancrage régional. Bien que dirigeant un pays beaucoup moins peuplé (6 millions d'habitants contre 94 pour l'Éthiopie), il ne se donnait pas la peine de dissimuler son sentiment de supériorité. Les premières années furent calmes, mais néanmoins marquées par des revendications économiques de plus en plus fortes de la

part de l'Érythrie : demande de parité monétaire birr-nakfa, demande d'arrêt des investissements industriels au Tigré.

Le chef du FPLT devenu président de l'Éthiopie, Meles Zenawi, tenta de faire entendre raison à son ancien allié. Il fit valoir que, en tant que dirigeant d'un grand pays peuplé à 95 % de non-Tigréens, il subissait des contraintes bien plus lourdes que durant les années de guerre. En mai 1998, prenant prétexte de revendications sur des espaces territoriaux minuscules et sans valeur stratégique ou économique, l'Érythrie attaqua son grand voisin. Il s'ensuivit une guerre de deux années dans laquelle périrent environ 70 000 combattants et qui coûta plus de 2 milliards de dollars.

La lutte de guérilla de la guerre d'indépendance laissa place à un conflit conventionnel rappelant la première guerre mondiale en Europe – tranchées, attaques frontales meurtrières, barrages d'artillerie lourde –, qui n'aboutit à rien. L'armistice signé à Alger en juin 2000 ne fut suivi d'aucun traité de paix. Il laisse beaucoup d'amertume des deux côtés. Ce conflit larvé menace toujours de dégénérer en un conflit ouvert dès qu'une faille apparaît dans l'un ou l'autre camp.

G. P.

(1) Lire « En Éthiopie, des rivalités ethniques si anciennes, si profondes... », *Le Monde diplomatique*, septembre 1991.

# Au Nicaragua, que reste-t-il du sandinisme ?

Les Nicaraguayens éliront leur président le 6 novembre prochain. Après deux décennies à la tête du pays, le dirigeant sandiniste Daniel Ortega pourrait remporter un quatrième mandat. Mais sa politique, qu'il présente toujours comme « socialiste » et « anti-impérialiste », a-t-elle encore à voir avec celle des années révolutionnaires ?

PAR BERNARD DUTERME \*

« NICARAGUA sandiniste ». Les deux mots collaient l'un à l'autre. Dans les années 1980, l'Amérique centrale traversait une période de révolutions et de contre-révolutions. En 1979, les insurgés sandinistes avaient réussi à renverser le dictateur Anastasio Somoza, longtemps qualifié dans la région d'« homme des États-Unis ». On prêtait d'ailleurs à des dirigeants américains cette saillie : « Somoza est un fils de pute, mais c'est notre fils de pute » – une phrase que le président Franklin Delano Roosevelt aurait prononcée en 1939 à propos de Somoza père, et que le secrétaire d'État Henry Kissinger aurait reprise à propos du fils, la dynastie somoziste ayant régné de 1937 à 1979.

De fait, la guerre froide se livrait alors par Centre-Américains interposés. Une frayeur parcourait l'Occident : selon la « théorie des dominos », le communisme menaçait d'emporter un pays après l'autre dans ses « zones d'influence ». La solidarité internationaliste, elle, convergait vers une petite nation qui, dans l'arrière-cour de « l'empire », osait lui faire la nique. D'un côté, Goliath, sous les traits du président américain Ronald Reagan, artisan d'un virage conservateur et libéral ; de l'autre, David, incarné par le Front sandiniste de libération nationale (FSLN).

En Europe, le Centre tricontinental (Cetri), en Belgique, a longtemps été l'un des principaux lieux d'étude de la révolution sandiniste. Il a même reçu en

1989 la visite du président Daniel Ortega, et son fondateur, François Houtart, a été plusieurs fois décoré par le pays ami. Une œuvre monumentale de l'ancien ministre sandiniste de la culture, le prêtre, poète et sculpteur Ernesto Cardenal, trône toujours devant les bureaux du centre à Louvain-la-Neuve : le *Zanattoo* (un oiseau), symbole de l'émancipation du tiers-monde.

Au début des années 1980, le pouvoir révolutionnaire du Nicaragua s'est attelé à la redistribution des richesses, à la promotion de la santé et de l'éducation. Il a tenté l'économie mixte (1), le pluralisme politique, le non-alignement, tandis que la droite américaine dénonçait un « régime communiste » et armaient frauduleusement une partie de l'opposition – les *contras*, rebaptisés « combattants de la liberté ». En 1990, les commandants sandinistes, à la tête du pays depuis 1979, ont fini par plier. Épuisée par les années de guerre, la population a fermé la parenthèse révolutionnaire dans les urnes, sur un bilan mitigé, mi-raison. Côté lumière : la lutte contre l'analphabétisme et contre les inégalités, l'école pour tous, les campagnes de vaccination, la réforme agraire, l'aspiration à la souveraineté nationale. Côté ombre : le dirigisme d'un pouvoir sûr de sa mission libératrice, la raison d'État qui s'impose à tous, les sacrifices consentis dans un contexte de violence politique et de boycott, le militarisme ambiant. Les sandinistes ont accepté leur défaite électorale. Place à l'avènement de la « démocratie libérale ».

## « Populiste responsable »

À LA MÊME ÉPOQUE, une période qualifiée de « normalisation démocratique » s'est ouverte pour toute l'Amérique centrale. Libéralisation politique formelle et libéralisation économique réelle, au double bilan pour le moins problématique. Deux décennies et demie plus tard, la région n'a pas réussi à rompre avec l'antédiluvien modèle agro-exportateur, toujours dominant. Si le Nicaragua a enregistré, bon an mal an, des taux de croissance d'environ 4% en moyenne, il a échoué à réduire la pauvreté, qui touche une personne sur deux, et à lutter contre les inégalités : le patrimoine de ses deux cents citoyens les plus fortunés représente 2,7 fois la richesse que le pays produit chaque année. Il n'a pas non plus su assurer un emploi formel à la majorité de la population active, ni même à nourrir à leur faim les habitants des régions frappées par la sécheresse et les changements climatiques. Après Haïti, le pays demeure le plus pauvre du continent et le plus vulnérable aux ouragans et aux séismes.

Ce bilan social est aussi celui du sandinisme du XXI<sup>e</sup> siècle. De retour à la tête du Nicaragua en 2006, l'ancien dirigeant révolutionnaire Daniel Ortega achève cette année son troisième mandat présidentiel et boucle de la sorte deux décennies au sommet de l'État (1979-1990 et 2006-2016). Pour revenir au pouvoir après trois défaites consécutives (aux élections présidentielles de 1990, 1996 et 2001), l'inamovible secrétaire général du FSLN n'a reculé devant aucune manœuvre tactique ou volte-face politique.

En termes strictement électoraux d'abord, sa victoire de 2006, avec quelque 38% des voix, doit beaucoup à une première réforme constitutionnelle (2), obtenue à la faveur d'un « pacte » contre nature

passé avec M. Arnoldo Alemán. Président ultralibéral du Nicaragua de 1997 à 2001, ce dernier avait été condamné pour corruption, avant d'être relaxé par la Cour suprême de justice... d'obédience sandiniste. Pour pouvoir se présenter une nouvelle fois en 2011, la Constitution interdisant d'effectuer plus de deux mandats présidentiels, M. Ortega a dû compter sur une dérogation opportune de la même Cour suprême. La victoire, obtenue alors dès le premier tour avec une confortable majorité (62%), reste entachée de multiples « irrégularités ».

Dans la perspective du scrutin présidentiel, le 6 novembre prochain, le FSLN, qui contrôle l'Assemblée nationale, a pu lever tout frein constitutionnel à la réélection illimitée à la majorité simple. Il suffira donc à « Daniel » (comme on l'appelle au Nicaragua) de confirmer les sondages, qui le donnent largement gagnant. À ce jour, ses concurrents sont divisés, en manque de notoriété et de crédibilité, ou empêchés : en juin 2016, la Cour suprême de justice a ôté au Parti libéral indépendant, moteur de la principale force d'opposition



ADRIENNE SURPRENANT. – Blocage de l'autoroute panaméricaine par des manifestants opposés au projet de grand canal, Rivas, Nicaragua, 2014

(la Coalition nationale pour la démocratie), la possibilité légale de présenter son candidat à la prochaine présidentielle. Cela sous les auspices d'un Conseil suprême électoral plus que jamais composé d'obligés du président et opposé, comme lui, à toute observation extérieure des élections.

En termes plus fondamentalement politiques, le « danielisme », ou « orteguisme » – selon l'expression de ses détracteurs –, n'a pas ménagé le sandinisme originel, dont il a pourtant gardé le nom. De renoncements en travestissements, d'aménagements en contradictions, M. Ortega a su obtenir le soutien de secteurs de la société jadis hostiles, tout en conservant sa popularité auprès du peuple sandiniste.

La pénalisation de toute forme d'avortement (y compris en cas de viol ou de danger de mort), votée par les députés du FSLN en 2006, a marqué les esprits (3). Elle a surtout rassuré les chrétiens conservateurs, dominants au Nicaragua, et en particulier le vieux cardinal Miguel Obando. L'ancien ennemi juré du sandinisme s'est mis à afficher un soutien indéfectible à la famille Ortega. Laquelle a multiplié les gages de... bonne foi. Le couple présidentiel s'est marié à l'église en 2007, après un quart de siècle de concubinage et une sordide histoire d'abus sexuel sur une fille adoptive. Le slogan de la campagne électorale de 2011, « Pour un Nicaragua chrétien, socialiste et solidaire », est depuis repris inlassablement dans la communication gouvernementale.

Organismes financiers internationaux, investisseurs étrangers et patronat ont eux aussi trouvé l'apaisement dans la gestion orthodoxe du président Ortega et de son vice-président libéral Jaime Morales, au parcours éloquent : ancien banquier et homme d'affaires exilé durant la période révolutionnaire, ex-dirigeant de la Contra, ancien ministre du président Alemán... Ensemble, ils ont décidé d'appliquer les programmes d'austérité du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque

mondiale, de privatiser des entreprises nationalisées. Ils ont ratifié le traité de libre-échange avec les États-Unis – le pays réalise aujourd'hui avec eux la moitié de ses échanges commerciaux –, noué des alliances avec le Conseil supérieur de l'entreprise privée (Cosep, l'organisation patronale), partiellement exonéré d'impôts les investissements directs étrangers (IDE), etc.

Une tendance si rassurante que, à la veille des élections de 2011, le président sandiniste était décrit dans les milieux d'affaires comme un « populiste responsable ». Le 6 août 2014, le magazine économique *Forbes* titrait sur le « miracle nicaraguayen », louant les « politiques de Daniel Ortega » qui « ont réussi à attirer investissements et entreprises étrangères, grâce au consensus entre gouvernement et secteur privé ainsi

qu'aux changements structurels (...) nécessaires à l'économie de marché et à la réactivation des exportations et, par conséquent, à la croissance économique et au progrès social ».

Si le « progrès social » n'est pas exactement au rendez-vous, les mesures prises dès 2007 en matière d'éducation et de santé (retour à la gratuité), de lutte contre la pauvreté (plan « Faim zéro »), de logement (plan « Habitat digne »), de soutien aux petits et moyens producteurs, aux coopératives de femmes ont nourri la popularité du président auprès de sa base sociale sandiniste, qui lui reste fidèle. L'effort a bénéficié tant de la conjoncture internationale – boom du prix des matières premières sur le marché mondial – que de l'aide massive du Venezuela d'Hugo Chávez. Mais la première s'est retournée, et la seconde s'est tarie.

## Grand écart permanent

LES CRITIQUES les plus dures émanent des anciens *compañeros* du président, qui ont été expulsés du FSLN ou l'ont quitté d'eux-mêmes à chaque étape de la privatisation du parti rouge et noir par M. Ortega et son clan. Plus ou moins à gauche du FSLN, mais parfois aussi à droite, ils se revendiquent toujours du sandinisme, s'attellent à son « sauvetage » ou à sa « rénovation », et s'opposent violemment à l'« orteguisme ». Ils proviennent des rangs des dirigeants, ministres et députés sandinistes des années 1980. À leur côté, les intellectuels et les artistes de la révolution sandiniste de la même époque. Mais tous ont échoué, jusqu'ici, à se doter d'une assise sociale ou électorale.

Ils reprochent à M. Ortega de s'être accaparé le FSLN dès les lendemains de la défaite de 1990 et de l'avoir instrumentalisé au service de sa propre personne, alors qu'il devait être démocratisé. Ils dénoncent le « caudillisme » du *comandante*, à la tête du parti comme à celle du pays. Ils lui reprochent ses contorsions idéologiques pour reconquérir (et conserver) la présidence à vie, son enrichissement et ses connivences avec les grandes fortunes nationales, la mainmise de son clan – épouse, enfants et courtisans – sur tous les leviers de l'État et au-delà (armée, police, médias...). Pour Mme Dora María Téllez, icône de la révolution et ancienne ministre sandiniste de la santé, le président cherche à « institutionnaliser la succession familiale » (*El País*, 19 février 2016).

Plus opportuniste que socialiste, le président sandiniste opère un grand écart permanent entre la rhétorique anti-impérialiste, le nationalisme souverainiste et l'alignement libre-échangiste ainsi que la vente des avantages comparatifs du pays au plus offrant. Un groupe de vingt-sept intellectuels, dont le poète Ernesto

Cardenal et l'écrivaine Gioconda Belli, a rendu public en mai 2016 un manifeste intitulé « Ne laissons pas une minorité séquestrer la nation ». Le modèle de gouvernance orteguiste y est dépeint comme un système « autoritaire, excluant et corrompu », mais aussi « répressif à l'égard des protestations sociales qu'il engendre ». Et de dénoncer l'explosion, entre 2007 et 2015, de l'économie informelle et du sous-emploi, de la dette extérieure et des bénéfices des grandes entreprises.

Le sandinisme actuel a également octroyé aux investisseurs étrangers (asiatiques, nord-américains, etc.) de multiples concessions pour des projets ou mégaprojets de développement miniers, énergétiques ou touristiques, officiellement pour « éradiquer la pauvreté ». Parmi ceux-ci, le pharaonique et controversé projet de creusement du « grand canal du Nicaragua » reliant l'océan Pacifique à l'Atlantique. Il sera flanqué (du moins sur le papier) d'une zone commerciale défiscalisée, d'un nouvel aéroport international, de complexes touristiques haut de gamme, de ports en eau profonde, d'autoroutes, de viaducs, etc (4).

Pourtant, en dépit de la contestation, le FSLN, son chef et la femme de celui-ci, candidate à la vice-présidence, jouissent d'un renom et d'un pouvoir d'influence qui leur font envisager le scrutin de novembre avec optimisme.

(1) Avec des entreprises privées et un secteur public puissant.

(2) Éligibilité dès le premier tour à partir de 35% des voix.

(3) Lire Maurice Lemoine, « Une gauche délavée s'enracine au Nicaragua », *Le Monde diplomatique*, mai 2012.

(4) Cf. « Le Nicaragua double le canal de Panama : à quel prix ? » et « Le grand canal du Nicaragua : une concession... imposée à un pays vaincu », *www.cetri.be*, décembre 2015 et mars 2016.

### Calendrier des fêtes nationales

1<sup>er</sup> - 30 septembre 2016

1 <sup>er</sup> OUBÉKISTAN	Fête de l'indépend.	NICARAGUA	Fête nationale
SLOVAQUIE	Fête nationale	16 MEXIQUE	Fête de l'indépend.
2 VIETNAM	Fête nationale	PAPOUASIE-NEUVE-GUINÉE	Fête nationale
3 SAINT-MARIN	Fête nationale	18 CHILI	Fête nationale
6 SWAZILAND	Fête de l'indépend.	19 SAINT-KITTS-ET-NEVIS	Fête de l'indépend.
7 BRÉSIL	Fête nationale	21 ARMÉNIE	Fête de l'indépend.
8 ANDORRE	Fête nationale	BELIZE	Fête nationale
RÉP. DE MACÉDOINE	Fête de l'indépend.	MALTE	Fête de l'indépend.
9 CORÉE DU NORD	Fête nationale	22 MALI	Fête de l'indépend.
TADJIKISTAN	Fête de l'indépend.	23 ARABIE SAOUDITE	Fête nationale
15 COSTA RICA	Fête nationale	24 GUINÉE-BISSAU	Fête nationale
SALVADOR	Fête nationale	30 BOTSWANA	Fête nationale
GUATEMALA	Fête nationale		
HONDURAS	Fête nationale		

\* Directeur du Centre tricontinental (Cetri), Louvain-la-Neuve.

WASHINGTON RÉARME FACE À MOSCOU ET PÉKIN

# Scénarios pour un conflit majeur

(Suite de la première page.)

Le conflit envisagé aurait plutôt lieu sur le front est de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN), englobant la Pologne et les pays baltes, avec des armes conventionnelles de haute technologie. Mais il pourrait s'étendre à la Scandinavie et aux alentours de la mer Noire, et entraîner le recours au nucléaire. Les stratèges américains et européens recommandent donc un renforcement des capacités dans toutes ces régions et souhaitent assoier le crédit de l'option nucléaire de l'OTAN (2). Un article récent de la revue de l'OTAN préconise par exemple d'accroître le nombre d'avions à capacité nucléaire dans les exercices de l'organisation afin de dissuader Moscou de toute percée sur le front est, en lui laissant entrevoir la possibilité d'une riposte nucléaire (3).

Il y a peu, ce type de scénario n'aurait intéressé que les académies militaires et les groupes de réflexion stratégique. Ce n'est plus le cas. En témoignent le nouveau budget de la défense américaine (4), les décisions prises lors du sommet l'OTAN des 8 et 9 juillet 2016 et l'annonce par Londres, le 18 juillet, de son intention de moderniser le programme de missiles nucléaires Trident.

Le ministre de la défense américain, M. Ashton Carter, reconnaît que le nouveau budget militaire de son pays « marque un changement d'orientation majeur ». Alors que, ces dernières années, les États-Unis donnaient la priorité aux « opérations anti-insurrectionnelles à grande échelle », ils doivent se préparer à un « retour de la rivalité entre grandes puissances », sans écarter la possibilité d'un conflit ouvert avec un « ennemi d'envergure » comme la Russie ou la Chine. Ces deux pays sont leurs « principaux rivaux », estime M. Carter, car ils possèdent des armes assez

sophistiquées pour neutraliser certains des avantages américains. « Nous devons, poursuit-il, avoir – et montrer que nous avons – la capacité de causer des pertes intolérables à un agresseur bien équipé, pour le dissuader de lancer des manœuvres provocatrices ou les lui faire amèrement regretter s'il s'y livrait » (5).

Un tel objectif exige un renforcement de la capacité américaine à contrer un hypothétique assaut russe sur les positions de l'OTAN en Europe de l'Est. Dans le cadre de la European Reassurance Initiative (« Initiative de réassurance européenne »), le Pentagone prévoit en 2017 une enveloppe de 3,4 milliards de dollars destinée au déploiement d'une brigade blindée supplémentaire en Europe, ainsi qu'au prépositionnement des équipements d'une brigade similaire de plus. À plus long terme, l'augmentation des dépenses en armes conventionnelles de haute technologie serait également requise pour vaincre un « ennemi d'envergure » : avions de combat sophistiqués, navires de surface, sous-marins. Pour couronner le tout, M. Carter souhaite « investir dans la modernisation de la dissuasion nucléaire » (6).

Autre réminiscence de la guerre froide : le communiqué émis par les chefs d'État et de gouvernement à l'issue du dernier sommet de l'OTAN, en juillet à Varsovie (7). Alors que le « Brexit » était encore tout frais, ce texte semble ne se soucier que de Moscou : « Les activités récentes de la Russie ont diminué la stabilité et la sécurité, accru l'imprévisibilité et modifié l'environnement de la sécurité. » Par conséquent, l'OTAN se dit « ouverte au dialogue », tout en réaffirmant la suspension de « toute coopération civile et militaire pratique » et le renforcement de sa « posture de dissuasion et de défense, y compris par une présence avancée dans la partie orientale de l'Alliance » (8).

## Peur du déclassement

LE DÉPLOIEMENT de quatre bataillons en Pologne et dans les pays baltes est d'autant plus remarquable qu'il s'agira de la première garnison semi-permanente de forces multinationales de l'OTAN sur le territoire de l'ex-Union soviétique. Les États-Unis, le Royaume-Uni, le Canada et l'Allemagne en assureront le commandement à tour de rôle. Ce rapprochement des troupes favorise le risque d'embarquement, une escarmouche avec des forces russes pouvant déclencher une guerre à grande échelle, peut-être avec une composante nucléaire.

Dix jours à peine après le sommet atlantique, M<sup>me</sup> Theresa May, nouvelle première ministre britannique, a obtenu l'aval de son Parlement pour la préservation et le développement du programme de missiles nucléaires Trident. Affirmant que « la menace nucléaire n'a pas disparu, mais qu'elle s'est au contraire accentuée » (9), elle a approuvé un plan de 41 milliards de livres sterling (47 milliards d'euros) destiné au maintien et à la modernisation de la flotte nationale de sous-marins lanceurs de missiles atomiques.

Pour justifier la préparation d'un conflit majeur, les analystes américains et européens invoquent le plus souvent l'agression russe en Ukraine et l'expansionnisme de Pékin en mer de Chine méridionale (10). Les manœuvres occidentales passent alors pour un mal nécessaire, une simple réaction aux provocations de l'autre camp. Mais l'explication n'est ni suffisante ni convaincante. En réalité, les cadres des armées redoutent plutôt que les avantages stratégiques de l'Occident ne s'éroient en raison des bouleversements mondiaux, alors même que d'autres États, eux, gagnent en puissance militaire et géopolitique. Dans cette nouvelle ère de « rivalité entre grandes puissances », pour reprendre les termes de M. Carter, la force de frappe américaine paraît moins redoutable qu'avant, tandis que les capacités des puissances rivales ne cessent d'augmenter.

Ainsi, lorsqu'il s'agit des manœuvres de Moscou en Crimée et dans l'est de l'Ukraine, les analystes occidentaux invoquent l'illégalité de l'intervention russe.

Mais leur véritable inquiétude tient plutôt à ce que celle-ci a démontré l'efficacité de l'investissement militaire engagé par M. Vladimir Poutine. Les observateurs atlantiques toisaient les moyens russes déployés dans les guerres de Tchétchénie (1999-2000) et de Géorgie (2008) ; les forces actives en Crimée et en Syrie sont en revanche bien équipées et performantes. Le rapport de l'INSS cité plus haut note d'ailleurs que « la Russie a fait des pas de géant dans le développement de sa capacité à utiliser sa force de manière efficace ».

De même, en transformant des récifs et des atolls de la mer de Chine méridionale en îlots susceptibles d'abriter des installations importantes, Pékin a provoqué la surprise et l'inquiétude des États-Unis, qui avaient longtemps considéré cette zone comme un « lac américain ». Les Occidentaux sont frappés par la puissance croissante de l'armée chinoise. Certes, Washington jouit toujours d'une supériorité navale et aérienne dans la région, mais l'audace des manœuvres chinoises suggère que Pékin est devenu un rival non négligeable. Les stratèges ne voient alors d'autre recours que de préserver une large supériorité afin d'empêcher de futurs concurrents potentiels de nuire aux intérêts américains. D'où les menaces insistantes de conflit majeur, qui justifient des dépenses supplémentaires dans l'armement hypersophistiqué qu'exige un « ennemi d'envergure ».

Sur les 583 milliards de dollars du budget de la défense dévoilé par M. Carter en février, 71,4 milliards (63 milliards d'euros) iront à la recherche et au développement de telles armes – à titre de comparaison, la totalité du budget militaire français atteint 32 milliards d'euros en 2016. M. Carter explique : « Nous devons le faire pour devancer les menaces, à l'heure où d'autres États essaient d'accéder aux avantages dont nous avons joui pendant des décennies dans des domaines comme les munitions à guidage de précision ou la technologie furtive, cybernétique et spatiale » (11).

Des sommes faramineuses seront également consacrées à l'acquisition



BANKSY. – « Happy Choppers » (Joyeux Hélicoptères), 2002

d'équipements de pointe aptes à surpasser les systèmes russe et chinois de défense et à renforcer les capacités américaines dans les zones potentielles de conflit, tels la mer Baltique ou le Pacifique ouest. Ainsi, au cours des cinq prochaines années, quelque 12 milliards de dollars seront consacrés au bombardier longue distance B-21, un avion furtif capable de transporter des armes thermonucléaires et de contrer la défense aérienne russe. Le Pentagone va également acquérir des sous-marins (de la classe Virginia) et des destroyers (Burke) supplémentaires pour faire face aux avancées chinoises dans le Pacifique. Il a commencé à déployer son système antimissile dernier cri Thaad (Terminal High Altitude Area Defense) en Corée du Sud. Officiellement, il s'agit de contrer la Corée du Nord, mais on peut aussi y voir une menace contre la Chine.

Il est hautement improbable que le futur président américain, qu'il s'agisse de M<sup>me</sup> Hillary Clinton ou de M. Donald Trump, renonce à la préparation d'un conflit avec la Chine ou la Russie. M<sup>me</sup> Clinton a déjà obtenu l'appui de nombreux penseurs néoconservateurs, qui

la jugent plus fiable que son adversaire républicain et plus belliciste que M. Barack Obama. M. Trump a répété à plusieurs reprises qu'il entendait reconstruire les capacités militaires « épuisées » du pays et il a fait appel à d'anciens généraux comme proches conseillers en matière de politique étrangère. Il a toutefois concentré ses déclarations sur la lutte contre l'Organisation de l'État islamique (OEI) et émis de sérieux doutes sur l'utilité de maintenir l'OTAN, qu'il estime « obsolète ». Le 31 juillet, il déclarait sur la chaîne ABC : « Si notre pays s'entendait bien avec la Russie, ce serait une bonne chose. » Mais il s'est également inquiété de voir Pékin « construire une forteresse en mer de Chine », et a insisté sur la nécessité d'investir dans de nouveaux systèmes d'armement, davantage que ne l'ont fait M. Obama ou M<sup>me</sup> Clinton lors de son passage au gouvernement (12).

L'intimidation et les entraînements militaires dans des zones sensibles comme l'Europe orientale et la mer de Chine méridionale risquent de devenir la nouvelle norme, avec les risques d'escalade involontaire que cela implique. Moscou et Pékin ne sont pas en reste par rapport à Washington, les trois capitales ayant annoncé qu'elles déploieraient dans ces régions des forces supplémentaires et qu'elles y mèneraient des exercices. L'approche occidentale de ce type de conflit majeur compte également de nombreux partisans en Russie et en Chine. Le problème ne se résume donc pas à une opposition Est-Ouest : l'éventualité d'une guerre ouverte entre grandes puissances se diffuse dans les esprits et conduit les décideurs à s'y préparer.

MICHAEL KLARE.

(2) Cf. Alexander Mattelaer, « The NATO Warsaw summit: How to strengthen Alliance cohesion », *Strategic Forum*, NDU- INSS, juin 2016.

(3) Camille Grand, « La dissuasion nucléaire et l'Alliance du XXI<sup>e</sup> siècle », *Revue de l'OTAN* magazine, 4 juillet 2016.

(4) Lire le dossier « Diplomatie des armes », *Le Monde diplomatique*, avril 2016.

(5) « Remarks by Secretary Carter on the budget at the Economic Club of Washington, D.C. », Département de la défense des États-Unis, 2 février 2016.

(6) Ash Carter, « Submitted statement - Senate appropriations committee-Defense (FY 2017 budget request) », Département de la défense des États-Unis, 27 avril 2016.

(7) Lire Serge Halimi, « Provocations atlantiques », *Le Monde diplomatique*, août 2016.

(8) « Communiqué du sommet de Varsovie », OTAN, Varsovie, 9 juillet 2016.

(9) Stephen Castle, « Theresa May wins votes to renew Britain's nuclear program », *The New York Times*, 18 juillet 2016.

(10) Lire Didier Cormorand, « Et pour quelques rochers de plus... », *Le Monde diplomatique*, juin 2016.

(11) « Remarks by Secretary Carter on the budget at the Economic Club of Washington, D.C. », *op. cit.*

(12) Maggie Haberman et David E. Sanger, « Donald Trump expounds on his foreign policy views », *The New York Times*, 26 mars 2016.

# Un Monde de ruptures

Terrorisme • Moyen-Orient  
Crise européenne

Sous la direction  
de Thierry de Montbrial  
et Dominique David

2017 :  
la montée des périls ?

**ramses**  
2017  
**Un Monde de ruptures**  
Terrorisme • Moyen-Orient • Crise européenne

Sous la direction de  
Thierry de Montbrial  
et Dominique David

ifri

Avec 7 vidéos

DUNOD

**27 €**

APRIL 31 octobre 2016, puis 32 €

**ifri**

www.ifri.org

**DUNOD**

ÉDITEUR DE SAVOIRS

# Un « milliardaire en col bleu »

À une semaine d'intervalle, les deux conventions américaines de juillet dernier ont, parfois sans le vouloir, laissé apparaître l'état actuel de la politique aux États-Unis. Côté républicain, un homme sans retenue aucune, dont les cadres du parti se défient. Côté démocrate, une candidate sans autre projet que celui de battre son concurrent en affichant une droiture à laquelle presque aucun électeur ne croit.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL THOMAS FRANK \*

**D**IFFICILE d'imaginer pire choix que Cleveland, dans l'Ohio, pour tenir une convention nationale du Parti républicain. Dans cette cité ouvrière, bastion traditionnel des démocrates, le moindre coin de rue rappelle que la politique économique des républicains a provoqué la destruction du monde ouvrier pendant une bonne partie des quarante dernières années.

Autrefois, la ville incarnait la puissance industrielle des États-Unis. John Rockefeller y avait créé Standard Oil; on y produisait de l'acier, des voitures, des produits chimiques. Avec pour conséquence une pollution telle que le fleuve prenait régulièrement feu... Mais le Cleveland de 2016 est en ruine. Tandis que la fuite des classes moyennes vers la banlieue a dépeuplé le centre-ville, la délocalisation des industries vers le Mexique et le Sud en général a décimé les emplois ouvriers. Cleveland comptait au nombre des cinq plus grandes cités américaines en 1920; désormais, elle occupe la 48<sup>e</sup> place et ne se distingue plus que par le nombre de ses saisies immobilières et de ses logements vides.

Pour nous préparer à la convention républicaine, nous visitons l'ancien quartier industriel, dans l'est de la ville, découvrant à travers la vitre d'une voiture climatisée des paysages d'usines délabrées et d'anciens immeubles colonisés par le lierre. L'entreprise du carrossier automobile Fisher Body, devenue célèbre en 1936 après une grève qui s'acheva par une grande victoire du mouvement ouvrier, a été remplacée par les dortoirs austères du Cleveland Job Corps Center, qui accueille des jeunes défavorisés. Plus loin, sur la chaussée, un amoncellement de peluches et de croix rend hommage aux adolescents tués dans des accidents de la route. Partout, des terrains vagues, des rues sans vie, des lotissements redevenus sauvages que la végétation reconquiert.

Même les quartiers qui fonctionnent paraissent à moitié vides. Dans la charmante banlieue où des joggeurs se retrouvent, aucun enfant ne joue sur

\* Auteur de *Pourquoi les pauvres votent à droite* (Agone, Marseille, 2013) et, plus récemment, de *Listen, Liberal or What Ever Happened to the Party of the People?* (Metropolitan Books, New York, 2016).

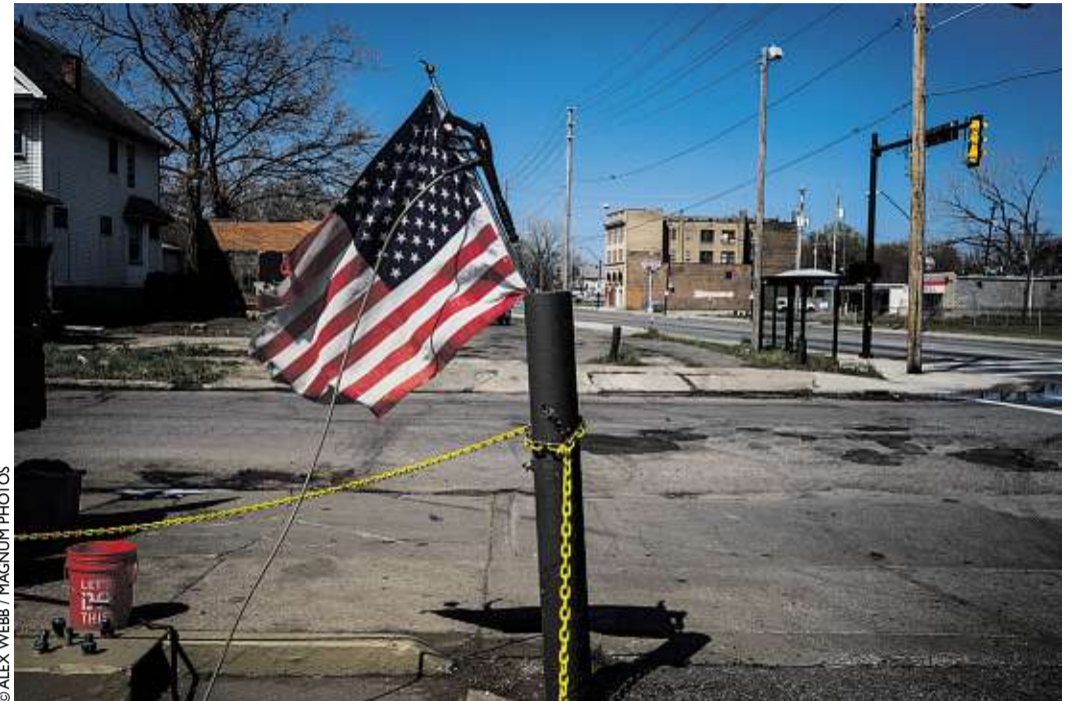
les pelouses parfaitement entretenues. Dans un restaurant hongrois, pas un chat; dans un supermarché, personne à la caisse. En plein centre de Cleveland, on peut se garer n'importe où: nul ne dira rien.

En temps ordinaire, organiser une convention républicaine dans une ville pareille équivaudrait à chevaucher les ruines fumantes d'un pont autoroutier en exigeant que l'on supprime les dépenses d'équipement. Mais 2016 n'est pas une année comme les autres. Car le Parti républicain s'est choisi pour champion le milliardaire démagogue Donald Trump, pour qui Cleveland constitue une scène idéale. Avec ses paysages qui portent les stigmates des choix économiques des dernières décennies, du déclin de l'industrie, des accords de libre-échange, la ville incarne la métropole américaine qui pourrait retrouver un jour la « grandeur » que le promoteur immobilier promet de rendre au pays tout entier (« Make America Great Again »).

## L'Amérique, la meilleure! L'Amérique, trahie!

Il existe néanmoins un quartier où demeure un semblant de densité urbaine: East Fourth Street, né d'une rénovation des années 1990. En été, on peut y voir une ribambelle de petits restaurants avec terrasse. Mais, en ce mois de juillet, East Fourth Street sert surtout de couloir vers Quicken Loans Arena, la salle omnisports où se déroule la convention républicaine: un carnaval politique mêlant vendeurs ambulants, délégués, journalistes, manifestants, sans compter les passants amusés qui ne manquent pas de sortir leur iPhone pour saisir ce spectacle éphémère.

La présence de caméras de télévision attire une foule permanente de manifestants et de fanatiques annonçant la fin des temps, qui brandissent leurs affiches et attendent le moment magique où leur image sera retransmise dans tout le pays. Adossé à la balustrade d'un café, un homme qui porte un



© ALEX WEBB / MAGNUM PHOTOS

chapeau rouge « Trump » et une arme côtoie un stand « zen » où l'on est invité à peindre avec ses doigts afin de « se relaxer pour développer sa curiosité ». Toutefois, ce qui domine dans ce tableau rappelle le style de M. Trump, son mélange de réflexes non maîtrisés et de formules vulgaires. Des tee-shirts représentent le candidat faisant un doigt d'honneur à divers contradicteurs; d'autres invitent à considérer les différentes manières dont M<sup>mes</sup> Hillary Clinton et Monica Lewinsky (1) s'occupent de M. William Clinton; d'autres encore représentent un scrotum peint à la manière de la bannière étoilée. Certains badges réclament: « Bombardez à mort l'Organisation de l'État islamique ».

Plus on s'approche du lieu où se tient la convention, plus on se croirait dans la zone verte de Bagdad. Il faut en effet marcher entre deux allées de policiers disposés en rangs serrés, puis le long de grillages. Les accréditations sont contrôlées une fois, puis deux, puis cinq, puis six. Ensuite, c'est le détecteur de métaux et, enfin, la salle.

L'adjectif « vide » résume assez bien la convention républicaine. Hormis la dernière nuit, le centre de l'arène n'est pas particulièrement bondé. En outre, la qualité des discours laisse à désirer, la plupart des intervenants n'ayant pas pris la peine de se préparer. Aucun des anciens chefs de file du parti n'est présent: ni M. Willard Mitt Romney, ni M. John McCain (2), ni aucun membre de la famille Bush.

Certes, quelques figures républicaines interviennent, mais ce sont de piètres orateurs. M. Paul Ryan, président de la Chambre des représentants, expédie sans entrain l'ordre du jour. M. Mitch McConnell, sénateur du Kentucky, se fait même huer lorsqu'il vante sa réussite comme chef de la majorité républicaine au Sénat. Dans son discours liminaire, M. Chris Christie, gouverneur du New Jersey, dénonce les erreurs diplomatiques commises par M<sup>me</sup> Clinton lorsqu'elle était secrétaire d'État, sans s'apercevoir qu'il lui oppose parfois des reproches de mollesse rigoureusement inverses à ceux que formule M. Trump, notamment au sujet de la Russie et de l'Ukraine. À défaut de l'habituel défilé des officiels, les délégués républicains entendent des animateurs de radio ultraconservateurs exhorter l'assistance à admirer tel ou tel acte de bravoure patriotique avant d'attiser l'indignation en détaillant d'atroces trahisons ou des actes criminels. L'ambiance passe d'un extrême à l'autre: l'Amérique, la meilleure! L'Amérique, trahie! Nous devons sauver l'Amérique! Chacun acclame les nobles discours et les récits d'aventures. Puis vient le tour des parents en deuil qui ont perdu des êtres chers à cause des petits malfrats que la gauche dorlote, comme les immigrés clandestins.

Les discours mêlent les tons afin d'être plus percutants: l'Amérique courageuse; l'Amérique victime; les dirigeants démo-

crates qui refusent obstinément d'*appeler l'ennemi par son nom*. Nombre de délégués vibrent en entendant la voix brisée de M<sup>me</sup> Patricia Smith, mère d'un fonctionnaire tué dans l'attaque du consulat américain à Benghazi (Libye), en septembre 2012: « Je tiens Hillary Clinton [à l'époque secrétaire d'État] personnellement responsable de la mort de mon fils, s'écrie-t-elle. Comment a-t-elle pu infliger cela à une famille américaine ? » Les congressistes se blottissent dans le doux cauchemar d'une destruction nationale provoquée par la trahison démocrate.

Mais peut-être faut-il interpréter ces absurdités comme une sorte de divertissement. Quand les délégués d'une convention politique expriment leur opinion de M<sup>me</sup> Clinton en scandant « *Qu'on l'enferme!* », on ne doit sans doute pas les prendre au sérieux. D'ailleurs, lorsque la sérénade démarre, nos voisins mangent du pop-corn. Quelques instants plus tard, une vieille dame à l'allure douce et frêle me demande si elle peut s'appuyer sur mon épaule pour se lever et se rasseoir. Peu après, j'entends sa petite voix s'élever avec exaltation: « *Qu'on l'enferme!* »

## Humiliation publique d'un baratineur texan

Certains responsables républicains n'ont pas été à la fête lors de leur semaine à Cleveland. M. Ted Cruz, par exemple. Le sénateur du Texas, rival malheureux de M. Trump aux primaires, incarne le parfait politicien-acteur. Il est tellement faux, mielleux et démagogue que même ses collègues sénateurs ne peuvent plus le supporter. Le troisième soir de la convention, il prend la parole et débite le genre de discours moralisateurs et creux dont la droite raffole. Il raconte une histoire larmoyante de policier tué dans l'exercice de ses fonctions, décrit « *son enfant chéri ravalant ses sanglots* », avant d'enchaîner sur un laïus pompeux relatif au pouvoir de la liberté, qui permettrait de résoudre tous nos problèmes. Mais, après avoir bu ses paroles pendant vingt minutes, le public réalise qu'il n'a toujours pas annoncé son soutien à M. Trump. Et, alors que le baratineur texan s'appête à conclure en reprenant les images à l'eau de rose avec lesquelles il a commencé, les délégués explosent. Las de ses larmes de crocodile, ils se lèvent en criant: « *Soutiens Trump!* » Nous voyons même l'un d'eux rouler son affiche en forme de mégaphone et beugler en direction du podium. Le marchand de platitudes de la droite religieuse doit alors quitter la scène sous les huées – sans s'être exécuté.

« Son » Parti républicain n'est plus. Dans le sillage de sa déconfiture, on imagine les milliards de dollars d'investissement réduits à néant. Toutes ces sommes mobilisées au cours des quarante dernières années pour faire du parti l'instrument bien huilé des fameux 1% les plus riches. Tout cet argent consacré aux lobbyistes de Washington, à la formation idéologique des législateurs d'État, aux combines qui ont permis d'attirer des millions de

(1) Voulant cacher ses véritables relations avec cette stagiaire de la Maison Blanche, le président Clinton avait été convaincu en 1998 de mensonge sous serment et menacé d'une procédure de destitution.

(2) Candidats républicains à la présidence respectivement en 2012 et en 2008.



© ALEX WEBB / MAGNUM PHOTOS

Les photographies de cette double page sont d'ALEX WEBB.  
Ci-dessus: Le quartier déshérité d'East Cleveland, Ohio, 2016  
Ci-contre: Le centre-ville de Cleveland, Ohio, 2016  
Page de droite: Manifestation du mouvement Black Lives Matter devant l'hôtel de ville de Philadelphie, 2016

FAUX-SEMBLANTS DE L'ÉLECTION AMÉRICAINE

# contre une madone de vertu

voix ouvrières sur un programme contraire à leurs intérêts : tout cela s'est écroulé en quelques mois.

Car, à Cleveland, les guerres culturelles, ressort essentiel de la droite américaine, sont mises entre parenthèses. Le cofondateur du service de paiement en ligne PayPal, M. Peter Thiel, est même ovationné au moment où il proclame son homosexualité (« *Je suis fier d'être gay, je suis fier d'être républicain, mais plus que tout je suis fier d'être américain* »). Autre pilier de la foi républicaine, le libre-échange passe lui aussi à la trappe. Plus personne ne se plaint des dépenses sociales et seul M. Scott Walker, l'incorrigible gouverneur du Wisconsin, met en cause les syndicats – et encore, avec mesure.

## Les démocrates, une caste d'humains nés pour gouverner

M. Trump qualifie le courant politique qui l'appuie de « *parti des travailleurs* », et il assure qu'il donnera la priorité aux problèmes économiques des gens ordinaires. Sa dénonciation répétée des accords commerciaux qui ont détruit l'industrie américaine ne pouvait pas trouver meilleure scène que Cleveland. Résultat : celui qu'un intervenant a surnommé « *le milliardaire en col bleu de l'Amérique* », qui tweete des insultes racistes, qui veut réduire les impôts des riches et fait fabriquer ses produits à l'étranger, se proclame le protecteur de l'Amérique qui travaille. Tout aussi étonnant, pendant les soixante-dix minutes de son discours, il semble presque... raisonnable.

Certes, il tente de vendre une vision paranoïaque du terrorisme et de la délinquance ; mais la peur générale dont il se fait l'écho est réelle. La classe moyenne américaine est bien en cours de dislocation, notamment à cause d'accords commerciaux iniques et de l'étrange indifférence des autorités démocrates de Washington à l'égard des couches populaires. Pour une grande partie du pays, il est donc exact que l'économie ne fonctionne plus et que la démocratie ressemble à une farce au service des puissants. M. Trump attise ce cynisme bien américain en des termes directs : « *Les grandes entreprises, l'élite de la presse et les bailleurs de fonds appuient la campagne de ma rivale parce qu'ils savent qu'elle maintiendra le système tel qu'il est. Ils lui balancent de l'argent parce qu'ils contrôlent absolument tout ce qu'elle fait. Ils tirent les ficelles comme avec une marionnette.* »

Vient ensuite l'engagement auprès des classes populaires, qui n'ont tiré aucun bénéfice de la reprise de la croissance : « *J'ai rendu visite à des ouvriers d'usine licenciés et j'ai vu des communautés écrasées par nos horribles et injustes traités commerciaux.* » Et, faisant délibérément écho à Franklin Roosevelt, M. Trump enchaîne : « *Ils sont les hommes et les femmes oubliés de notre pays. Des gens qui travaillent dur, mais qui n'ont plus de voix. Je suis votre voix.* » Peu après son intervention, un sondage indique que ce novice en politique, ce clown vulgaire, fait jeu égal avec M<sup>me</sup> Clinton.



*Stronger together* – « L'union fait la force ». Tel est le slogan officiel de la convention démocrate, qui se tient à Philadelphie une semaine plus tard. Un appel du pied aux partisans dépités de M. Bernie Sanders, le sénateur de gauche battu par M<sup>me</sup> Clinton lors des primaires. Mais le thème véritable de ce rassemblement, c'est cette qualité qui caractérise la vie de M<sup>me</sup> Clinton depuis son enfance : la vertu.

Une vertu ardente et raide ; une vertu fière et sans artifice ; immanquable et si suprêmement angélique que nul ne peut rêver l'égal. Ce sont des gens meilleurs qui arpentent la scène du Wells Fargo Center : tel est le message qui vous assaille à Philadelphie. Des gens meilleurs que ces monstres de républicains, cela va de soi, mais également meilleurs tout court. Une caste d'humains d'une telle probité qu'on ne peut manquer de reconnaître qu'ils sont nés pour gouverner.

Sous cette avalanche de sentiments distingués, les organisateurs de la réunion démocrate veulent que le public, lui aussi, se sente vertueux ; que l'excellence qui irradie de la scène s'étende aux congressistes. Un comptoir vend quelques friandises

sans gluten ; il y a des toilettes mixtes ; et un espace facile à repérer permet aux mères d'allaiter leur bébé. Quant à savoir qui aurait l'idée saugrenue d'amener un nourrisson dans une telle cohue, voilà sans doute une question morale d'un autre type.

Mais cet étalage de droiture est constamment démenti par une ribambelle de faits dissonants. Les congressistes apprennent par la presse que des réceptions sont organisées par des entreprises de Wall Street, mais n'y sont pas invités. Les organisateurs du rassemblement ont négocié un accord avec Uber permettant à ses taxis de se garer beaucoup plus tard, un autre vient leur réclamer leur accréditation dans l'espoir de pouvoir les inviter à quitter leur place. Et, tandis que se joue ce combat darwinien pour le moindre strapontin, M<sup>me</sup> Clinton proclame sur tous les écrans du hall immense que « *notre pays a besoin de davantage de gentillesse et d'affection* ».

Le spectacle dure quatre jours. Sur scène, les orateurs se relaient avec des accents exaltés qui rappellent une bande de lycéens montant une pièce de Shakespeare ou des prédicateurs du XIX<sup>e</sup> siècle évoquant les anges tombés du ciel. Pénétrés de la noblesse de leur propos, ils s'efforcent d'adopter une élocution à la hauteur de leur message.

Il ne faut pas chercher bien loin pour trouver les raisons de cet unisson : la convention se doit de souligner la bonté intrinsèque des démocrates, ceux-ci n'ayant par ailleurs pas tant de hauts faits à célébrer. Quelques jours auparavant, par exemple, plusieurs courriels piratés avaient confirmé que le Comité national démocrate, théoriquement neutre pendant les primaires, s'était bien employé à saboter la candidature de M. Sanders.

Plus grave, nombre des problèmes qui préoccupent les militants du parti, et que les orateurs successifs s'emploient à dénoncer, résultent des politiques du président démocrate sortant, ou d'un de ses prédécesseurs les plus fameux, qui se trouve être... le mari de la candidate.

Trois exemples parmi tant d'autres. Des dizaines de délégués brandissent des pancartes hostiles à l'accord de partenariat transpacifique (Trans-Pacific Partnership, TPP), en scandant : « *No TPP!* » Pourtant, lors de la troisième journée de la convention, une partie d'entre eux acclament M. Barack Obama – « *l'un des meilleurs présidents que nous ayons jamais eus* », selon le vice-président Joe Biden –, qui n'a pas renoncé à faire du traité l'apothéose de son mandat. La veille, l'ancien gouverneur du Vermont Howard Dean proclamait : « *Nous avons besoin d'un président qui veille à ce que les plus riches obéissent aux mêmes règles que les Américains de la classe moyenne qui travaillent dur* »... juste après que la convention eut applaudi un certain Eric Holder. Lequel s'est vu reprocher, en tant que ministre de la justice (2009-2015), son indolence lorsqu'il s'agissait de poursuivre les banquiers responsables de fraudes financières.

Enfin, dans le discours-programme de la convention, M<sup>me</sup> Elizabeth Warren, sénatrice du Massachusetts, recense les défis qui assaillent les membres de la classe ouvrière, avant de clamer : « *La Bourse bat des records. Les bénéficiaires des entreprises sont au plus haut. Les directeurs généraux engrangent des dizaines de millions de dollars. Mais ces gains n'ont pas de retombées positives pour les familles qui travaillent dur comme la vôtre. Est-ce que certains d'entre vous ici ne trouvent pas que c'est un problème ?* » « Certains d'entre vous ? » Tout cela venait de se produire pendant que M. Obama occupait la Maison Blanche. Si le président se trouvait devant son téléviseur ce soir-là, il ne s'est probablement pas senti visé par ces reproches, puisqu'il n'était pas associé au diagnostic de la sénatrice. Et, quand M<sup>me</sup> Warren s'emploie par ailleurs à condamner M. Trump et sa volonté de « *limiter les réglementations financières* », elle omet de rappeler que le vrai travail de sape en la matière a été conduit deux décennies plus tôt par M. William Clinton. Celui-là même qui se fera ovationner le lendemain soir...

Quant au passé de M<sup>me</sup> Clinton, il est réécrit avec minutie. Certains brefs épisodes de sa carrière ont droit à de longs commentaires, donnant l'impression qu'elle a consacré sa vie à des croisades caritatives. D'autres chapitres, pourtant bien plus consistants, comme ses années en tant qu'avocate spécialisée dans le droit des entreprises, semblent se dissoudre d'eux-mêmes. Quant aux principales réalisations présidentielles de son mari, qui naguère la rendaient si fière et auxquelles elle se flattait d'avoir largement contribué, on les passe sous silence. L'Accord de libre-échange nord-américain (Alena) disparaît du récit officiel. Parce qu'elle contredit les discours sur l'attention extrême que M<sup>me</sup> Clinton accorderait au sort des femmes et des enfants, la suppression d'une aide fédérale aux familles monoparentales, signée par son mari en 1996, n'est pas mentionnée.

Dès lors, que reste-t-il ? Une vertu morale abstraite, jaillissant comme un fleuve intarissable, mais sans lien avec l'héritage récent du Parti démocrate. Il est question de gens ayant réussi à surmonter des handicaps ou une santé déficiente, à survivre au terrorisme ou à des blessures horribles. D'autres qui croient « *en l'innovation et en l'esprit d'entreprise* » ; qui ont été enlacés par le président des États-Unis et qui souhaitent « *que chaque Américain puisse serrer dans ses bras le président Obama* » ; qui ont combattu en Irak et qui proclament leur confiance en « *Hillary* » et en ses compétences stratégiques et militaires.



Des flots de larmes ruissellent sur des visages empreints de gravité. Une vidéo racontant l'histoire d'une ancienne immigrée clandestine invitée à prendre la parole la montre en train de réprimer ses sanglots à trois reprises. Une autre présente une petite fille en pleurs qui craint que ses parents ne soient expulsés. Lorsque la candidate la prend ensuite sur ses genoux, lui promettant de la protéger, les torrents redoublent, mais ils coulent cette fois des yeux des adultes assis à côté d'une Hillary Clinton aussi vertueuse que protectrice.

## La candidate déverse un chapelet de poncifs vibrants

Compassion, bonnes intentions ; excellence, aussi. Les hommes et les femmes d'affaires salués à Philadelphie, en plus d'être des patrons épatants, ont connu une réussite époustouflante. Mais on nous conte également l'histoire d'un policier qui a emballé tous ses cadeaux de Noël peu avant d'être abattu dans l'exercice de ses fonctions. L'un des plus habiles orateurs de la convention, le vice-président Biden, estime quant à lui que les emprunts contractés par les étudiants – qui les coulent aussi sûrement que s'ils portaient une enclume autour du cou – sont en réalité là « *pour éviter à papa et maman l'affront* » de se voir refuser un prêt bancaire.

Pour couronner ce long spectacle, M<sup>me</sup> Clinton apparaît enfin sur scène, tout de blanc vêtue, et déverse sur ses auditeurs un chapelet de poncifs vibrants. La profondeur de ces banalités déclenche de multiples ovations.

La nation fait face à un défi très sérieux, annonce l'oratrice, un « *moment de vérité* ». Oui, le « *vivre-ensemble* » (*togetherness*) de l'Amérique est en péril. « *Des forces puissantes menacent de nous éloigner les uns des autres. À nous de décider si nous voulons travailler tous ensemble pour pouvoir grandir tous ensemble.* »

La menace se nomme Donald Trump. M<sup>me</sup> Clinton l'accuse de « *vouloir nous séparer – du reste du monde, mais aussi les uns des autres* ». Le danger n'est pas que moral : il concerne aussi la prospérité du pays. « *L'Amérique a besoin que chacun d'entre nous apporte son énergie, ses talents, son ambition – afin que notre nation devienne meilleure et plus forte. C'est une chose dont je suis intimement convaincue.* »

La candidate nous rappelle alors sa philosophie : « *Faites tout le bien que vous pouvez, pour autant de gens que vous pouvez, de toutes les manières que vous pouvez, aussi longtemps que vous pouvez.* » Elle assure qu'elle est également attentive aux détails, qu'elle saura trouver des solutions pragmatiques, progressives, à des problèmes concrets. Cherchant à répondre à la frustration des travailleurs de Cleveland et d'ailleurs, elle promet « *d'avantage de bons emplois, des augmentations de salaire* », et elle expose les grandes lignes de son plan destiné à résoudre une partie de leurs difficultés : « *Je suis convaincue que l'Amérique prospère quand les classes moyennes prospèrent. Je pense que notre économie ne fonctionne pas comme elle le devrait parce que notre démocratie ne fonctionne pas comme elle le devrait. C'est pourquoi nous devons choisir des juges de la Cour suprême capables de débarrasser la politique du règne de l'argent et d'étendre le droit de vote au lieu de le restreindre.* »

Si le public de Philadelphie remarque alors le hiatus entre problèmes et solutions, il n'en laisse

rien paraître – peut-être parce que, à l'instar de l'oratrice, il n'ignore pas que le facteur décisif n'est pas une classe moyenne sur le déclin. Non, la véritable ligne de démarcation entre les deux formations politiques, cette année et pour toujours, renvoie à quelque chose d'infiniment plus important : le fossé entre le bien et le mal. Les bons dans un parti ; les méchants dans l'autre.

Car, pour les démocrates, la bonté n'a rien d'un dérivatif. C'est la question principale. L'élection de 2016 va voir s'affronter la vertu et la vulgarité. « *Nous nous opposons à toute rhétorique délétère, à toute parole visant à nous diviser* », avertit M<sup>me</sup> Clinton, comme pour rappeler les nombreuses saillies de son adversaire sur les handicapés, les Mexicains, les Noirs. « *Au fond, conclut-elle, on en revient toujours à ce que Donald Trump est incapable de comprendre : l'Amérique est grande parce que l'Amérique est bonne.* »

La vertu démocrate, c'est cela. Lorsque je repenserai à l'élection de 2016, je me souviendrai de ce que j'ai éprouvé en traversant à pied le gigantesque parking du Wells Fargo Center, à Philadelphie, sous une chaleur écrasante, amplifiée par l'asphalte, si intense qu'elle paralysait presque le cerveau. Nous progressions péniblement ; une barrière de sécurité guidait nos pas. De l'autre côté de la clôture, une personne sans doute bien introduite avait réussi à garer un bus scolaire, d'où elle s'adressait au public en nage qui affluait vers le hall de la convention. Son mégaphone faisait retentir des recommandations sur l'importance de l'éducation et de l'innovation.

Je penserai aussi à ce panneau d'affichage aperçu depuis un train de banlieue de Cleveland, sur lequel on pouvait lire un de ces slogans délirants emblématiques de la droite américaine : « *Ne croyez pas ce que racontent les médias de gauche.* » Il jouxtait une autoroute assourdissante, un énorme parking et une quintuple voie ferrée. Tout le vacarme de la production industrielle et des transports montait à travers la fournaise. À qui s'adressait ce message ? Aux employés de l'usine Ford qu'on devinait non loin de là ? Au type assis dans la locomotive du train de marchandises qui nous croisa ? Une simple invitation à céder à la paranoïa. Sans destinataire particulier, aperçue de loin, dépourvue de sens.

THOMAS FRANK.

Prochaine sortie du *Manière de voir*  
**SPÉCIAL ÉTATS-UNIS**  
le 21 septembre

# Dans les Balkans, le plus

(Suite de la première page.)

L'Empire ne fit jamais de celle-ci une obligation, mais elle entraîna une série d'avantages, notamment fiscaux, tandis que les non-musulmans devaient s'acquitter de taxes spécifiques en échange de la protection que leur accordait le sultan. Ils subissaient des restrictions dans leurs droits à la propriété et se voyaient interdire l'accès à certaines fonctions de commandement, civiles ou militaires.

Les conversions furent rapides et massives en Bosnie-Herzégovine, où, dès le XVI<sup>e</sup> siècle, elles avaient touché une grande partie des élites. Un phénomène que certains historiens expliquent par le souvenir de l'Église bosniaque, qui professait des orientations « hérétiques » proches du dualisme des bogomiles ou des cathares, et contre laquelle le pape Honorius III avait appelé à la croisade en 1225. Insister sur les traces laissées par le bogomilisme permet à l'historiographie bosniaque d'acclimater l'islam, en faisant de la conversion moins le résultat d'un facteur exogène (l'invasion ottomane) que le produit d'une spécificité nationale. En fait, le lien est difficile à évaluer. La rapidité de la conversion s'explique surtout par la faiblesse des structures ecclésiastiques, tant catholiques qu'orthodoxes (1). C'est dans les régions historiquement disputées entre chrétientés d'Occident et d'Orient, le long de la ligne de partage de l'Empire romain tracée en 395, que l'islam put le plus facilement prendre pied – en Bosnie-Herzégovine, mais aussi au Monténégro (voir la carte page 13).

En revanche, dans le monde albanais, le phénomène de conversion fut lent et progressif. Au Kosovo, dans certains villages, les Albanais se déclaraient publiquement de confession musulmane tout en pratiquant les rites chrétiens en secret. Les hommes, qui possédaient et transmettaient les biens, étaient musulmans, tandis que les femmes, qui enseignaient aux enfants les rudiments de la foi, étaient chrétiennes. Dans la région de

Viti/Vitina, la tolérance religieuse proclamée en 1839 avec le *hatt-i sharif* de Gülhane, premier édit de réforme de l'Empire ottoman, eut paradoxalement des conséquences tragiques : des villages jusqu'alors considérés comme musulmans crurent qu'ils pouvaient désormais professer librement leur catholicisme ; une apostasie qui entraîna une répression immédiate. Les habitants du village de Binac/Binçë et de Stubla furent ainsi déportés en Anatolie (2). Au-delà des projections rétrospectives des nationalistes, tant serbes qu'albanais, cet étrange syncrétisme éclaire la complexité identitaire du Kosovo, au moins jusqu'au XIX<sup>e</sup> siècle.

Dans les pays bulgares, roumains ou serbes, les Églises orthodoxes, puissamment structurées, furent reconnues par l'empire comme des interlocutrices, prenant la tête de « communautés protégées » par le sultan, les *millets*. Saint Sava, fils du prince serbe Stefan Nemanja, avait obtenu dès 1219 du patriarche de Byzance la reconnaissance d'une Église autocéphale de Serbie. Après la conquête ottomane, en 1557, l'autonomie ecclésiastique serbe fut restaurée par le patriarche Makarije, frère ou cousin du grand vizir Mehmet Pacha Sokolović, lui-même issu d'une famille aristocratique des confins bosno-serbes et converti à l'islam. Les *millets* devinrent des structures protonationales, qui servirent de cadres au développement des nationalismes modernes, à partir du XVIII<sup>e</sup> et surtout du XIX<sup>e</sup> siècle. Cela explique le caractère national des différentes Églises orthodoxes.

Mais ce processus laissa les musulmans à l'écart. Ils étaient des sujets de l'empire, sans pouvoir se référer à des structures communautaires particulières, qu'elles soient linguistiques ou « nationales ». À ce titre, ils restèrent longtemps fidèles à la Porte (gouvernement ottoman) et s'opposèrent même aux nationalismes des peuples chrétiens, qui, pour leur part, percevaient l'ensemble de ces musulmans comme des « Turcs », même quand ils étaient de langue albanaise ou slave.



Rituel des derviches tourneurs, Konya (Turquie), école ottomane, XVII<sup>e</sup> siècle

l'orthodoxie, entraîne aussi le départ des musulmans (5). Dans les territoires touchés par la guerre d'indépendance grecque à partir de 1821, le même sort attend leurs coreligionnaires. Tous viennent grossir le flux des réfugiés (*muhajirs*) qui fuient le « pays de la guerre » (*darülharb*) pour rejoindre le « pays de l'islam » (*darülislam*). La progressive affirmation des États nationaux dans les Balkans au XIX<sup>e</sup> siècle se solda donc par des déplacements massifs de populations.

Dans le monde albanais, la formation de l'identité nationale ne put se calquer sur le modèle suivi par les chrétiens orthodoxes, la majorité des populations albanaises étant de confession musulmane. L'« albanisme » se confondait avec l'« ottomanisme » : les promoteurs du nationalisme albanais défendaient l'existence d'une double loyauté, envers l'Empire ottoman, la « patrie générale », et envers l'Albanie, la « patrie particulière ». À la suite de la guerre russo-turque de 1878 et du congrès de Berlin, qui entérina un partage des territoires ottomans d'Europe, des notables venus de tous les territoires albanais de l'empire se réunirent à Prizren, au Kosovo, le 10 juin 1878, pour affirmer leur volonté de rester sous le contrôle de la Porte, mais au sein d'une région (*vilayet*) unifiée et autonome.

La « question albanaise » fut pourtant négligée par les grandes puissances. La Ligue de Prizren est considérée comme la première manifestation du nationalisme albanais moderne, transcendant les clivages religieux. Les historiens albanais soulignent également l'appartenance des pères fondateurs de la « renaissance nationale » à la confrérie soufie des bektachis, comme Naïm Frashëri (1846-1900), auteur de la *Qerbelaja*, un long poème épique sur la bataille de Kerbala (680), point de rupture entre la conception de l'histoire de l'islam qu'ont la plupart des sunnites et celle que partagent les chiïtes et les derviches soufis. Le bektachisme deviendrait ainsi une « foi nationale », distincte de l'islam sunnite et susceptible de singulariser l'existence de la nation.

Au terme de la première guerre balkanique (1912), l'Empire ottoman doit abandonner ses dernières possessions en Europe. Les troupes du sultan reculent devant l'offensive conjuguée des armées bulgare, grecque, monténégrine et serbe, tandis que les Albanais déclarent leur indépendance le 28 novembre 1912 dans la ville côtière de Vlorë. Dans les territoires à majorité musulmane, au Kosovo et en Macédoine, certains beys tentent de s'opposer aux armées de la Ligue balkanique,

mais des centaines de milliers de personnes prennent le chemin de l'exil. En 1920, au terme de la première guerre mondiale, le ministère de l'intérieur de Turquie estimait avoir accueilli un peu plus de 400 000 réfugiés ; les conflits avaient fait des dizaines de milliers de morts. Cet exode de musulmans des Balkans se poursuivit durant l'entre-deux-guerres dans le cadre des échanges de populations entre la Grèce et la Turquie, prévus par le traité de Lausanne de 1923.

Après la seconde guerre mondiale, des accords furent également signés entre la Yougoslavie socialiste et la Turquie,

conduisant au départ de quelque 200 000 musulmans de Macédoine, du Kosovo ou du sandjak de Novi Pazar. Ils vinrent notamment peupler l'immense faubourg stambouliote de Bayrampasa. L'implantation géographique des musulmans en Europe du Sud-Est a donc été sans cesse remaniée par une longue succession de guerres et de déplacements de populations, entraînant une homogénéisation progressive des territoires, même si la cohabitation interconfessionnelle est partout restée la règle. Il ne s'agit d'ailleurs pas d'une spécificité balkanique : la situation resta semblable jusqu'au XX<sup>e</sup> siècle finissant dans de nombreuses régions du Proche-Orient où vivaient d'importantes communautés juives et chrétiennes.

Au sortir de la seconde guerre mondiale, des régimes communistes se mettent en place dans tous les pays des Balkans, à l'exception de la Grèce, qui bascule dans la guerre civile. Ces nouvelles autorités considèrent les religions comme une marque d'arriération qui doit être combattue. Durant la première décennie de l'après-guerre, les anciens dignitaires religieux sont écartés et remplacés par des figures plus conciliantes. La collectivisation ruine les élites traditionnelles musulmanes, tandis que des politiques d'éducation sont menées pour interdire le port du voile. Toutefois, les évolutions ne tardent pas à diverger entre les pays du pacte de Varsovie (Bulgarie, Roumanie et, jusqu'en 1968, Albanie) et la Yougoslavie « dissidente ». L'engagement du régime du maréchal Tito dans le mouvement des non-alignés, qui tient sa première conférence officielle à Belgrade en 1961, entraîne un rapprochement avec les pays arabes, et en premier lieu avec l'Égypte de Gamal Abdel Nasser. Les musulmans de Yougoslavie sont alors perçus comme de précieux ambassadeurs. Des étudiants partent suivre une formation théologique en Égypte, en Irak ou en Syrie ; de nouvelles mosquées sortent de terre. En 1969, le régime fait des Bosniaques musulmans une nation constitutive de la Yougoslavie, au même titre que les Slovènes, les Croates, les Monténégrins, les Serbes et les Macédoniens. Dès lors, on pouvait être « musulman » au sens national sans être forcément croyant (6).

## Marginalisés sous le communisme

DANS LES ANNÉES 1960, le nombre des élèves de la madrasa Gazi-Husrevbeg de Sarajevo ne cesse d'augmenter, tandis que les pressions se relâchent sur la presse religieuse. Une faculté de théologie islamique ouvre même à Sarajevo en 1977, dans le double but de favoriser la création d'un corps d'imams yougoslaves et de limiter les influences extérieures. Le régime encourage le développement d'une communauté islamique étroitement centralisée sous la direction d'un *reis-ul-ulema* basé à Sarajevo, qui prend figure de capitale des musulmans de Yougoslavie, y compris pour les albanophones du Kosovo ou de Macédoine.

La fonctionnarisation des cadres musulmans engagée sous le régime titiste était largement un héritage de l'époque ottomane. Elle visait aussi à écarter toute déviance et à pérenniser le contrôle de l'État sur la pratique religieuse. Même les courants mystiques des derviches soufis, particulièrement influents dans le monde albanais, ne furent pas épargnés par ce phénomène, avec la création, en 1974, d'une Communauté des sublimes ordres derviches islamiques (Zidra), ce qui représente un cas unique d'organisation de la mystique musulmane par un régime socialiste.

La répression s'abattit en revanche sur le courant panislamiste de Bosnie-Herzégovine, qui plongeait ses racines dans le mouvement des Jeunes Musulmans (Mladi Muslimani), créé en 1941 avec l'assentiment des nazis, et entendait dénoncer la sclérose des institutions islamiques, l'occidentalisation des élites intellectuelles, et revenir à la pureté mythique d'un islam des origines. L'émergence de ce courant, marqué par le choc de la révolution iranienne de

1979, faisait écho à l'engagement anticommuniste de plus en plus net de l'Église catholique sous l'impulsion du pape Jean Paul II, élu en 1978, et au nationalisme serbe qui se réveillait dans les monastères orthodoxes. Principale figure de ce mouvement : Alija Izetbegović, le futur président de la Bosnie-Herzégovine indépendante. Incarcéré une première fois en 1972 après avoir publié, deux ans plus tôt, sa fameuse « Déclaration islamique » – un brûlot anticommuniste qui prônait une fusion de la foi et de la politique en prenant le Pakistan pour modèle d'État islamique –, il fut à nouveau arrêté pour « propagande islamique » en 1983.

À l'inverse, les pressions antireligieuses ne se sont jamais relâchées en Bulgarie ou en Roumanie, les musulmans étant particulièrement marginalisés par l'évolution nationaliste des régimes communistes. Ainsi la Bulgarie engage-t-elle, à partir de 1984, une

(1) Cf. John V. A. Fine Jr., *The Late Medieval Balkans. A Critical Survey from the Late Twelfth Century to the Ottoman Conquest*, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 1987.

(2) Cf. Ger Duijzings, *Religion and the Politics of Identity in Kosovo*, Hurst, Londres, 2000.

(3) Le grand voyageur Evliya Çelebi (1611-1682) publia le récit de ses aventures sous le titre de *Seyahatname*.

(4) Ces émeutes avaient éclaté en réaction aux pogroms antisémites du Kosovo.

(5) Cf. Nathalie Clayer et Xavier Bougarel, *Les Musulmans de l'Europe du Sud-Est. Des Empires aux États balkaniques*, IISMM - Karthala, Paris, 2013.

(6) Cette dénomination fut officiellement modifiée durant la guerre de Bosnie-Herzégovine (1992-1995), les Musulmans devenant des Bosniaques, et le terme de « Bosniaques » désignant tous les habitants du pays, qu'ils soient bosniaques, croates, serbes ou d'autres minorités.

**Politis**

EN DIRECT / POLITIQUE / MONDE / SOCIÉTÉ / ÉCOLOGIE / ÉCO-SOCIAL / CULTURE / IDÉES / TRIBUNES / MÉDIAS / BLOGS

En kiosques, sur [Politis.fr](http://Politis.fr) et sur abonnement à partir de 5€/mois, offre à durée limitée.

## AUX GUERRES YOUGOSLAVES

## vieil islam d'Europe

politique de « régénération » nationale visant à assimiler par la force les minorités turques, pomakes et roms (7). En un an, les noms de 850 000 personnes sont « bulgarisés », tandis qu'entre 300 000 et 400 000 musulmans émigrent en Turquie à l'été 1989. La Thrace occidentale, restée grecque au terme des accords de Lausanne, offre un autre exemple de marginalisation délibérée des populations musulmanes : leur accès à la propriété privée est limité, le droit civil demeure régi par des normes religieuses, tandis que certaines zones frontalières avec la Bulgarie restent interdites d'accès aux étrangers jusqu'en 1989 (8).

Pour sa part, l'Albanie d'Enver Hodja se proclama en 1967 « premier État athée de la planète », interdit toute pratique religieuse et instaura une féroce répression : prêtres, imams et cheikhs derviches furent exécutés ou envoyés en camp de travail. Après la chute du régime communiste en 1991, toutes les structures religieuses furent reconstruites ex nihilo, et ne purent le faire qu'avec l'aide de l'étranger : dans les années 1990, bibles et corans figuraient ainsi parmi les principaux articles d'importation en Albanie, devenue une nouvelle « terre de mission (9) ». Depuis, le petit pays est toujours l'objet d'une lutte d'influence entre les courants radicaux, souvent portés par de jeunes imams formés dans des pays du golfe Arabo-Persique, et les structures officielles de l'islam, très liées à la direction des affaires religieuses de Turquie, qui essaient de défendre une approche plus traditionnelle.

La communauté islamique de Yougoslavie ne résista pas à l'éclatement de l'État commun, chaque pays se dotant d'institutions nationales. En 1993, M. Mustafa Cerić devint *reis-ul-ulema* de Bosnie-Herzégovine et s'imposa vite comme une figure centrale de l'islam balkanique post-yougoslave. Très lié au Parti d'action démocratique (SDA), la formation du président Izetbegović, il crut que l'éclatement de la Yougoslavie allait donner l'occasion de mener à bien une réislamisation en profondeur de la société. Ce projet se heurta aux réalités de la guerre (1992-1995) et de la division du pays en entités ethnoconfessionnelles, actée par les accords de paix de Dayton (10). La réislamisation s'imposa donc comme programme dans les seuls cantons majoritairement bosniaques.

Dans ce cadre, les structures politiques et religieuses tolérèrent la présence des

volontaires islamistes étrangers venus en Bosnie-Herzégovine pour apporter une aide humanitaire ou s'engager dans les rangs de la brigade internationale El-Moudjahid. Ces derniers, issus des courants salafistes internationaux, voyaient d'un fort mauvais œil les pratiques particulières de l'islam de Bosnie-Herzégovine, parfois teintées de syncrétisme, et le « relâchement » des musulmans locaux. Des centaines de combattants firent souche, reçurent souvent la citoyenneté bosnienne et développèrent des activités prosélytes sans être inquiétés, du moins jusqu'aux attentats du 11 septembre 2001, quand les forces internationales présentes dans le pays commencèrent à s'attaquer aux réseaux islamistes. L'implication de ces djihadistes dans la guerre de Bosnie-Herzégovine a longtemps été occultée ou minimisée, notamment dans le traitement journalistique du conflit, tout comme la pénétration en profondeur de leur doctrine dans la société bosniaque. On supposait un peu vite que cette greffe

étrangère ne pourrait pas prendre dans le cadre d'un islam « intrinsèquement tolérant et modéré ».

En réalité, l'islam pratiqué dans les pays de l'ancienne Yougoslavie porte avant tout la marque du socialisme, qui lui a permis de trouver un compromis spécifique avec la modernité. Cependant, la capacité organisationnelle, réglementaire et normative des structures islamiques officielles, tout comme leur légitimité théologique et spirituelle, est mise au défi tant par les jeunes imams revenus des pays arabes que par les nouveaux moyens de communication et les réseaux sociaux. Les prêches radicaux circulent sur Internet, et la « foi vécue » l'est parfois plus dans des groupes fermés sur Facebook qu'à la mosquée... Les conflits violents qui déchirent les communautés islamiques, notamment en Macédoine et au Kosovo, sont en bonne part des conflits de générations, entre vieux imams attachés à un modèle traditionnel et jeunes zélotes sous l'influence de doctrines

importées des monarchies du Golfe. C'est un conflit entre deux visions de l'islam moderne : celle qui a prévalu en Yougoslavie socialiste durant la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle et celle, nouvelle et « globale », qu'impose la mondialisation. Dans les autres pays de la région, la reconstruction difficile des communautés islamiques après le communisme ouvre un boulevard aux prédicateurs radicaux.

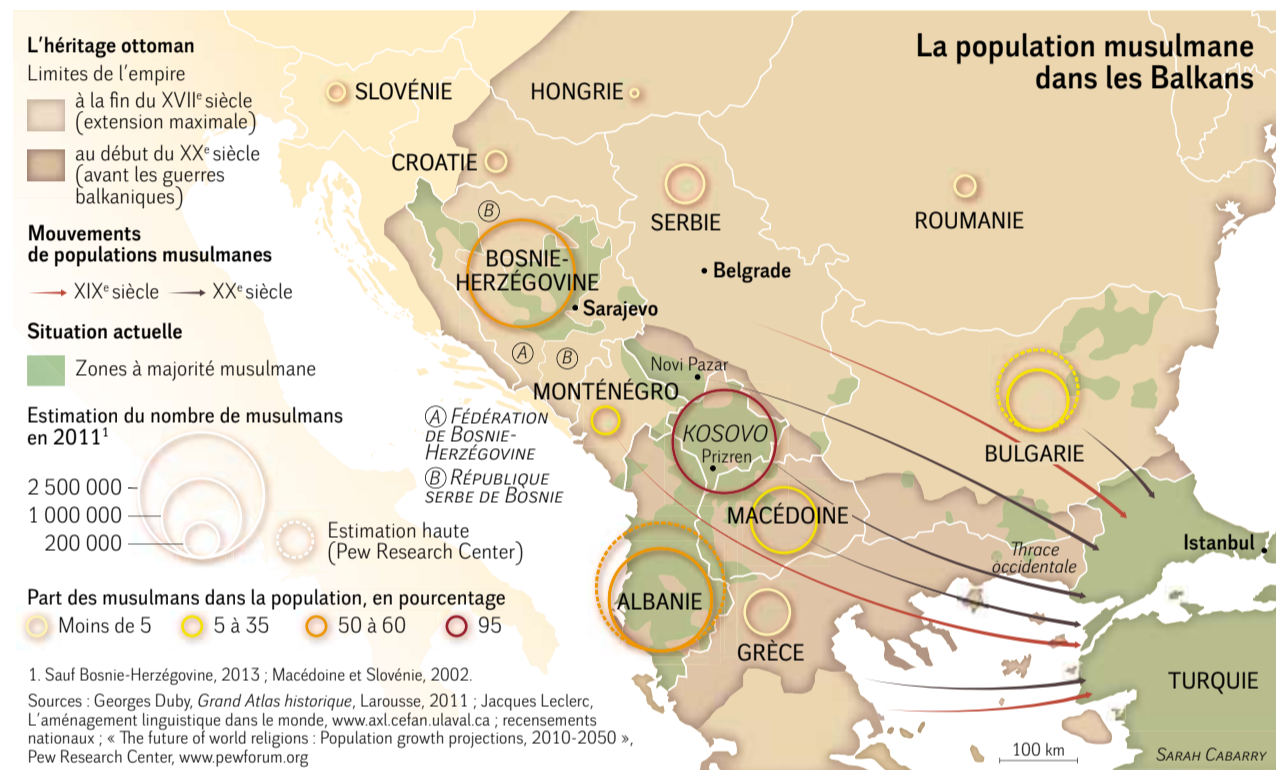
JEAN-ARNAULT DÉRENS  
ET LAURENT GESLIN.

(7) Les Pomaks sont des Slaves islamisés, très présents dans les massifs des Rhodopes bulgares. L'immense majorité des Roms de Bulgarie sont de tradition musulmane.

(8) Cf. Joëlle Dalégre, *La Thrace grecque : populations et territoire*, L'Harmattan, Paris, 1997.

(9) Cf. Miranda Vickers, « L'Albanie, terre de mission et la foi des Albanais », *Le Courrier des Balkans*, 22 novembre 2006.

(10) Ces derniers entérinent la partition du pays en deux entités, la Republika Srpska (République serbe) et la Fédération de Bosnie-Herzégovine, elle-même subdivisée en dix cantons à majorité soit bosniaque, soit croate.



Descendant pour l'essentiel des populations converties de longue date sous l'Empire ottoman, les musulmans sont majoritaires dans plusieurs régions de la péninsule balkanique. Mais les estimations comportent des écarts importants, car les recensements sont souvent controversés. Ainsi, 13 % de la population n'a pas participé à celui de 2011 en Albanie et 20 % de la population de Bulgarie n'a pas rempli la partie concernant la religion. Par ailleurs, dans la Yougoslavie de Tito, la notion de « Musulman » était relative à une « nationalité » et non à une croyance.

Outre la Turquie, qui a participé à sa fondation en 1969, l'Organisation de la coopération islamique (OCI) compte l'Albanie parmi ses membres depuis 1994, la Bosnie et la Serbie ayant, elles, le statut de pays observateurs. Le 27 mai 2015, l'OCI a invité ses 57 États membres à envisager de reconnaître l'indépendance du Kosovo, ce que beaucoup de pays arabes se sont bien gardés de faire pour éviter de voir leurs propres frontières remises en cause.

## Fantasmes occidentaux

LE REGARD OCCIDENTAL est marqué par la volonté constante de chercher dans le Sud-Est européen un islam radicalement différent de celui pratiqué dans le reste de l'oumma. En réalité, cette tentation n'est pas nouvelle. On pouvait déjà la voir à l'œuvre dans le rôle central accordé au bektachisme (*lire le glossaire*) dans le récit national albanais. La tendance à dissocier bektachisme et islam sunnite fut encore accentuée par le communisme autarcique et autoritaire d'Enver Hodja, du moins jusqu'à l'interdiction de toute pratique religieuse en 1967 : le bektachisme devenait ainsi une sorte de religion nationale, d'autant que la direction mondiale de la confrérie, très centralisée, s'était repliée à Tirana en 1927, après l'interdiction des ordres soufis dans la Turquie de Mustafa Kemal Atatürk (1). En réalité, les confréries furent des relais importants de l'affirmation nationale albanaise. Depuis la chute du communisme, les tentatives de reconstituer une hiérarchie bektachie totalement séparée de la communauté islamique se heurtent à un échec : lors du recensement de 2011, seuls 2,09 % des Albanais se sont déclarés de confession bektachie.

Les derviches et les pratiquants de l'islam soufi sont souvent perçus comme des modèles de tolérance, alors que la constitution et le rayonnement des grandes confréries dans les Balkans sont indissolublement liés à l'armée ottomane – les membres du corps d'élite des janissaires étaient traditionnellement bektachis – et que ces confréries, notamment les puissants naqshbandis, ont été les dernières, dans les années 1920, à défendre le principe du califat et à s'opposer au projet de Turquie moderne et laïque que défendait Atatürk. En réalité, l'islam soufi a toujours eu deux visages : l'un mystique, hétérodoxe et volontiers frondeur, et l'autre militaire et proche du pouvoir, que l'on ne retrouve pas en Afrique ou en Turquie. Ce n'est pas un hasard si la confrérie naqshbandie connaît depuis la fin de la guerre un vif renouveau en Bosnie-Herzégovine, en s'appuyant sur les cadres issus de l'armée et ceux du Parti d'action démocratique (SDA), la formation de l'ancien président Alija Izetbegović. Un pèlerinage soufi comme l'Ajvatovica (2) fait ainsi figure de commémoration patriotique, et la fréquentation d'un lieu de prière favorise bien souvent l'avancement d'une carrière dans le parti ou dans l'administration.

Dans les années 1990, la volonté de singulariser l'islam des Balkans répondait à des exigences politiques fort concrètes : le conflit de Bosnie-Herzégovine était contemporain de la guerre civile en Algérie et, pour certains intellectuels français, qui percevaient moins le monde comme un ensemble de réalités à décrypter que comme une succession de causes à embrasser, il était opportun de pouvoir opposer un bon et un mauvais islam. On s'extasiait de voir des Bosniaques, d'indéniable tradition musulmane, boire de l'alcool, comme si aucun Turc n'avait jamais bu un verre de raki ! En partie à cause de la confusion entre l'identité nationale « musulmane » et la croyance religieuse, on trouvait particulièrement « modernes » des musulmans qui ne pratiquaient pas leur religion – un peu comme s'il fallait s'étonner de voir des Français baptisés catholiques manger de la viande le vendredi.

La réalité du processus de laïcisation engagé sous le socialisme yougoslave empêchait de comprendre l'existence parallèle d'un islam vécu par une partie de la population d'origine musulmane, ainsi que la renaissance de la pratique qu'entraînerent l'éclatement de l'État socialiste et la guerre. Les musulmans bosniaques devenaient des archétypes de musulmans délivrés des observances rituelles de leur religion et, à ce titre, étaient perçus comme un modèle que l'on pouvait opposer aux tentations du radicalisme affectant l'ensemble du monde musulman. Pourtant, au cours des décennies suivantes, nombre de jeunes musulmans des Balkans s'engagèrent dans les rangs du djihad mondialisé. On en dénombrerait plus de huit cents en Syrie (3).

CETTE CONSTRUCTION idéologique renvoie aux incertitudes du regard occidental sur les Balkans eux-mêmes. S'inscrivant dans le droit-fil des travaux d'Edward Saïd sur l'orientalisme, l'anthropologue bulgare Maria Todorova a créé la notion de « balkanisme » (4) : alors que l'Orient imaginé par l'Europe serait un « non-lieu », une utopie servant à projeter les fantasmes occidentaux, les Balkans, eux, précisément parce qu'ils forment une marche, une zone-tampon entre Occident et Orient, relèveraient de l'ordre du réel, d'un réel qu'un Occident démiurge s'efforce depuis deux siècles de contrôler et de modeler. L'idée d'« européanisation des Balkans » mise en avant depuis la fin de la guerre du Kosovo, en

1999 (5), comme substrat idéologique du processus d'intégration européenne, n'est que le dernier avatar de cette longue tradition : il s'agit de supposer que le rapprochement européen doit entraîner une transformation des sociétés balkaniques, qui abandonneraient peu à peu des traits définis comme culturels tels que la mauvaise gouvernance, la corruption, les tentations autoritaires ou une certaine propension au désordre. Certains, dans les Balkans, vont encore plus loin, comme l'écrivain Ismail Kadaré (6), pour qui les Albanais devraient rejeter la foi musulmane et revenir au catholicisme de leurs très lointains ancêtres pour affirmer leur identité européenne.

Dans ces visions schématiques, l'islam et l'orthodoxie, cet héritage byzantin, sont perçus comme les marqueurs identitaires d'une altérité négative. Pourtant, l'islam demeure un facteur déterminant dans les Balkans. Mais quel statut lui reconnaître dans le regard d'un Occident traversé de courants islamophobes ? L'idée d'un « islam européen » répond précisément à ce défi, en permettant d'imaginer, dans des Balkans enfin « européens », un islam « modèle ». Or les réalités de l'islam vécu et pratiqué dans les Balkans restent bien sûr plus complexes que le binôme réducteur opposant radicalité et modération, et cet islam restera toujours traversé par les contradictions et les tensions qui affectent l'ensemble du monde musulman, tout en étant riche de son histoire spécifique.

J.-A. D. ET L. G.

(1) Cf. Nathalie Clayer, *Aux origines du nationalisme albanais. La naissance d'une nation majoritairement musulmane en Europe*, Karthala, Paris, 2006.

(2) Ce pèlerinage, théoriquement organisé depuis le XV<sup>e</sup> siècle, avait été interdit par les autorités communistes. Depuis la fin de la guerre, il draine à nouveau des milliers de personnes dans le village de Prusač. Cf. Rodolfo Toè, « Islam : l'Ajvatovica, le grand rassemblement des musulmans de Bosnie », *Le Courrier des Balkans*, 8 juillet 2011.

(3) « Foreign fighters : An updated assessment of the flow of foreign fighters into Syria and Iraq », *The Soufan Group*, New York, décembre 2015.

(4) Maria Todorova, *Imaginaire des Balkans*, Éditions de l'EHESS, Paris, 2011.

(5) Lire Marie-Janine Calic, « Européaniser "l'autre Europe" », *Le Monde diplomatique*, juillet 1999.

(6) Ismail Kadaré, *La Discorde. L'Albanie face à elle-même*, Fayard, Paris, 2013.

## Glossaire

**BEKTACHISME.** Confrérie fondée par Hacı Bektaş Veli (1209-1271) en Anatolie. Cas unique dans l'islam, elle est fortement centralisée et dispose depuis 1927 d'un centre mondial basé à Tirana, avec à sa tête le *kryeqysh*, le « grand-père » mondial.

**BOGOMILISME.** Mouvement chrétien apparu en Bulgarie au X<sup>e</sup> siècle, visant à l'établissement d'une société ascétique et égalitaire qui s'appuie sur l'Évangile. Il se répandit dans une grande partie des Balkans, où, opposé à l'Église officielle, il canalisaient le ressentiment de la classe paysanne. Considéré comme hérétique par le concile de Tarnovo (1211), il refusait les sacrements et professait une approche dualiste opposant un Dieu obscur et un Dieu bon.

**DERVICHE.** Le sens originel du terme en persan désigne un « pauvre », un « mendiant ». Membre d'une confrérie mystique. Les derviches sont aussi connus pour leur maîtrise de l'art de la danse.

**MILLET.** Communauté religieuse non musulmane jouissant d'une protection légale sous l'Empire ottoman. En turc moderne, le terme *milliyet* signifie « nation ».

**NAQSHBANDI.** Confrérie soufie, fondée par Bahioudine Naqshband (1317-1388), né dans la région de Boukhara, en Asie centrale. Ordre mystique marqué par des interférences entre sunnisme et chiisme.

**REIS-UL-ULEMA.** Chef des oulémas, les docteurs de la foi. Dans la pratique yougoslave, les communautés islamiques nationales sont chacune dirigées par un *reis-ul-ulema*.

**SALAFISME.** Mouvement favorable au retour à un supposé islam des origines et prônant une approche littéraliste du Coran. Ce fondamentalisme religieux issu de la péninsule Arabique rejette toute innovation (*bid'ah*).

**SOUFISME.** Islam mystique représenté par des courants très divers et considéré comme hétérodoxe par les tenants d'un islam sunnite rigoriste.

L'ART DE RUE ENTRE SUBVERSION ET RÉCUPÉRATION

# « Enchanter la vulgaire réalité »

*Longtemps vilipendés, les graffs, tags et dessins au pochoir ont conquis leurs lettres de noblesse. En août, des communes de Seine-Saint-Denis, en région parisienne, organisaient même une visite guidée des « plus beaux graffs du 93 ». La reconnaissance a parfois conduit les artistes de rue à abandonner toute velléité de contestation, même si la plupart continuent à rejeter la récupération marchande.*

PAR PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER \*

« MÊME PAS MAL », clame l'affiche placardée sur les murs. Elle reproduit le célèbre *Baiser de l'Hôtel de ville*, photographié par Robert Doisneau dans les années 1950. Sauf que deux taches rouge sang poissent désormais l'image iconique de cette jeunesse insouciant et heureuse. Depuis les attentats du 13 novembre 2015, graffitis, pochoirs, collages, céramiques, photographies ont envahi les alentours du Bataclan, dans le onzième arrondissement de Paris. Façades, Abribus, panneaux de signalisation : aucun espace n'est oublié. Lettres blanches sur fond noir, la devise historique de Paris, « Fluctuat nec mergitur » (« Il flotte mais ne coule pas »), a même été bombée sur une palissade de chantier par un collectif de graffeurs local, la Grim Team.

Une fois de plus, les murs ont porté ces voix qu'on n'entend plus. Une constante en milieu urbain. Si les queues-de-morue, pinceaux à brosse plate très prisés de la Sûreté sous la III<sup>e</sup> République pour recouvrir inscriptions et dessins séditieux, ont disparu, les graffitis demeurent. Mieux, ils conquièrent aujourd'hui jusqu'aux murs virtuels des réseaux sociaux. Mais ce que sont ces graffitis, autant que ce qu'ils font, est généralement mal vu. Ils consacrent l'appropriation illégale, vandale ou non, de l'espace urbain, tout en contestant l'ordre établi des gouvernants et des gouvernés, des possédants et des possédés. Jadis, les graffitis éphémères, craie contre pierre, s'opposaient aux lettres rondes et bien pleines au fronton des bâtiments et des monuments à la gloire des puissants. Avec leurs

déliés souffreteux, ils révélaient en creux une résignation d'épithaphe : signes insignes des dominés. Une pulsion scripturaire égratignant l'image de la cohésion urbaine promise aux citoyens par les autorités...

Mais bien fou serait celui qui relèverait dans ces inscriptions sauvages – parfois des idées transformées en images – une amorce d'intérêt, esthétique de surcroît. En ce début du XX<sup>e</sup> siècle, la beauté est encore un enjeu moral et ne peut s'épanouir seule, dans la rue, hors des musées. Les institutions cadrent et encadrent ce qui a été validé par quelques-uns comme méritant d'être vu. Le musée prescrit, proscrit. L'œil suit, sans autre ressort que l'éducation acquise pour savoir, voir et faire voir.

## Stalingrad, à Paris, « berceau du graffiti européen »

Il faut le regard poétique du photographe Brassai et l'imaginaire surréaliste de la revue *Minotaure* pour que les graffitis urbains fassent l'objet d'un premier intérêt. Une dizaine de photographies de graffitis parisiens sont ainsi publiées en 1933 (1). Mais bien des années devront encore s'écouler avant que l'art de la rue soit enfin considéré comme un mode d'expression artistique, en filiation directe avec ces grands pouvoirs d'énonciation qu'ont été le dadaïsme, l'art brut, le situationnisme, Fluxus... ou encore le pop art, l'abstraction lyrique, Jean-Michel Basquiat, Keith Haring ou Jackson Pollock pour les influences d'outre-Atlantique.

Ces arts de la rue se développent à mesure que les procédés techniques (pochoir, bombe aérosol) collent aux nouveaux défis du monde urbain. Si « les murs prennent la parole » – l'un des slogans portés dans et par la rue – en mai 1968, c'est parce que l'invention en matière d'impression (sérigraphie, affiche, collage, etc.) est à la hauteur des revendications d'expression. La rue, espace politique, est un formidable support,



accessible à chacun et visible de tous à toute heure. Mais, si les graffitis ont besoin de supports, ils doivent aussi se nourrir de rapports : l'art dans la rue se doit d'être vu, senti, voire touché ; gage de son existence hors de ces lieux consacrés qui tiennent pourtant les œuvres... à distance.

« Représenter n'est pas suffisant. Il faut rendre présent. (...) Faire œuvre des situations et non des œuvres en situation », répète Ernest Pignon-Ernest, artiste plasticien, initiateur avec Gérard Zlotykamien de l'art urbain. Dès 1971, il collait sur le sol parisien, à des centaines d'exemplaires, les images sérigraphiées, grandeur nature, des suppliciés de la Commune. Là où, un siècle plus tôt, leur sang « avait littéralement ruisselé des rues de Montmartre », écrit André Velter (2). *Le risque pris de s'exposer si publiquement exposait aussi les passants, qui, en avançant un pied devant l'autre, cessaient d'être de simples spectateurs et se retrouvaient, sur l'exact parcours inconnu, en terrain politiquement découvert*. L'art

entraît par effraction dans la vie quotidienne. Pour une fois, il ne venait pas d'en haut, mais d'en bas.

Quelques décennies plus tard, le *street art*, l'art de la rue, hors les murs, à ciel ouvert, ou « l'art à même la ville comme des vêtements portés à même la peau (3) », est devenu omniprésent. La difficulté à le nommer reflète la diversité de ses modes d'existence. Ceux-ci diffèrent tant par les matériaux employés, les formes et manifestations artistiques déployées, que par les finalités recherchées : du tag purement narcissique au pochoir subversif en passant par le graffiti artistique revendiqué comme tel, mais longtemps ignoré, voire méprisé par l'amateur d'art.

Dans les années 1980, le passant est littéralement face au mur, confronté à ce mode d'expression intrusif, dégradant, illégal, qui se répand : le tag, la forme la plus élémentaire du graffiti. Ironie de l'histoire, c'est le petit-fils du fondateur de l'une des premières banques d'investissement américaines, Lehman



RAY HOCK



Brothers, Philippe Lehman, alias Bando, qui importe en France ces signatures frustes et sommaires taguées sur les murs, les métros, les trains new-yorkais par de jeunes urbains défavorisés.

Figure masquée comme Zorro, ils taguent leur nom à la pointe de leur Posca (marqueur à embout en mousse). Une signature bien visible mais illisible, anonyme sauf pour les initiés, qu'ils veulent rendre ubiquiste, à la mesure de leur inexistence sociale. « *Inventer une nouvelle manière de se distinguer, c'était une révolte, le refus de l'autorité, le règne des marginaux. Une jeunesse minoritaire défavorisée prenait sa vie en main et créait quelque chose alors que la société ne lui avait rien donné* », relate Henry Chalfant, « photographe », documentariste et critique américain (4). « *J'ai décidé de cracher ma haine comme un spray (...). Afin de couvrir toutes mes plaies (...). Je voudrais pas qu'on m'oublie (...). Mais je marquerai ma place tant pis. Comme un graffiti* », écrira plus tard le rappeur Rocca (« Graffiti », *Elevación*, 2001).

Ci-dessus : SETH et JANA UND JS. – Rue de la Clef, Paris, 2010.

Ci-contre et ci-dessous : BLU. – Fresque réalisée dans le quartier de Kreuzberg, Berlin, 2007-2008.

L'artiste italien Blu a réalisé cette fresque géante en 2007 et 2008 à Kreuzberg, un quartier branché de Berlin où les classes moyennes cultivées remplacent les populations immigrées, les artistes sans le sou et les marginaux. Paradoxe du *street art* : l'œuvre a beau dénoncer l'embourgeoisement, elle sert de prétexte aux promoteurs immobiliers pour vanter le « potentiel » d'une parcelle idéalement située près de la rivière Spree. Blu a tranché : équipé d'une grue, il recouvre l'image d'une couche de peinture noire en 2014.



Le tag envahit le centre de la capitale française au début des années 1980. Les quais de Seine, les palissades du Centre Georges-Pompidou, ouvert en 1977, ou du Louvre, alors en travaux, sont des lieux très prisés. Dans le contexte d'urbanisation accélérée qui suit les « trente glorieuses » (1945-1975), les friches sont nombreuses. Mais rares sont celles qui offrent une belle visibilité et une relative longévité face aux services de la voirie ou aux promoteurs immobiliers. Proche du métro aérien de la très fréquentée ligne 2, le terrain vague de Stalingrad, dans le nord-est de Paris, concentre ces atouts. Une aubaine exploitée par les graffeurs pendant une dizaine d'années (1982-1993), qui leur permet de comparer, d'affiner leur style au fil des *battles* – défis artistiques relevés en solo ou en équipe (*crew*). Parmi eux, Ash, Skki, Boxer ou JonOne, artiste new-yorkais jouissant d'une grande notoriété. Le graffiti se complexifie. L'originalité est gage de reconnaissance. Aux lettres simples, précises et lisibles, incarnées par Bando (*old style*, vieille école), répond le *wildstyle* (« style sauvage »), d'une composition si complexe qu'elle prend le pas sur la lisibilité (5). Stalingrad devient « *le berceau du graffiti européen, bien avant le mur de Berlin, pourtant primordial jusqu'à sa chute en 1989* », précise M<sup>me</sup> Magda Danysz, galeriste préceuse (6).

## Escalade répressive dans les années 1990

Le graff se popularise. Son univers apparaît dans les clips des groupes de hip-hop et de rap diffusés à la télévision, parachevant une culture urbaine prise dans toutes ses dimensions : musicale, visuelle, corporelle (smurf, break dance). En 1995, le nouvel album de rap français Suprême NTM s'intitule *Paris sous les bombes*. Car le geste artistique du graff relève bien souvent du fait social total, au sens où les individus définissent eux-mêmes leur pratique. Une pratique singulière dans ses moyens (il est conseillé de voler sa bombe, de taguer dans un lieu interdit) comme dans sa mise en œuvre (périlleuse quand on graffe une rame de métro à deux pas d'un rail d'alimentation à 750 volts) et ses résultats : inédits, innovants (styles, techniques, matériaux, surface). En un mot : spectaculaires. À l'image de cette opération qui, en 1991, recouvre de tags et de graffs la prestigieuse station de métro Louvre-Rivoli. Un choc pour les usagers et pour le public, pris à témoin en sa qualité de contribuable. La Société nationale des chemins de fer (SNCF) réplique en assignant en justice des magazines spécialisés (*Graffiti !*, *Graffiti Bombz* et *Mix Grill*) ainsi qu'un fabricant de bombes de peinture pour incitation au vandalisme.

En ces années 1990, le graff n'a plus sa place dans le paysage urbain. « Tolérance zéro », annoncent les pouvoirs publics, suivant la méthode adoptée avec



succès quelques années auparavant par la ville de New York. Mais, face à un code pénal qui alourdit sévèrement les sanctions, certains artistes revoient leurs pratiques. Pour les « vandales », adeptes des tags destructeurs – « *pérennes* », rectifient-ils en parlant des tags à l'acide –, l'escalade répressive signifie l'assurance de nouveaux flux d'adrénaline. D'autres, en revanche, sont lassés des courses-poursuites nocturnes, des *ego trips*, des graffs tracés à la sauvette (même si les carnets de croquis, ou *blackbooks*, témoignent de travaux préparatoires). Ils trouvent là l'occasion de se tourner vers les murs légaux, et de prendre le temps d'une réalisation plus construite ; plus consensuelle, aussi, sous l'égide de propriétaires-commanditaires qui privilégient souvent le figuratif sur les grandes pièces abstraites du graffiti.

Entre subversion et soumission s'ouvre une voie médiane non autorisée, mais tolérée, laissée à la discrétion des acteurs publics ou privés, en raison du caractère précaire, non dégradant, de ses modes d'affichage et de ses contenus formels plus attractifs (personnages). Parmi ces techniques, le collage – d'œuvres en papier, de mosaïques, comme celles d'Invader – ou le pochoir – selon l'agressivité des encres. Si ces modes d'affichage existent depuis les années 1980 grâce aux grands pochoiristes tels que Blek le Rat (inspirateur du célèbre artiste britannique Banksy), Jef Aérosol, Miss.Tic, Jérôme Mesnager..., ils se banalisent ensuite (Nemo, Mosko, C215...), pour se populariser mondialement avec les générations qui suivent, comme en témoigne le très médiatique JR. Plus engagés socialement, ces héritiers sont à l'écoute du monde, de la société, de ses attentes et de ses frustrations, à la hauteur du vide politique. Ils vont leur donner écho en prenant appui sur les dernières innovations technologiques. « *Street art, screen art !* »

## La fresque, plus respectable que le tag

Transformées en images électroniques, ces œuvres éphémères ont la puissance des réseaux sociaux planétaires : Facebook, Snapchat, Instagram (JR affiche neuf cent mille abonnés). Mais, si la visibilité et la notoriété qu'elle permet s'élaborent là, la légitimité de l'artiste se fait à partir de la rue, dans sa confrontation au réel. « *Une relation qui s'achève souvent par la gentrification des quartiers* », déplore Kashink, l'une des rares artistes de rue féminines – qui arbore une fine moustache postiche. « *La création attire. Mais transformer un mur en fresque avec la participation de ses habitants, c'est donner une nouvelle image du quartier, propice aux rénovations urbaines et à la spéculation* ». Car pochoirs et fresques se substituent souvent aux graffitis et aux tags, synonymes pour beaucoup d'un sentiment d'insécurité. « *Une imagerie servile composée par des poseurs d'affiches qui font le mur sans le faire* », dénoncent de nombreux graffeurs. Aux antipodes de l'acte libertaire et libérateur qui est au fondement même du graffiti, et « *dont l'esprit frondeur* », pensent-ils, ne peut que se renforcer face à une urbanisation croissante qui se densifie et déshumanise. La ville est saturée de signes pensés pour faire « *dé-penser* » (publicités), pour sécuriser (panneaux de signalisation, caméras), pour rentabiliser le rapport de l'habitant avec son espace. Beaucoup ressentent cette pression comme un enfermement. De ceux qui poussent un condamné à graffiter les murs de sa cellule.

« *Enchanter la vulgaire réalité* », clamait Guillaume Apollinaire. Expression que pourraient endosser de nombreux artistes de rue, comme Cap Phi, Gris1, Kashink. Clet Abraham et Ox détournent panneaux de signalisation et messages publicitaires ; Fred le Chevalier « *panse les murs parisiens avec des affiches de personnages particulièrement accueillants depuis le 13 novembre* » ; Zevs liquide littéralement les logos des grandes marques en les recouvrant de peinture dégoûtante, quand Kidult dénonce à coups d'extincteur métamorphosé en bombe aérosol la récupération de cet art par ceux qui, « *sans venir de la rue* », ont pignon sur rue.



En haut : ZOO PROJECT. – Manifestation au Théâtre municipal de Tunis, avec les silhouettes de la série « Les martyrs », Tunisie, 2011. Zoo Project, artiste franco-algérien, a l'âge des manifestants quand il rejoint Tunis en 2011. Plongé dans le bouillonnement politique et la violence de la répression, il commence à représenter les martyrs du mouvement en taille réelle. Tantôt installées sur les murs, tantôt portées par des manifestants comme des effigies, ses œuvres replacent les victimes du régime dans la lutte quotidienne : « *Ils font partie de l'avenir, de cette Tunisie qui se dessine* ». Zoo Project sera assassiné à Detroit (États-Unis) en 2013.

En bas : BANKSY. – Installation à Central Park, New York, 2013. Banksy est si connu que les propriétaires d'immeubles découpent les murs qui portent ses pochoirs afin de les revendre de centaines de milliers d'euros aux enchères. Pour tourner en dérision ce lucre prédateur, l'artiste a installé en 2013 à Central Park un stand éphémère en tous points semblable à une échoppe de bibelots pour touristes, où ses œuvres, bradées à 60 dollars pièce, n'intéressent personne.

Le *street art* est devenu un marché. « *D'une centaine de millions d'euros annuels en France* », estime M. Nicolas Laugero-Lasserre, collectionneur engagé, propriétaire d'Artistik Rezo, galerie à but non lucratif, et directeur de l'École des métiers de la culture et du commerce de l'art (Icart), où devrait prochainement s'ouvrir le premier Master of Business Administration (MBA) portant sur le *street art*. Le marché compte une soixantaine de galeries, une dizaine de maisons de vente. Les cotes d'artiste oscillent entre quelques milliers et plusieurs dizaines de milliers d'euros pour JonOne ou JR. Le tout agité par des événements de plus en plus médiatiques, comme le retentissant projet de la Tour 13 à Paris (7). Sans oublier des acteurs publics et privés toujours plus nombreux à promouvoir l'art urbain, ou l'idée que chacun s'en fait. En juin 2015, le ministère de la culture et de la communication invitait ainsi une quinzaine d'artistes à graffiter sur ses murs (8) sous son patronage officiel – sans prévenir les riverains, mais sous le regard amusé des passants, quelques artistes travaillant masqués pour cette subversion subventionnée.

Beaucoup d'œuvres urbaines n'ont guère de sens en dehors de leur contexte. « *Une galerie doit souvent dissuader un artiste d'abandonner la fresque pour la cimaise ; peu réussissent* », rappelle M<sup>me</sup> Danysz. Délicat, en effet, d'adapter l'imaginaire d'une fresque aux attentes d'un marché, d'asservir un graff aux mesures d'une toile, de remplacer le contexte d'une rue par le texte d'un cartel (9) épinglé dans un lieu clos – pour ne pas dire une maison close. Comme l'énonçait Edgar Degas, « *le cadre est le maquereau de la peinture* » ; ou, du moins, le signe de son achèvement. Tout le contraire d'une œuvre de rue, tirée par cet instinct d'herbe folle, qui vit avec ce qu'elle habite et ce qui l'habite. Visible jusque dans son effacement.

PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER.

(1) Agnès de Gouvion Saint-Cyr, *Brassaï. Pour l'amour de Paris*, Flammarion, Paris, 2013.  
 (2) André Velter, *Ernest Pignon-Ernest*, Gallimard, Paris, 2014.  
 (3) Marie Escorne, *L'Art à même la ville*, Presses universitaires de Bordeaux, coll. « Artes », 2015.  
 (4) Henry Chalfant et James Prigoff, *Spraycan Art*, Thames & Hudson, Londres, 1987. Martha Cooper et Henry Chalfant, *Subway Art*, Thames & Hudson, 1984.  
 (5) Woshe, *Blackbook. Les mains dans l'alphabet*, Gallimard, coll. « Arts urbains - Alternatives », Paris, 2013.  
 (6) Magda Danysz, *Anthologie du street art*, Gallimard, coll. « Arts urbains - Alternatives », 2015. Cf. aussi Marc-Aurèle Vecchione, *Writers. 20 ans de graffiti à Paris*, Résistances Films, Paris, 2004.  
 (7) www.tourparis13.fr  
 (8) « Oxymores », ministère de la culture et de la communication, Paris, 2-26 avril 2015. En 2015-2016, la villa Médicis, à Rome, accueillait en résidence le duo de graffeurs Lek et Sowat.  
 (9) Légende qui accompagne un tableau dans un musée.

# Les primaires, version russe

*On ne compte plus les biographies de M. Vladimir Poutine, mais le système politique russe reste mal connu. Sait-on par exemple que le parti du président a organisé des primaires avant les législatives, prévues le 18 septembre? En imitant ses homologues occidentaux, Russie unie cherche à convaincre de sa capacité à se renouveler, mais aussi – avec un succès mitigé – à éviter que le vote ne tourne à la foire d'empoigne.*

PAR CLÉMENTINE FAUCONNIER \*

MÊME LES dirigeants de Russie unie se sont dits surpris par l'affluence. Le 22 mai dernier, plus de dix millions de citoyens (près de 10% des électeurs inscrits) auraient participé aux élections primaires de ce qu'on appelle couramment « le parti de Poutine » avant les législatives du 18 septembre prochain. Dans les « vieilles démocraties » occidentales, un grand nombre de partis se sont déjà convertis à cet exercice né aux États-Unis. Mais on ne s'attendait guère à rencontrer cette pratique dans un pays généralement associé à la fraude électorale et à l'assassinat d'opposants ou de journalistes trop curieux.

Russie unie a été créé le 1<sup>er</sup> décembre 2001 pour soutenir l'exécutif central face aux deux foyers d'opposition qu'avaient représentés, durant la décennie précédente, la chambre basse du Parlement (la Douma) et les gouverneurs des régions. Dès sa première adresse à l'Assemblée fédérale, en juillet 2000, M. Vladimir Poutine avait affirmé : « L'indécision du pouvoir et la faiblesse de l'État réduisent les réformes à néant. Le pouvoir doit s'appuyer sur la loi et sur une verticale exécutive unique. » Et, dès 2003, Russie unie devenait le premier parti de la Douma, avant de remporter plus des deux tiers des sièges aux législatives de 2007 et plus de la moitié en 2011. Il est aussi majoritaire dans l'ensemble des régions russes. Sa domination à tous les échelons assure à l'exécutif la pleine loyauté du pouvoir législatif, par le contrôle du recrutement de la majorité des élus.

## Un moyen de tester les candidats

OUTRE cette absence d'influence politique, Russie unie souffre d'une faiblesse organisationnelle. Parfois qualifié de « parti virtuel », il est peu ancré dans la société. Il revendique deux millions de membres (environ 1,4% de la population), mais ces chiffres tiennent en partie aux adhésions collectives, tandis que l'activité militante est fort peu encouragée. Bien que la classe

Sa situation dans le paysage politique n'en est pas moins paradoxale. Dans le système présidentieliste de la Russie, le Parlement n'a qu'une marge de manœuvre limitée depuis le coup de force de Boris Eltsine en octobre 1993 (1). Quant aux membres du gouvernement, désignés par le premier ministre, lui-même nommé par le président, ils sont issus de l'administration ou des grandes entreprises et n'appartiennent le plus souvent à aucun parti. Le lien entre M. Poutine et le parti créé pour le soutenir est aussi fort qu'asymétrique, puisque lui-même n'en a jamais été membre – ce qui ne l'a pas empêché d'en prendre la direction lors de son passage à la tête du gouvernement, de 2008 à 2012, entre deux mandats présidentiels. Dans son ouvrage consacré à l'histoire de cette formation, le politiste et sympathisant de Russie unie Vitali Ivanov écrit : « C'est un parti créé sur la décision des dirigeants de l'État, qui met en œuvre leur politique, consolide l'élite (l'élite loyale), centralise et synchronise le travail des machines politiques centrale et régionale, diffuse l'idéologie officielle et, de fait, prolonge l'appareil d'État. » Il précise : « Les journalistes et les politistes ont tendance à confondre les notions de parti du pouvoir et de parti dirigeant [en référence au Parti communiste en Union soviétique], alors que la différence est essentielle. Un parti dirigeant est un acteur politique autonome (au moins partiellement) ; le parti du pouvoir est l'instrument du pouvoir en place » (2).

politique soit encline à revendiquer une voie de développement spécifique, les références aux partis occidentaux constituent un élément central de sa modernisation. Sur le plan doctrinal, le parti se définit désormais comme « conservateur ». Puisant leur inspiration chez le politiste américain théoricien du « choc des civilisations » Samuel Huntington, ses représentants renvoient fréquemment à l'après-guerre. Ils soulignent le rôle de « stabilisateur » joué alors par des partis qui ont dominé le paysage politique pendant de nombreuses années : l'Union chrétienne-démocrate (CDU) en Allemagne, l'Union pour la nouvelle Répu-



IGOR GUROVICH. – Affiche pour une exposition de jouets créés par des artistes, Moscou, 2009

blique (UNR) puis l'Union pour la défense de la République (UDR) en France, le Parti libéral-démocrate au Japon.

L'instauration d'un vote en amont de la sélection des candidats aux fonctions électives constitue le second volet de cet effort d'intégration des normes occidentales. Organisées pour la première fois à l'occasion des législatives de 2007, les primaires sont devenues obligatoires en novembre 2009 pour la désignation des candidats du parti à la députation, à la Douma comme aux assemblées régionales. L'opposition libérale regroupée au sein de la Coalition démocratique a également organisé les siennes le 29 mai 2016, mais dans le plus grand désordre (3). En France, l'exemple du Parti socialiste montre que l'idée des primaires a initialement été portée par de jeunes dirigeants qui cherchaient à contourner les militants et, par ce biais, les caciques du parti (4). C'est tout l'inverse à Russie unie, où cette proposition a été mise au programme par la direction, de concert avec les éminences grises du Kremlin, pour donner l'image d'une organisation moderne, ouverte, capable de se renouveler.

Le déroulement de ces primaires les distingue sensiblement des modèles étrangers, car les listes finales ne prennent que partiellement en compte les résultats. Le règlement adopté en 2009 précise que les votes « ne constituent pas une procédure de désignation des candidats ». En dernière instance, la direction de Russie unie peut ajouter les siens, ne pas inclure les gagnants dans la liste définitive, ou encore réviser l'ordre des vainqueurs. Ainsi, le premier adjoint du chef de l'administration présidentielle Viatcheslav Volodine, le réalisateur Stanislav Govoroukhine, qui avait dirigé la campagne de M. Poutine en 2012, ainsi que la très médiatisée procureure de Crimée Natalia Poklonskaïa et une poignée d'autres ont été retenus directement par le premier ministre et chef du parti, M. Dmitri Medvedev.

De même, dans les jours qui ont suivi le vote, le comité d'organisation fédéral chargé des primaires a exclu une dizaine de candidats de la liste des vainqueurs, pour des motifs parfois flous : « Un certain nombre de faits récemment connus ont discrédité un des candidats dans la région de Kaliningrad. Il s'avère qu'un autre dans la région d'Oulianovsk est poursuivi en justice. À Sverdlovsk, il y a eu des plaintes contre un candidat qui aurait

abusé de sa position officielle », a déclaré, le 27 mai, le secrétaire du conseil général du parti, M. Sergueï Neverov. Deux autres ont été écartés quelques jours plus tard en raison de « risques liés à leur réputation ».

Les élections législatives de septembre marqueront le retour à un système électoral mixte, la moitié des députés étant élus à la proportionnelle sur une liste nationale, l'autre moitié par circonscriptions lors d'un scrutin uninominal. Dans dix-huit circonscriptions, Russie unie ne présentera pas de candidats, en dépit de la tenue de primaires. Selon le politiste Igor Bounine, le pouvoir « libère des places pour les partis frères, qui sont ses alliés (5) » – allusion à cette frange de l'opposition qui occupe des niches idéologiques différentes du créneau de Russie unie, mais reste fidèle à M. Poutine en échange d'une représentation parlementaire.

Avec la mainmise de la direction sur l'établissement final des candidatures, la démocratisation que semblait annoncer le vote apparaît limitée. Mais la promesse de renouvellement vendue avec l'idée de primaires a-t-elle bien été tenue dans d'autres pays ? Même en l'absence de droit de veto des états-majors, les primaires tendent à renforcer les candidats sortants, le capital politique allant au capital politique. En 2011, le taux de reconduction des députés sortants de Russie unie a dépassé la barre des 50%, ce qui a paradoxalement rapproché la Douma des assemblées législatives des « vieilles démocraties » occidentales, où, en moyenne, 70% des parlementaires retrouvent leur siège au mandat suivant (6).

Pour autant, les règles du jeu politique ont changé. Les députés sortants ont été exposés, si ce n'est à une concurrence, du moins à une pression extérieure accrue. Car, cette année, les primaires russes étaient doublement « ouvertes » : tout citoyen pouvait non seulement voter, mais également présenter sa candidature. Il suffisait de n'appartenir à aucun autre parti et d'avoir un casier judiciaire vierge. Dès lors, les membres de Russie unie ont affronté des candidats extérieurs (43% des 2781 prétendants en 2016). L'appartenance au parti s'en est trouvée doublement dévalorisée, tout comme l'idée d'un canal partisan pour former et recruter les élus.

Lors de l'édition 2016, l'accent a été mis sur les débats. Pour voir leur candidature validée, les participants aux primaires ont dû prendre part à des tables rondes sur

des thèmes définis par les instances centrales ou régionales du parti : la lutte contre la corruption, l'éducation, la santé, etc. On aurait donc pu s'attendre à voir émerger des lignes de fracture programmatiques, surtout qu'il existe depuis le milieu des années 2000 des clubs de discussion censés représenter diverses tendances liées au parti. Les libéraux-conservateurs s'inquiètent par exemple des pressions de l'administration sur les entreprises, quand les sociaux-conservateurs insistent davantage sur les questions de société et la promotion des valeurs conservatrices (famille, religion, etc.). Pourtant, la question du rattachement des candidats à l'un ou l'autre de ces courants idéologiques a été totalement évacuée. « Nous autres, les ours, n'avons pas besoin d'ailes [politiques] », affirmait en 2005, lors d'une session du conseil général du parti, M. Boris Gryzlov, alors président de Russie unie – qui a pour emblème un ours blanc. Il avait rejeté l'idée d'une organisation des courants en plates-formes politiques, prétextant le risque d'un affaiblissement du parti.

Résultat : le visionnage des débats en ligne sur le site des primaires présente un intérêt limité. Alignés derrière des pupitres, les candidats disposent de deux minutes pour exposer leur point de vue avant de répondre aux questions de la salle. Le ton est courtis ; ils s'applaudissent mutuellement. Le cadre strict dans lequel se déroulent les discussions est peu propice aux controverses : les participants n'ont pas le droit d'appeler à voter contre leurs concurrents, ni de dire du mal d'eux. L'ensemble du matériel de communication – affiches, tracts, clips – doit être approuvé par les comités d'organisation régionaux.

C'est donc à titre strictement individuel que les candidats se sont présentés au scrutin, qui a pris des allures de sondage de popularité grandeur nature, les électeurs pouvant soutenir plusieurs candidats. Les primaires visaient moins à départager ceux qui concouraient qu'à tester les noms susceptibles d'attirer le maximum de voix, tout en offrant au parti l'occasion d'une répétition générale avant le scrutin.

Pour le politiste Grigori Golosov, toutefois, malgré la culture unanimiste du parti, « les primaires de Russie unie sont clairement en train d'acquiescer les caractéristiques d'une réelle compétition politique ». Les poids lourds de la politique russe, de moins en moins dispensés de s'y plier, se prennent visiblement au jeu. Peu idéologiques, les confrontations ont été surtout personnelles. À Saint-Petersbourg, par exemple, le député régional Vitaly Milonov, connu pour avoir été l'instigateur de la loi interdisant la « propagande auprès des mineurs des relations sexuelles non traditionnelles », a accusé le plus discret mais non moins influent Iouri Chouvalov, ancien chef du service de presse de la Douma, d'avoir dépêché des jeunes gens armés de pistolets au moment du décompte des voix, et d'avoir distribué gratuitement des produits alimentaires.

Les chocs de ténors ont attiré la presse, qui a donné un plus grand écho aux plaintes pour irrégularités – 426 pour la seule journée du 22 mai. Les accusations de fraude électorale que l'opposition lançait lors des manifestations de 2011 à l'encontre du parti du pouvoir retentissent désormais parmi les fidèles du président, ce que n'avaient certainement pas anticipé les conseillers en communication du Kremlin. Pour l'instant, toutefois, aucun participant – candidat ou électeur – n'a exigé de la direction du parti une plus grande transparence des règles du jeu. De même, personne n'a encore proposé que des primaires puissent permettre à Russie unie de choisir son candidat à la présidentielle de mars 2018.

(1) Lire Jean-Marie Chauvior, « Octobre 1993, le libéralisme russe au son du canon », *Le Monde diplomatique*, octobre 2014.

(2) Vitali Ivanov, *Le Parti de Poutine. L'histoire de Russie unie* (en russe), Olma Media Group, Moscou, 2008.

(3) Lire sur notre site Nina Bachkatov, « En Russie, une opposition en miettes », [www.monde-diplomatique.fr](http://www.monde-diplomatique.fr)

(4) Rémi Lefebvre, *Les Primaires socialistes. La fin du parti militant*, Raisons d'agir, Paris, 2011.

(5) Cité par Mikhaïl Roubine, « Russie unie offre une récompense à l'opposition » (en russe), 29 juin 2016, [www.rbc.ru](http://www.rbc.ru)

(6) Richard E. Matland et Donley T. Studlar, « Determinants of legislative turnover: A cross-national analysis », *British Journal of Political Science*, vol. 34, n° 1, Cambridge, janvier 2004.

\* Enseignante-assistante au collège universitaire français de Moscou, chercheuse associée au Centre d'études franco-russes de Moscou, docteure associée au Centre de recherches internationales (CERI) après une thèse en science politique sur les « paradoxes de la fabrication de Russie unie ».

LA RÉSISTANCE SPIRITUELLE

## Témoignage

Chrétien [www.temoignagechretien.fr](http://www.temoignagechretien.fr)

Parce qu'un monde sans témoignage est un monde qui meurt, *Témoignage chrétien* est agitateur de consciences depuis 75 ans.

Changez de regard avec le nouveau *Témoignage chrétien*.

3 mois  
30€

**OFFRE SPÉCIALE DÉCOUVERTE**

**12 parutions : 9 lettres hebdomadaires + 3 magazines + accès web + 3 newsletter**

En renvoyant ce coupon + règlement à  
 TC : 28 rue Raymond-Losserand – 75014 Paris

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Courriel.....

(contact plus simple et plus rapide)

Je fais découvrir gratuitement à un proche un exemplaire du supplément mensuel (TC l'enverra à l'adresse indiquée ci-dessous):

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Courriel.....

(contact plus simple et plus rapide)

DES EMPIRES MÉDIATIQUES EN RECOMPOSITION

# Quand les tuyaux avalent les journaux

D'AT&T aux États-Unis à SFR en France, un mot d'ordre circule comme une traînée de poudre : la convergence entre télécoms et médias. Suivant cette stratégie, les propriétaires de réseaux numériques et téléphoniques rachètent des journaux ou des télévisions en difficulté pour remplir leurs tuyaux. Mais ces opérations cachent souvent des enjeux très terre à terre...

PAR MARIE BÉNILDE \*

L'AVENIR des journaux résiderait-il dans leur intrication avec les offres d'accès des télécommunications ? Le rachat en mai par SFR de *Libération*, *L'Express*, *L'Expansion*, *Lire* ou *L'Étudiant*, en même temps que son acquisition à 49% de BFM TV et de RMC, a remis au goût du jour une idée en vogue au tout début des années 2000, lorsque M. Jean-Marie Messier présidait aux destinées de Vivendi Universal : la convergence entre le téléphone et les médias. L'application SFR Presse propose ainsi des journaux aux dix-huit millions d'abonnés de l'opérateur détenu par M. Patrick Drahi. Après avoir été achetée par des annonceurs et de moins en moins par des lecteurs, la presse écrite va-t-elle devoir son salut à des distributeurs cherchant à fidéliser leur clientèle ou à en conquérir une nouvelle ?

Fin juin 2016, trois millions de clients de SFR avaient téléchargé l'application, qui s'est élargie à de nouveaux journaux, comme *Le Journal du dimanche*, *Le Parisien* ou *Midi Libre*. On pourrait n'y voir qu'une manipulation fiscale. Dans la facture de l'abonné, la valorisation de cet éventail de publications, à 19,90 euros, atteint les deux tiers d'un forfait moyen combinant téléphone, Internet et télévision. Cela donne à SFR la possibilité d'appliquer sur ces deux tiers de la facture de millions de clients un taux de taxe sur la valeur ajoutée (TVA) particulier, réservé à la presse : 2,1% au lieu de 20%. Un tour de passe-passe qui permet d'économiser chaque année plusieurs dizaines, voire plusieurs centaines de millions d'euros.

Mais la convergence est aussi le nom aimable d'une dépendance étroite à l'égard d'un opérateur de télécommunications. SFR gâte ses abonnés avec des médias pour les retenir et pour revaloriser

ses offres tarifaires. De leur côté, les éditeurs de presse trahissent encore davantage les intérêts de leurs lecteurs dans l'espoir de cibler un public susceptible d'attirer de la publicité. En échange, les journaux ne peuvent espérer que quelques centimes par exemplaire téléchargé.

Se profile aussi la fusion des régies commerciales de SFR, d'Altice Media et de NextRadioTV (BFM TV, RMC...) au sein d'une nouvelle entité commune. « SFR a décidé de s'étendre dans les médias non seulement pour se différencier, mais aussi pour remettre la main sur une partie de la publicité qui a été captée par les GAFAs (Google, Apple, Facebook, Amazon) », déclare son président-directeur général (PDG), M. Michel Combes (1). L'accès à l'identité de l'abonné SFR permet d'ores et déjà de lui envoyer une publicité personnalisée, ce qui a inspiré à M. Alain Weill, président de NextRadioTV et directeur général de SFR Media, une réflexion pénétrante sur les enjeux contemporains du journalisme : « Ceux dont on sait qu'ils ont un chien verront de la réclame pour Canigou sur leurs écrans, tandis que ceux qui ont un chat auront droit à du Ronron (2). »

Avant 2019, M. Drahi dispose d'une option d'achat pour prendre la totalité du capital de NextRadioTV. En infraction avec la règle anticoncentration, dite « du deux sur trois », de la loi sur la communication de 1986, qui interdit de posséder plus de deux médias nationaux, il contrôlerait alors sur le plan national un quotidien (*Libération*), un hebdomadaire (*L'Express*), deux chaînes de télévision (BFM TV et RMC Découverte) ainsi que deux radios (RMC et BFM Business). S'y ajoutent des chaînes sportives, ainsi que i24 News, la chaîne d'information pro-israélienne du groupe.

## Un outil d'influence

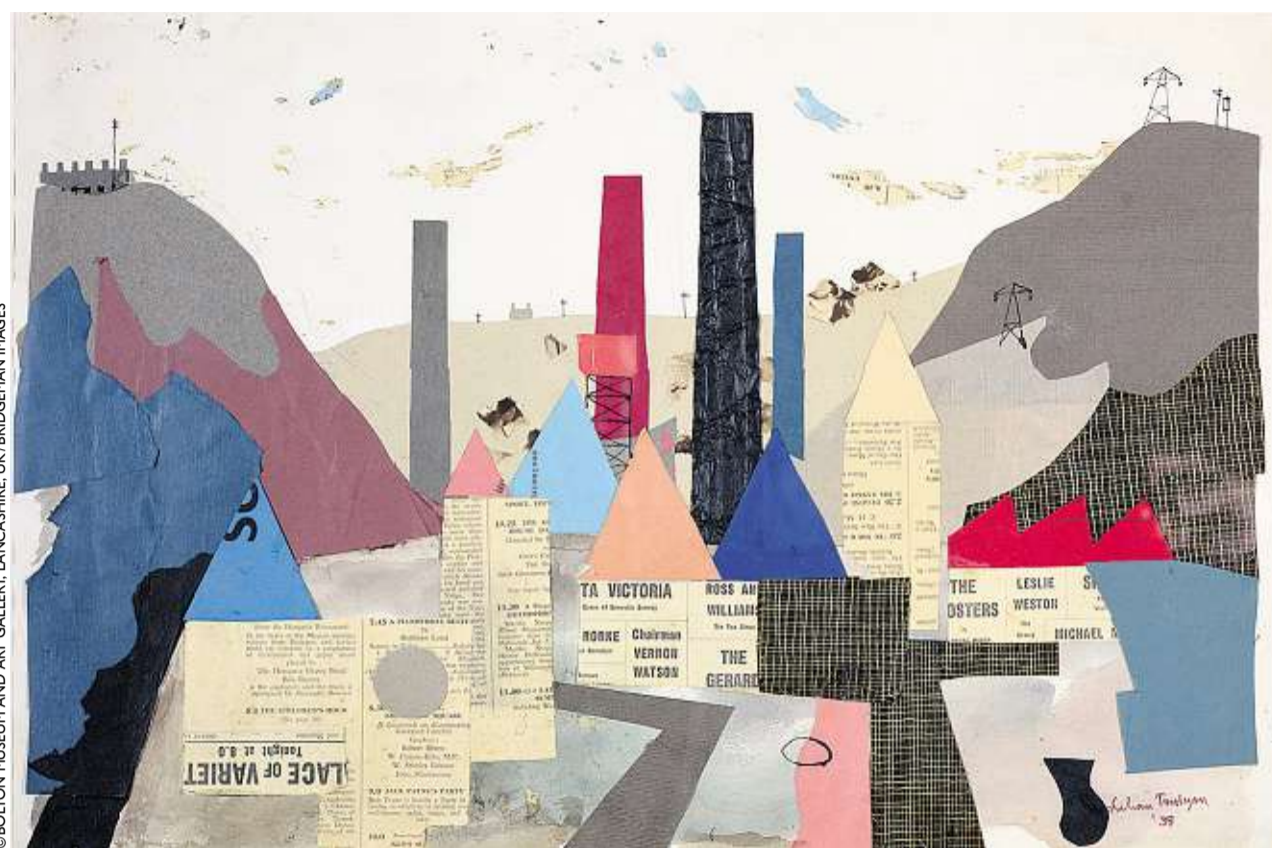
AUX YEUX de M. Combes, cette convergence va dans le sens de l'histoire. Les grandes manœuvres n'ont-elles pas débuté à l'étranger ? Au Royaume-Uni, British Telecom a acquis les droits du championnat de football britannique et diffuse ses propres chaînes sportives sur ses réseaux, tandis que, à l'inverse, Sky, le bouquet satellite de M. Rupert Murdoch, propose des offres Internet à très haut débit. Aux États-Unis, le câble-opérateur Comcast vient d'acquiescer les studios d'animation DreamWorks, cofondés par Steven Spielberg, après avoir racheté NBC Universal en 2011. De son côté, l'opérateur AT&T a mis la main en 2015 sur le bouquet satellitaire Direct TV ; Verizon s'est emparé d'AOL avant d'avaloir Yahoo en juillet dernier. Quant à M. Jeffrey Bezos, le fondateur d'Amazon, qui a racheté le *Washington Post* pour 250 millions de dollars en 2013, il inclut désormais la lecture gratuite de ce journal pendant six mois dans son offre « Prime », qui compte 50 millions d'abonnés.

« Offrir un accès libre aux nouveaux abonnés par le biais de "Prime" nous permet de connecter des millions de membres dans tout le pays qui n'ont peut-être pas essayé le Post dans le passé », estime le président du *Washington Post*, M. Steve Hiltz (*The Guardian*, 16 septembre 2015). En 2014, une application gratuite de ce quotidien a été développée pour la tablette d'Amazon. En hausse de 63% sur un an, son audience numérique a dépassé celle du *New York Times*, avec plus de 70 millions de visiteurs uniques par mois. Parallèlement, M. Bezos a recruté près de 80 développeurs numériques. En rachetant le

*Washington Post*, il a pris possession d'un outil d'influence sur le pouvoir fédéral alors que son groupe était dans le viseur des autorités anticartel et de l'administration fiscale pour ses pratiques monopolistiques et son contournement de l'impôt. En décembre 2015, c'était au tour du géant chinois du commerce en ligne Alibaba de s'assurer l'obligance de la nomenklatura en rachetant le *South China Morning Post*, le quotidien en langue anglaise de Hongkong.

« Il n'y a pas de grosse convergence entre la presse écrite et le téléphone mobile », estimait M. Drahi devant la commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale en mai 2015. Le propriétaire de SFR et de Numericable en France, de Hot Telecom en Israël, de Portugal Telecom ou de Suddenlink Communications aux États-Unis livrait alors aux députés les raisons de son investissement dans les médias. À l'entendre, il était entré au capital de *Libération* à la demande d'un journaliste, en apportant 14 millions d'euros, soit « un pour mille » de ce qu'il investissait dans SFR, pour sauver ce journal. En réalité, c'est sur la requête de M. François Hollande que le président-directeur général d'Altice s'est intéressé à ce dossier.

Auparavant, il était certes un magnat des télécoms, mais aussi le « résident suisse » dont la « participation personnelle » était à Guernsey, selon les termes de M. Arnaud Montebourg, qui, lorsqu'il était ministre du redressement productif, disait avoir « des questions fiscales » à lui poser (3). M. Drahi a vite saisi qu'il n'était pas idiot de sauver un quotidien proche du pouvoir quand on prépare la consolidation des télécoms en France sous l'œil avisé de l'opérateur historique Orange, dont l'État détient 23%. Les opérateurs téléphoniques



JULIAN TREVELYAN. – « Bolton Mills » (Moulins de Bolton), 1938

privés ont à cœur de dissuader la puissance publique d'imposer une réglementation tatillonne qui, par exemple, les contraindrait à assurer une couverture en haut débit des zones les moins profitables afin de lutter contre la « fracture numérique ».

La convergence ne s'est pas imposée d'emblée à M. Drahi. Mais l'acquisition annoncée de NextRadioTV, puis, en septembre 2015, de l'opérateur Cablevision, qui distribue à New York la chaîne News 12 et le quotidien régional *Newsday*, va faire naître la belle histoire des tuyaux qui rencontrent les contenus. « Les médias permettent aux opérateurs télécoms de se différencier et de devenir plus attractifs, tandis que les opérateurs permettent aux médias de bénéficier de leur puissance de distribution, d'accélérer leur développement digital et, grâce aux données auxquelles les clients autorisent l'accès, d'offrir du sur-mesure à chaque client », vante M. Combes (4). Ces envolées masquent mal une réalité plus terre à terre du technocapitalisme contemporain : la fusion-absorption pour gonfler en taille et augmenter ainsi sa capacité d'endettement. Il s'agit pour M. Drahi de lever une dette qu'il remboursera ensuite avec les profits des entreprises rachetées. Ses créanciers, notamment des banques comme BNP Paribas ou Goldman Sachs, ne sont pas insensibles à la capacité d'influence d'un gros client à risque. « 40 milliards d'euros, la dette folle de Patrick Drahi », pouvait-on lire sur le site de BFM Business en juin 2015, juste avant l'annonce de son rachat partiel par M. Drahi. « Altice : Drahi poursuit son rêve américain », titrait le même site un mois plus tard...

Le magnat marque aussi les médias de son empreinte en taillant dans les effectifs, en gérant chacun de ses actifs avec des méthodes agressives et en favorisant les économies d'échelle, comme en témoigne l'annonce, en juillet, de cinq mille suppressions de postes chez SFR. Accessoirement, l'absorption de chaînes, radios et journaux par l'opérateur téléphonique permet de compenser la perte de chiffre d'affaires liée au départ d'un million d'abonnés et à Altice de se reverser 980 millions d'euros.

Cette stratégie n'est pas du goût de ceux qui s'y sont brûlés les ailes, à l'instar d'Orange. Son PDG, M. Stéphane Richard, a ainsi tourné le dos à la politique de son prédécesseur, qui avait acquis à prix d'or – 200 millions d'euros par an – une partie des droits du championnat de France de football pour la période 2008-2012 et prétendait concurrencer Canal Plus en finançant des films à travers un studio de cinéma. En 2009, l'Autorité de la concurrence a contraint Orange à ne pas réserver à ses seuls abonnés ses chaînes de sport, de cinéma et de séries. L'opérateur investit encore 550 millions d'euros par an dans les contenus, mais essentiellement en produisant une vingtaine de films et en distribuant des séries.

Fondé par M. Xavier Niel, copropriétaire à titre personnel du groupe Le

Monde et de *L'Obs*, le groupe Iliad (Free) s'est, lui, toujours inscrit en faux contre cette stratégie d'imbrication des médias dans des tuyaux. À ses yeux, elle n'a d'intérêt que si elle apporte des contenus exclusifs. Or ces mêmes exclusivités exposent aux foudres des autorités de marché, comme vient de le prouver la décision de l'Autorité de la concurrence de refuser à Canal Plus le droit de distribuer de façon exclusive la chaîne qatarie beIN Sports. Le groupe Telefeónica, qui voulait une exclusivité comparable sur le groupe audiovisuel Mediapro, s'est heurté récemment au même désaveu en Espagne.

Pour Free, mieux vaut donc passer des accords de partenariat avec des offres de contenus. Et compter sur sa position dans les médias pour voir relayer des sujets qui lui tiennent à cœur, comme le blocage des publicités YouTube en signe de protestation contre le surcoût de bande passante que l'acheminement des vidéos occasionne aux opérateurs télécoms. « La question qu'il faut se poser est de savoir si le journalisme apporte une valeur ajoutée ou non », estime M. Niel (5). L'autre question, qui ne sera pas posée, concerne l'influence politique qu'apporte le contrôle d'un grand moyen d'information dans une industrie étroitement régulée par l'État...

Le groupe Bouygues est sur la même ligne : il n'a pas spécialement cherché à faire profiter son activité de téléphonie mobile des contenus de TF1. Toutefois, sa force de frappe télévisuelle lui permet d'entretenir ses relations avec les élus et de peser indirectement sur la législation des télécoms. Quant au groupe Bolloré, qui a pris le contrôle de Vivendi (Canal Plus, Dailymotion, Universal Music) et conclu un accord avec Mediapro pour lui

reprendre son bouquet de chaînes payantes en Italie, il est certes devenu l'actionnaire de Telecom Italia, avec 24,9% du capital, et celui, très minoritaire, de l'espagnol Telefónica. Mais la complexité des réglementations nationales l'empêche de diffuser le même contenu sur des canaux de télécommunication soumis à des autorités locales différentes.

C'est donc plutôt pour nouer des partenariats dans la distribution des contenus de Canal Plus ou d'Universal que le groupe Vivendi continue de prendre des participations dans les télécoms, après son désengagement de SFR et du brésilien GVT. Pour M. Vincent Bolloré, les synergies restent très limitées... même si elles sont préconisées entre Vivendi, Canal Plus, Dailymotion et Universal. Du reste, l'ancien PDG de Vivendi lui-même voit désormais les limites d'un tel rapprochement : « Ce débat sur la convergence, je pense qu'il est un peu archaïque aujourd'hui avec l'émergence des réseaux sociaux », déclarait M. Messier le 3 septembre 2015. L'essence de la convergence, c'est l'ubiquité. Ce qui reste vrai, c'est : « ce que je veux, où je veux, quand je veux ». Bref, il importerait moins d'injecter ses propres contenus dans ses propres tuyaux que de répondre à la demande d'appareils nomades qui permettent de visionner des vidéos ou de lire des journaux dans l'instant et n'importe où. De quelle qualité ? La question n'intéresse pas les industriels. Sur ce plan, tout converge.

- (1) *Le Figaro*, Paris, 1<sup>er</sup> juin 2016.
- (2) Conférence de presse, 27 avril 2016.
- (3) *Europe 1*, 14 mars 2014.
- (4) « SFR lance la convergence », juillet 2016, <http://communication.sfr.com>
- (5) *Polka*, Paris, février 2014.

2016

**MONDE**  
*diplomatique*

[FORMATIONS]

**1 an offert**  
d'abonnement  
au Monde diplomatique  
pour toute inscription à un cycle

**Élu(e) ou salarié(e), militant(e) ou étudiant(e), vous êtes intéressé(e) par les questions internationales ?**

Participez aux cycles de formation assurés par des spécialistes et des journalistes du *Monde diplomatique*, pour mieux comprendre le monde et le changer.

**RUSSIE**

**23 et 24 septembre 2016**

Géopolitique, idéologie, économie et politique intérieure  
Intervenants : Françoise Daucé, Jean Radvanyi et Julien Vercueil

**MIGRATIONS**

**30 septembre et 1<sup>er</sup> octobre 2016**

Les migrations dans le monde et l'Europe face à l'afflux des réfugiés  
Intervenante : Maud Gentil

Renseignements et inscription :  
[www.formation.monde-diplomatique.fr](http://www.formation.monde-diplomatique.fr)  
01-42-46-62-57 [formations@monde-diplomatique.fr](mailto:formations@monde-diplomatique.fr)  
Possibilités de prise en charge : contactez-nous.  
Tarif préférentiel pour les personnes non prises en charge.

En partenariat avec l'Institut européen des politiques publiques [www.iepp.fr](http://www.iepp.fr)

\* Journaliste. Auteur de *On achète bien les cerveaux*, Raisons d'agir, Paris, 2007.

# L'économie comme on ne

Le 8 septembre arrive en kiosques le « Manuel d'économie critique » du « Monde diplomatique ». En 2014, le premier opus de cette collection était consacré à l'histoire. Il s'agit cette fois d'éclairer les bases et les enjeux d'une discipline de pouvoir, l'économie, dont les principes gouvernent maints aspects de nos vies. Cet ouvrage vise à faire comprendre pour faire agir : la bataille des idées s'ouvre à tous dès lors qu'on s'efforce de conjuguer souci de l'écriture, rigueur du propos, sens des images, pédagogie et recul historique. Telle est la vocation de ce manuel.

PAR RENAUD LAMBERT ET HÉLÈNE RICHARD

LES LIBÉRAUX ne se satisfont pas des êtres humains tels qu'ils sont : trop imprévisibles, mus par des passions obscures. Ils ont donc inventé l'individu néoclassique. Dépourvu de culture et d'affect, celui-ci n'éprouve aucun sentiment : pas d'amour, pas de haine, pas de solidarité, encore moins d'abnégation. Il permet de produire de savants travaux de laboratoire sur le fonctionnement du monde sans avoir à se soucier d'histoire, de géographie ou d'émotions. Petite plongée dans le monde mystérieux de l'économie dominante.

Habitant de cette singulière contrée, Rémi adore les pizzas. A priori, rien de vraiment étrange. Sauf que la faim des individus néoclassiques ne connaît pas plus la satiété qu'eux-mêmes l'embonpoint. Rémi dévorait déjà trois pizzas par jour avant de gagner au Loto ? Qu'à cela ne tienne : en bon néoclassique, il profite de sa soudaine fortune pour s'abandonner un peu plus encore aux plaisirs de la gastronomie italienne.

Dans le monde de l'économie néoclassique, le marché pose les mêmes problèmes qu'ailleurs. Mais il offre également des solutions. La quête de profit conduit à l'extraction éfrénée de matières premières, dégradant ainsi l'environnement ? Peu importe. Ici, la transformation de la nature en marchandise constitue la meilleure réponse aux dérives qu'elle a engendrées : plus les ressources s'amenuisent, plus leur prix s'élève et moins il devient intéressant de les exploiter. La pollution comme antidote à la pollution, en somme...

Les règles de base de l'arithmétique basculent également lorsqu'on pénètre en terres néoclassiques. En ces lieux, il arrive que les additions se comportent comme des soustractions. Par exemple, dans le domaine des impôts. D'ordinaire, augmenter le taux des prélèvements obligatoires accroît les recettes de l'État. Sous le climat néoclassique, au contraire, cela revient... à les réduire, puisque toutes sortes de mécanismes d'évasion et de niches fiscales permettent aux contribuables de refuser des impôts qu'ils jugent soudain trop élevés. La sagesse locale milite donc pour la plus grande prudence en la matière.

## Des réalités trop « impures » pour se conformer aux théories néoclassiques

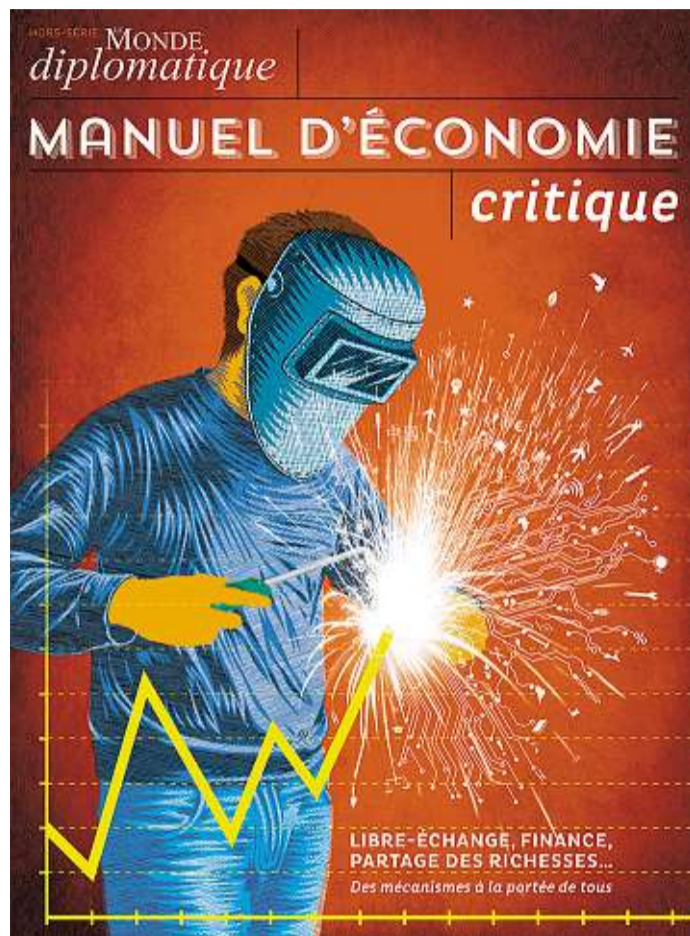
D'une logique parfois déroutante, le monde de l'économie néoclassique se distingue en tout point du monde réel. La plupart des dirigeants occidentaux se prévalent pourtant de ses règles pour justifier leurs décisions : dérégulation, privatisations, abandon des politiques publiques aux « forces du marché » – bref, la réalisation du projet néolibéral. Ce fut par exemple le cas en Grèce, quand leurs observations de l'étrange univers néoclassique ont convaincu les membres de la « troïka » (Fonds monétaire international, Commission et Banque centrale européennes) qu'on pouvait espérer ramener à la vie les victimes d'asphyxie en pratiquant la strangulation.

Mais la Grèce appartient au monde réel, et la recette néoclassique a fait bondir la dette. Pouvaient-ils vraiment s'en étonner, lorsque les mêmes prescriptions avaient conduit aux mêmes afflictions trente ans plus tôt en Amérique latine ? L'échec de la méthode soulève une interrogation : comment expliquer que les dirigeants politiques s'abreuvent exclusivement à la fontaine néoclassique alors que les sources sont si nombreuses alentour ?

La résilience de cette pensée repose en grande partie sur sa prétention à la scientificité. Il en irait de l'économie comme de la physique ou des mathématiques. Mais les physiciens morigènent rarement les atomes qui se refusent à suivre les trajectoires calculées préalablement en laboratoire. À l'image de ces enfants qui s'agacent de voir une boule refuser de s'insérer dans un orifice triangulaire, les néoclassiques s'impotent souvent d'économies trop « impures » pour se conformer à leurs modèles théoriques.

Certes, les débats existent – d'autant plus enfiévrés qu'ils sont cantonnés à des revues confidentielles et formulés à travers d'énigmatiques équations. Du côté des politiques publiques, les militants néolibéraux ont conquis les cabinets ministériels et le sommet des institutions financières internationales depuis la fin des années 1970 (avant, parfois, de retourner conseiller les multinationales et les banques, comme l'ancien président de la Commission européenne José Manuel Barroso, désormais au service de la banque d'affaires Goldman Sachs). Infalsifiable, leur modèle n'échoue jamais – un privilège qui garantit une confortable légitimité. À charge pour la réalité de s'adapter.

Cette dérive trouve l'une de ses illustrations les plus frappantes dans la « théorie des anticipations rationnelles ». Popularisée dans les années 1980, cette thèse a repris (et radicalisé) la position du monétariste Milton Friedman (1912-2006). Celui-ci avait imposé l'idée que les injections de liquidités décidées par les banques centrales – en vue de relancer l'économie, par exemple – revenaient à se tirer une balle dans le pied. Pourquoi ? Parce que « faire tourner la planche à billets » provoque une inflation bientôt perçue par les entreprises et les ménages, qui, pas dupes, resserreraient les cordons de leur bourse. Renforçant encore la foi de leur maître dans l'efficacité des marchés, les héritiers de Friedman ont postulé que toute politique publique (de régulation, de pilotage de la conjoncture, etc.) serait donc instantanément déjouée par des agents économiques supposés aussi bien informés que les experts qui les étudient. Conclusion stratégique du très optimiste père de cette théorie, Robert Lucas : il fallait déréguler toujours davantage les marchés financiers. En 2003, Lucas considérait que ses appels avaient été entendus et déclarait devant l'American Economic Association que le problème des dépressions était « résolu, et pour de nombreuses années ». Quatre ans après éclatait la plus grave crise financière mondiale depuis 1929...



Au cœur de la tempête, le dogme néolibéral ressemble parfois au roseau de la fable : il plie, et les « experts » aménagent leurs convictions. Quand la foudre a menacé l'euro, la Banque centrale européenne (BCE) a levé le tabou monétariste qui la guidait en rachetant massivement des obligations d'État. Quelques mois auparavant, l'idée aurait fait tressaillir les grands argentiers européens, qui estimaient qu'elle inciterait au laisser-aller et doperait la dépense publique.

## Dégager l'horizon en rappelant que rien n'est irréversible

Si la BCE, une institution plus politique que technique, s'est si facilement dépouillée de ses dogmes malcommodes, c'est qu'il s'agissait de sauver l'essentiel : maintenir les affaires économiques à l'abri d'une démocratie jugée trop versatile. Un projet qu'on portait avec succès, au-delà de leurs nuances, toutes les variantes du néolibéralisme, qu'il s'agisse du monétarisme d'origine américaine ou de l'ordolibéralisme de filiation allemande. Le sabir économique (qui recèle des trésors d'euphémismes) parle de « crédibilité » des politiques menées. Entendre : l'abdication par les élus de leur pouvoir de décision au profit de règles préétablies, comme les traités européens. Les capitaux sont autorisés à déstabiliser un pays en y affluant, avant de le chahuter davantage encore en le désertant. À la liberté dont ils jouissent répond désormais le carcan appliqué à la démocratie : un corpus juridique presque intouchable, et dont les fondements théoriques surprennent parfois par leur désinvolture. Ainsi, un étrange plafond limite les déficits publics à 3 % du produit intérieur brut (PIB) au sein de la zone euro.

Et, lorsque la potion du Fonds monétaire international (FMI) n'a pas donné les résultats escomptés en Grèce, c'est qu'Athènes s'est montré trop timoré, comme le suggère la directrice du FMI Christine Lagarde, sourde aux revirements du département de la recherche de sa propre institution : « Une des raisons pour lesquelles le programme grec a été beaucoup moins réussi [que ceux de la Lettonie ou de l'Irlande], c'est qu'il y a eu une résistance des gouvernements successifs (1). »

(1) Le Monde, 5 juillet 2016.

**Commandez le nouveau hors-série du Monde diplomatique**

### Manuel d'économie critique

Bon de commande à retourner, accompagné de votre règlement, au Monde diplomatique – Service vente par correspondance, A 2300, 62066 Arras Cedex 9.

	Tarifs	Frais de port par ex.	Nombre d'exemplaires	Total
<input type="checkbox"/> France métropolitaine	12€	Gratuit	.....	..... €
<input type="checkbox"/> Autres	12€	7 €	.....	..... €

Coordonnées : **VMD1600PBA001**

M.  M<sup>me</sup>

Nom .....  
 Prénom .....  
 Adresse .....  
 Code postal ..... Ville .....  
 Pays .....  
 Courriel .....

Commandez en ligne : [www.monde-diplomatique.fr/manuel](http://www.monde-diplomatique.fr/manuel)

Règlement :  Chèque bancaire à l'ordre du Monde diplomatique SA  
 Carte bancaire  
 Numéro de carte bancaire .....  
 Expire fin [ ][ ]/[ ][ ]/[ ][ ]

Notez les trois derniers chiffres du numéro inscrit au dos de votre carte [ ][ ] [ ][ ] [ ][ ]

Signature obligatoire

Offre réservée à la France métropolitaine, valable jusqu'au 31/12/2016, dans la limite des stocks disponibles. En application de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations vous concernant (s'adresser au service des abonnements). Ces informations peuvent être exploitées par des sociétés partenaires du Monde diplomatique. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre

Le Monde diplomatique SA – RCS Paris B400 064 291

DU « MONDE DIPLOMATIQUE »

# vous l'a jamais expliquée



## Au programme

Deux cents pages illustrées pour comprendre les fondamentaux et éclairer les questions brûlantes de notre temps.

- Des textes courts et simples d'accès, des infographies, des images à contre-courant pour faire la lumière sur le fonctionnement de l'économie. Comment la richesse est-elle évaluée, financée, produite, répartie, redistribuée, échangée? D'où vient la dette? L'impôt a-t-il toujours existé? Comment lutter contre le chômage?
- Chacun des dix chapitres comporte: le démontage d'une idée reçue; une infographie qui explique un mécanisme économique ou fait découvrir une chronologie oubliée; une rubrique «avant, ailleurs» qui montre ce que l'économie fut dans le passé ou la façon dont elle fonctionne dans d'autres sociétés; un tour d'horizon des autres possibles et des utopies concrètes.
- Les folies de la pensée économique standard: comment choisir scientifiquement son partenaire, «titriser» les tortues, spéculer sur les cyclones, changer les enfants en «biens de consommation durables»? Une galerie de portraits d'escrocs de Wall Street.
- Une iconographie inattendue: photo-reportages, bandes dessinées, œuvres d'art abordent l'économie par les chemins buissonniers.
- Douze pages de glossaire pour tirer au clair les mots passés dans le langage médiatique sans qu'on en saisisse toujours le sens, les fondements et les implicites: «balance commerciale», «liquidité», «monétarisme», «PIB»...

N'en déplaise à M<sup>me</sup> Lagarde, nul n'est tenu de se résoudre à la docilité. Faire advenir un autre monde implique toutefois un double effort: réussir à se libérer des lois édictées par les dominants; parvenir à réinsérer la contrainte économique dans la réflexion stratégique. Notre *Manuel d'économie critique* n'affiche pas d'autre ambition que de contribuer à cette entreprise.

On y apprendra ce qu'est une crise financière, comment fonctionne le chantage à la dette, comment les banques créent la monnaie ou pourquoi le Brésil a récemment été chahuté par les investisseurs. Mais on découvrira également comment fut inventée la carte de crédit, qu'on a hier échangé autre chose que de l'argent, que les revues scientifiques s'intéressent parfois davantage aux sièges des toilettes qu'au rapport entre financiarisation et chômage, que l'économiste libéral Friedrich Hayek avait peut-être lu Lénine et les patrons, Karl Marx...

La bataille idéologique débute dans le système éducatif, où les «sciences économiques et sociales» sont enseignées à partir de la seconde en France. À la différence de ce qui se passe dans les cursus universitaires, au lycée l'économie continue de dialoguer avec sa grande sœur, la sociologie. Cette singularité française subit de nombreuses attaques depuis quelques années. Sur fond de militantisme patronal, le cadre néoclassique et la célébration du libre-échange ont pris une place confortable dans les programmes, alors que la notion de «classe sociale» a été escamotée en 2011. Lorsque, en juin 2016, le ministère de l'éducation nationale a décidé de rendre facultatif l'enseignement de la sacro-sainte «loi de l'offre et de la demande» en seconde, le Mouvement des entreprises de France (Medef) a condamné un «projet d'appauvrissement du programme» qui «contredit totalement le discours louable de la ministre en faveur d'un rapprochement de l'école et de l'entreprise». Recommandation du vice-président de l'organisation, M. Thibault Lanxade: «*Tout doit être fait au contraire pour insuffler l'esprit et le goût d'entreprendre le plus tôt possible, par un enseignement en phase avec la réalité quotidienne des entreprises (2).*»

Si, dans cette matière, les professeurs s'illustrent par leur propension à résister aux mots d'ordre patronaux, ils ne rédigent pas les programmes. Certes, ces derniers ne sont pas des scripts dessinant, tels les rails d'une voie ferrée, un passage obligé. Fort heureusement, les enseignants demeurent libres d'apporter un éclairage spécifique sur les questions abordées. Mais l'ambition d'émanciper les esprits qui anime la plupart d'entre eux peut-elle se satisfaire de simples marges de manœuvre? La perspective enthousiasme d'autant moins que celles-ci rétrécissent: alors que le gouvernement s'était engagé auprès de l'Association française d'économie politique (AFEP), fin décembre 2014, à créer une section «Institutions, économie, territoire et société» susceptible d'accueillir les universitaires hétérodoxes, il s'est rétracté à la suite d'une offensive des néolibéraux,



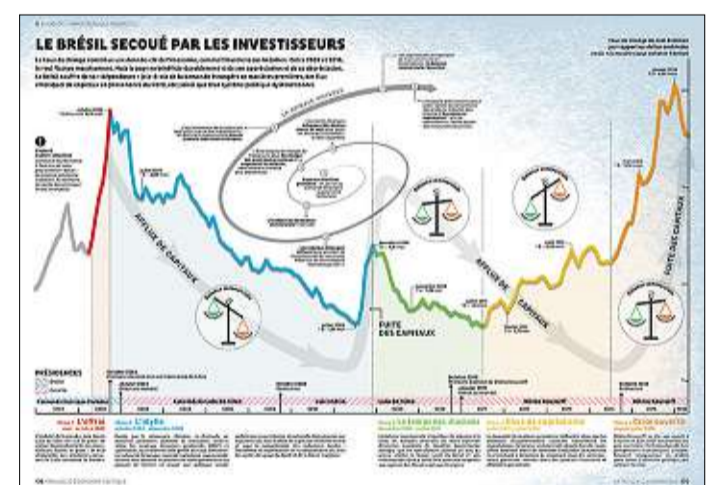
© ALFREDO BINI/COSMOS

dont Jean Tirole. Pour le «Prix Nobel» français, la mesure – une «catastrophe» – aurait promu «*le relativisme des connaissances, antichambre de l'obscurantisme*».

Nous avons réuni certains des meilleurs spécialistes en économie – chercheurs, professeurs d'université et du secondaire, journalistes – pour revisiter les programmes de première et de terminale et en donner notre propre traitement. Avec quatre objectifs: déconstruire les idées reçues qui instillent dans les esprits la fatalité néoclassique; apporter un éclairage historique et international souvent absent des

## Rencontres avec les auteurs

- Montpellier: avec Renaud Lambert, le 12 septembre, à 19 heures au Club de la presse, 1, place du Nombre-d'Or.
- Perpignan: avec Renaud Lambert, le 13 septembre à 19h30. Informations: am.bordas@laposte.net
- Carcassonne: avec Renaud Lambert, le 14 septembre à 20h45, salle de la Tour à Pennautier, et le 15 septembre devant des élèves et des professeurs du lycée Jules-Fil.
- Toulouse: avec Renaud Lambert et Hélène Richard, le 15 septembre à 20h30, salle du Sénéchal.
- Bordeaux: avec Hélène Richard, le 16 septembre à 18h30, librairie La Machine à lire, place du Parlement.
- Paris: avec Serge Halimi, Cédric Durand, Sylvain Leder, Laura Raim, Hélène Richard, Rachel Saada et Frédéric Lordon (à confirmer), le 27 septembre à 19h30, salle Jean-Dame, 17, rue Léopold-Bellan.
- Colmar: avec Renaud Lambert, le 30 septembre, à 19h45, auditorium du Pôle Média Culture.



Photographie ci-dessus: STEPHEN WILKES. – Usine de fabrication de chaussures Nike, Chine, 2005.

Ci-contre: ALFREDO BINI. – Des traders à la Bourse des matières premières d'Addis-Abeba, Éthiopie, 2011.

programmes; introduire les analyses d'écoles de pensée chassées des universités et privées d'accès aux médias; dégager l'horizon en rappelant que rien n'est irréversible.

Se libérer des contraintes édictées par les néoclassiques n'implique pas d'ignorer celles liées au fonctionnement du monde. Entre les dogmes et l'ignorance, le manuel que nous proposons invite à replacer l'économie au service de la société. Car il ne suffit pas de souhaiter que le monde change pour parvenir à le changer: si l'économie néoclassique prétend réinventer les lois de l'arithmétique, celles-ci s'imposent néanmoins au pouvoir politique. Y compris quand il entend «changer la vie». Comment comprendre le chaos économique vénézuélien sans évoquer le phénomène de la «maladie hollandaise»? Comment tirer le bilan de l'échec de la relance opérée par François Mitterrand en 1981 sans s'intéresser à la concurrence étrangère? Suffit-il vraiment de dénoncer la dette comme un héritage néolibéral pour en gérer le fardeau? De même, tenter de se libérer du marché grâce à la planification conduit parfois à d'embarrassantes bévues, comme la production de chaussures exclusivement pour les pieds gauches.

L'intellectuel britannique Ralph Miliband soulignait en 1979 que «*les gouvernements de gauche (...) viennent généralement au pouvoir dans des circonstances de crise économique et financière grave (3)*». Dans un tel contexte, l'opiniâtreté des soutiens du nouveau pouvoir s'avère décisive. Une meilleure compréhension de la nature politique et sociale de l'économie n'y nuirait pas. Nous avons donc l'espoir que nos manuels circuleront également en dehors des salles de classe.

RENAUD LAMBERT ET HÉLÈNE RICHARD.

(2) «Programme d'économie de seconde: halte à la braderie!», communiqué du Mouvement des entreprises de France (Medef), Paris, 30 juin 2016.

(3) Ralph Miliband, *L'État dans la société capitaliste*, Maspero, Paris, 1979.

# Aix-Marseille, laboratoire

Fondées pour dispenser des savoirs et préparer à la recherche, les universités françaises se transforment. Pour se faire une place dans le supermarché mondial de l'enseignement supérieur, les établissements rendus « autonomes » par la réforme de 2007 fusionnent. Les exigences scientifiques et pédagogiques fondamentales se heurtent alors à l'expansion d'une bureaucratie libérale.

PAR CHRISTELLE GÉRAND \*

**S**URPLOMBANT le Vieux-Port de la grâce imposante de son architecture impériale, le siège de la présidence d'Aix-Marseille Université (AMU) donne le ton. L'établissement, né le 1<sup>er</sup> janvier 2012 de la fusion des universités de Provence, de la Méditerranée et Paul-Cézanne, se targue d'être devenu, avec 74 000 étudiants, la plus grande université francophone du monde. Projet « métropolitain » avant l'heure, il voit sa bannière turquoise et jaune sur fond blanc flotter d'Aix-en-Provence à Marseille.

« Une université à l'ambition internationale », proclame le slogan d'AMU sur toutes les plaquettes publicitaires. La fusion doit permettre aux facultés d'atteindre des tailles suffisantes pour rayonner au-delà des frontières hexagonales. Le mouvement a été amorcé par l'université de Strasbourg en 2009 et soutenu par M<sup>me</sup> Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur (2007-2011) du gouvernement Fillon, qui s'était juré de « réparer les dégâts de Mai 68 (1) ». « Nous sommes des pastilles, vus de Shanghai », se désolait en juillet 2013 sa successeuse socialiste Geneviève Fioraso (2). Alors que les regroupements entrent en ligne de compte « dans les

classements internationaux de 2015 », la loi du 22 juillet 2013, dite « loi Fioraso », avait donné un an aux universités pour fusionner ou pour se réunir sous forme de communauté ou d'association.

En réalité, selon l'historien Christophe Charle, l'utilité de ces classements « réside moins dans l'information fournie que dans la justification (...) de décisions politiques ou administratives pour forcer les institutions et les personnels à évoluer et à se discipliner en fonction des objectifs fixés d'en haut ». Ils sont ainsi « en complète contradiction avec l'exaltation parallèle de l'autonomie et de l'esprit d'innovation (3) ». Cinq des six critères du classement de Shanghai étant obtenus par comptage (nombre d'anciens élèves ayant reçu un prix Nobel ou une médaille Fields, quantité d'articles publiés dans les revues *Nature* et *Science*...), ce qui favorise les établissements de grande taille, la France fait le pari du gigantisme pour grimper dans le palmarès. AMU a ainsi gagné cent places depuis la fusion. Mais Harvard, Stanford ou le Massachusetts Institute of Technology (MIT), qui caracolent en tête, accueillent entre dix mille et vingt mille étudiants : des chiffres sans commune mesure avec ceux d'AMU.



après quatre ans d'existence, le rouleau compresseur aux huit mille employés souffre toujours de difficultés logistiques et structurelles.

Un vacataire, intérimaire de la fonction publique qui souhaite garder l'anonymat pour ne pas compromettre ses chances d'être reconduit, se souvient ainsi d'un imbroglio lors des partiels de 2015 : aucun service n'était habilité à conserver les sujets d'examen destinés aux étudiants handicapés. Il a donc dû se « débrouiller » en bricolant une solution avec la « mission handicap » et la scolarité. « On ne savait même pas si c'était légal », confie-t-il dans une salle de la toute nouvelle Maison de la recherche d'Aix-en-Provence.

Le bâtiment, inauguré en grande pompe par M. Jean-Marc Ayrault, alors premier ministre, est aux antipodes du reste du campus, construit dans les années 1960, aujourd'hui maculé de graffitis et dont les installations électriques brinquebalaient au plafond. Grâce au plan Campus, passerelle aérienne, patios et bâtiments ultra-modernes remplaceront bientôt les filets de sécurité. AMU fait en effet partie des dix campus

sélectionnés pour ce plan en 2008 ; elle a reçu de l'État 500 millions d'euros, auxquels les collectivités territoriales ont ajouté 300 millions.

En attendant, le jeune vacataire enseigne dans des préfabriqués. Doctorant, il bénéficie d'un statut ambigu d'étudiant-salarié, mais, trois mois après la rentrée 2015, il attendait toujours sa carte d'étudiant, prérequis indispensable pour signer son contrat de vacation. Les cours ayant tout de même commencé, il travaillait « au noir, en somme », et n'avait droit à aucune réduction – en particulier sur la carte de transport ZOU ! Ces multiples problèmes de gestion seraient moins ennuyeux s'ils ne concernaient pas également sa paye... L'université doit au doctorant 3 600 euros, une somme déjà maigre pour un semestre passé à donner trois

cours de vingt-quatre heures chacun, plus la préparation et la correction.

Un « personnel administratif » (on ne parle pas de « secrétaires » au sein d'AMU) regrette : « On ne sait pas si les personnes que l'on demande à recruter reçoivent leur contrat, on n'a aucune visibilité là-dessus, mais c'est auprès de nous qu'elles viennent se plaindre. On a le même problème pour la paye. On fait monter les infos au chef, puis au DRH [directeur des ressources humaines] de notre UFR [unité de formation et de recherche], qui fait remonter au DRH de l'université. Tout est géré à la présidence ; les DRH des UFR n'ont même plus accès aux dossiers des personnels, ils servent juste de courroie de transmission. Avant, il y avait des difficultés de paiement car on manquait de personnel. Maintenant on ne sait même pas pourquoi... »

## Retards de salaire pour les vacataires

**L**E RAPPORT des sénateurs Jacques Gasparrin (Les Républicains) et Dominique Gillot (Parti socialiste) épingle ces « quasi-monstres » dont la conception ne doit rien au hasard : elle s'inscrit dans la logique qui a abouti à la refonte des régions ou à la création des métropoles et des communautés d'agglomération. Le morcellement des institutions serait à l'origine d'une « gabegie » pour les finances publiques ; il faudrait donc se regrouper pour être plus fort, efficace et compétitif à l'échelle internationale. Ces réorganisations supposées « favoriser la mise en commun de compétences » et ainsi permettre des économies sont pourtant coûteuses. Ainsi, sur les mille postes créés en 2015 par le

gouvernement pour l'enseignement supérieur, 348 ont été dévolus au fonctionnement de ces nouvelles structures, indique le rapport réalisé au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication (4).

L'université mastodonte est encore en chantier – au propre comme au figuré –, mais son président, M. Yvon Bertrand, peut être satisfait : si l'immense majorité du personnel désapprouvait la fusion lorsqu'il l'a appelée de ses vœux en 2004, les opposants se font de plus en plus rares. « Aix-Marseille Université a acquis une telle visibilité aux niveaux local, national et international que celui qui est contre est un peu couillon », balaie le sexagénaire dans son vaste bureau avec vue sur le large. Pourtant,

## Des conditions de travail dégradées

**U**N AUTRE « personnel administratif » rebondit sur la multiplication des strates entraînée par la fusion : « Prenons l'exemple de la DEV [Direction des études et de la vie étudiante]. Une information part le lundi de la DEV d'AMU, au [siège du] Pharo. Le temps qu'elle nous arrive, ça prend au moins cinq jours. Si les dossiers sont à remplir sous quinze jours, ça nous met davantage de pression pour les traiter dans les temps. Avant, on avait l'information pratiquement en direct. » M. Bertrand, qui, en plus d'assumer la présidence d'AMU, reste chef de service au centre hospitalier universitaire, dit comprendre le mécontentement : « Je râle souvent contre l'hôpital parce que c'est trop compliqué ; mais, en tant que responsable, j'ai voulu tout connaître avant de déléguer », se justifie-t-il.

En avril 2015, la Confédération générale du travail (CGT) d'AMU a distribué six cents questionnaires pour évaluer la santé des salariés. Sur la centaine de répondants – essentiellement des agents de catégorie C –, 70 % considèrent que leurs conditions de travail se sont dégradées depuis la fusion et s'estiment mal

De nombreux employés administratifs ont dû changer de fonctions, et le « tuitage » prévu – la formation des nouveaux par les anciens – n'a pas toujours été effectué. Les postes eux-mêmes ont été profondément transformés par la réorganisation des départements, mais aussi par toutes les nouvelles pratiques et les nouveaux logiciels qui continuent à être mis en place. Il faut toujours « aller à la pêche aux informations : nous ne sommes jamais informés des changements de procédure, alors, pour chaque tâche, on doit vérifier que la démarche n'a pas changé, pour éviter un retour du document accompagné d'un petit mot disant : "On a changé de formulaire" », témoigne une autre secrétaire.

(1) « Valérie Pécresse : "D'ici à 2012, j'aurai réparé les dégâts de Mai 68" », *Les Échos*, Paris, 27 septembre 2010.

(2) « Le gouvernement regroupe les universités en 25 grands ensembles », *Les Échos*, 22 juillet 2014.

(3) Christophe Charle et Charles Soulié (sous la dir. de), *La Dérégulation universitaire. La construction étatisée des « marchés » des études supérieures dans le monde*, Syllepse, coll. « La politique au scalpel », Paris, 2015.

(4) Avis présenté par M. Jacques Gasparrin et M<sup>me</sup> Dominique Gillot au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication sur le projet de loi de finances pour 2016, Sénat, Paris, 19 novembre 2015.

9-10-11 SEPTEMBRE 2016  
**TROIS JOURS POUR REFAIRE LE MONDE.**

**Fête de l'Humanité**

PARC DÉPARTEMENTAL GEORGES VALBON - LA COURNEUVE

**35 €**  
 LES 3 JOURS EN PRÉVENTE

FETE.HUMANITE.FR

l'Humanité, l'Humanité, l'Humanité.fr, Zetwerk

fnac, radio France, antix, info, bnf, univ, europe, fip, UOJF

L'imprimerie  
 79, rue de Roissy  
 93290 Tremblay-en-France

ACPM OJD

IMPRIM'VERT

Commission paritaire des publications et agences de presse : n° 0519 D 86051  
 ISSN : 0026-9395  
**PRINTED IN FRANCE**

À la disposition des diffuseurs de presse pour modification de service, demandes de réassort ou autre, nos numéros de téléphone verts : Paris : 0 805 050 147  
 Banlieue/province : 0 805 050 146.

DANS LES CLASSEMENTS INTERNATIONAUX

# de la fusion des universités

reconnus dans l'établissement ; 68 % déplorent que le travail se fasse dorénavant dans l'urgence, et près de la moitié jugent les directives souvent contradictoires. M. Philippe Blanc, secrétaire général de la CGT d'AMU, estime que son syndicat a aidé une centaine de personnes

restructuration, mon service d'hygiène et de sécurité a eu un responsable, au Pharo, qui donnait tout le travail à l'ingénieur avec lequel je collaborais », regrette cet agent de catégorie C dont le poste a été supprimé après son départ aux collections patrimoniales.

chaque année trois mois à remplir des dossiers administratifs.

Les thématiques et objectifs prioritaires de l'université sont en outre définis par les « conseils centraux » (5), qui regroupent enseignants-chercheurs, étudiants et personnel administratif. Difficile pour les élus de ces instances d'être au fait des

qu'elles aient à justifier d'aucune dépense, « juste pour qu'elles existent ». Ancien de l'association des étudiants en médecine, M. Argence confirme : « Lorsque je portais des projets avant la création d'AMU, on peinait à obtenir des fonds, et ils étaient moins importants qu'aujourd'hui. Si on voulait avoir un budget conséquent, il fallait passer par trois commissions, au lieu d'une seule depuis la fusion. » Les étudiants sont plutôt satisfaits de leurs associations et des nouveaux équipements mis à leur disposition ; mais le jour où ils arboreront les sweat-shirts ou les besaces siglés AMU, mis en vente par l'université sur le modèle de ses prestigieuses consœurs américaines, semble encore lointin.

régionale de l'emploi chez Électricité de France (EDF), a aussi fait son entrée au conseil d'administration d'AMU en janvier 2016, ainsi que M. Johan Benci-venga, le président de l'Union pour les entreprises des Bouches-du-Rhône, une émanation du Mouvement des entreprises de France (Medef).

« En échange des capitaux qu'elles ont à présent à récolter auprès des entreprises, les universités doivent adapter leurs offres de formation aux besoins de l'économie, c'est-à-dire d'abord aux besoins des entreprises en matière de main-d'œuvre. Il leur revient, pour dire les choses autrement, d'assurer l'employabilité des futurs salariés », écrit l'historien Christophe Granger (7). Les entreprises partenaires poussent à des formations utilitaristes. Ainsi, EDF s'est fait tailler des diplômés sur mesure avec les masters « Modélisation et expérimentation des matériaux pour le nucléaire » et « Génie des procédés appliqués au nucléaire ». Pour le chercheur, ce changement de paradigme est lié au fait que « les universités ne disent plus qu'elles enseignent : elles prétendent assurer l'insertion professionnelle de leurs étudiants-clients. Elles n'osent plus dire qu'elles dispensent du savoir : elles vendent un à-valoir sur le marché du travail. »



depuis la fusion. « On intervient auprès de la direction quand les gens ne vont pas bien et doivent changer de service, explique-t-il. Les personnels ont fait des choix par défaut, mais, une fois qu'ils ont été mutés, leur poste ne correspondait pas forcément à leurs compétences, ou alors ils ne s'entendaient pas avec leur hiérarchie, dont le management est devenu de plus en plus agressif. » Lui-même a dû changer de service : avec les doublons qu'a aussi créés la fusion, il a fait un *bore-out* (ou syndrome d'épuisement professionnel par l'ennui). « Avec la

La centralisation qui a accompagné la fusion a également apporté son lot de lourdeurs administratives pour les enseignants et les étudiants. La demande pour installer une table sur l'un des campus pour un événement quelconque requiert dorénavant trois semaines de délai, le temps d'être validée par tous les échelons. Obtenir un ordre de mission pour se rendre à un colloque relève du parcours du combattant. Même les photocopies nécessitent dorénavant des bons de commande.

dossiers : « Nous votons de façon globale, sur des tableaux qui contiennent des listes de cent à cent cinquante dossiers », précise Philippe Blache. Le président Berland, réélu au premier tour pour quatre ans (avec 27 voix contre 5 et 4 bulletins blancs ou nuls), le 5 janvier 2016, n'a pour ainsi dire pas d'opposition au sein du conseil d'administration, qui prend pour finir toutes les décisions ; ces conseils ont donc tout d'une chambre d'enregistrement. M. Tom Orofino, étudiant en sociologie et élu de l'Union nationale des étudiants de France (UNEF), enrage : « Quand on manifeste notre désaccord, ça n'a aucune conséquence. » La Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), le syndicat étudiant largement majoritaire à AMU, s'y est d'ailleurs résignée et préfère éviter toute contestation. « Ce n'est pas sur notre vote que ça se joue, remarque l'un de ses représentants, M. Renaud Argence. Aussi, nous préférons dire que nous avons des doutes ou qu'il faudrait retravailler un point particulier que de voter contre, car on sait que ça ne changera rien, mais que ce pourrait être préjudiciable à nos relations de travail par la suite. »

Pour M. Orofino, la présidence s'est « mis les étudiants dans la poche » en attribuant aux associations une subvention de fonctionnement de 300 euros sans

Les conseils d'administration restreints (entre 24 et 36 membres, au lieu des 30 à 60 permis par la loi Savary) ont été mis en place par M<sup>me</sup> Fioraso pour que les entrepreneurs, invités à y prendre part, « y voient plus clair (6) ». Sept ou huit « personnalités extérieures », supposées mieux avisées de ces « réalités du monde » que l'université prend dorénavant pour horizon, font partie des administrateurs. Le conseil régional, la communauté du Pays d'Aix et la mairie de Marseille ont ainsi des représentants au Pharo. M<sup>me</sup> Michèle Boi, directrice

## Illusion d'interdisciplinarité

OPÉRÉE en partie au nom d'une meilleure lisibilité de l'offre de formation, notamment en sciences, la fusion n'a pas toujours eu l'effet escompté. Ainsi, Delphine Thibault, responsable de la licence « Sciences de la vie et de la Terre », regrette cette dénomination : « Auparavant, à Marseille, nous avions une spécificité autour des sciences de la mer qui était de fait très lisible. » Conséquence collatérale de la fusion, divers parcours ont été regroupés et le ministère n'a pas accepté d'intituler précis : « Cela nous demande plus de démarches pour nous faire connaître aux niveaux régional et national. »

Toutefois, la crainte principale des opposants à la fusion, une baisse de l'offre de formation pour réduire les coûts, ne s'est pas réalisée. Si certaines options ont été supprimées, c'est « faute de combattants », indique Michèle Gally, responsable du master lettres. La méfiance reste pourtant de mise. En effet, l'offre de formation actuelle a été créée en 2011, avant la fusion. Elle la prenait en

compte en supprimant les filières qui existaient à plusieurs endroits, en particulier en sciences. Mais, pour 2018, les mots d'ordre sont la mutualisation et l'interdisciplinarité.

« Les nuages s'accumulent peut-être à l'horizon », estime Michèle Gally. Pour elle, « cette fausse cohérence et cette illusion d'interdisciplinarité nuisent à la recherche et même à la formation ». Alors que les thématiques envisagées concernent notamment le *big data* et les villes connectées, une partie du secteur sciences humaines et sociales s'inquiète à l'idée de devenir la cinquième roue du carrosse.

CHRISTELLE GÉRAND.

(5) Le conseil d'administration de l'université, le conseil des études et de la vie universitaires et le conseil scientifique.

(6) « Fioraso : "Il faut ouvrir" les universités aux entreprises », *Les Échos*, 26 novembre 2012.

(7) Christophe Granger, *La Destruction de l'université française*, La Fabrique, Paris, 2015.

## Un à-valoir sur le marché du travail

IL EST CEPENDANT des dossiers sur lesquels l'administration centrale se montre redoutablement rapide et efficace : les « investissements d'avenir », appels à projets gouvernementaux dotés de 22 milliards d'euros. Ces fonds visent à faire émerger « des pôles capables de rivaliser avec les plus grandes universités du monde ». AMU a fait partie des huit universités sélectionnées : en 2012, elle a reçu 750 millions d'euros – une dotation reconduite en avril 2016 – et s'avère l'une des grandes bénéficiaires des « politiques d'excellence » (lire l'article ci-dessous).

Le système de financement par projets favorise le « clientélisme », regrette Philippe Blache, directeur du laboratoire Parole et langage. Certes, la présidence ne joue aucun rôle dans l'acceptation des

appels à projets. Toutefois, si les experts externes évaluant les projets estiment, par exemple, que vingt d'entre eux méritent d'être financés mais que seuls dix peuvent l'être, le choix final est fait en interne. « Aujourd'hui, le lieu essentiel des décisions est la présidence. Une décentralisation serait indispensable – il en va de la survie même de la vie démocratique de l'université », poursuit cet ancien élu au conseil scientifique d'AMU. Il souligne un « manque de confiance dans les instances intermédiaires », qu'il s'agisse des facultés, des départements d'enseignement ou des laboratoires de recherche, « sans cesse obligées de monter des dossiers, d'exposer des demandes pour répondre à une vision selon laquelle tout doit remonter au niveau central ». Il estime qu'il passe

## La loterie des appels à projets

LES « INVESTISSEMENTS d'avenir » se déclinent en « initiatives d'excellence » (Idex), qui permettent d'obtenir des fonds pour financer des « laboratoires d'excellence » (Labex) et des « équipements d'excellence » (Equipex). Au jeu des appels à projets, Aix-Marseille Université (AMU) est un concurrent redoutable : elle a obtenu vingt-deux Labex et onze Equipex. Là réside toute l'ambiguïté des regroupements d'établissements voulus par le gouvernement français (lire l'article ci-dessus). Ils sont coûteux : à Aix-Marseille, l'harmonisation à la hausse du régime indemnitaire du personnel, le rachat des licences, la réfection des locaux et la mise en place des logiciels communs ont nécessité 10 millions d'euros, ponctionnés sur le fonds de roulement (1). Mais ils permettent d'engranger les importantes sommes dévolues aux « initiatives d'excellence », qui « privilégient clairement la fusion des universités en un seul site », comme le relevaient vingt et un présidents d'université (2). « Les choix faits établissent clairement une volonté de concentration des moyens au profit d'universités dites de recherche "de rang mondial" situées au sein des métropoles... à l'image d'AMU, constataient-ils.

Mêlant les approches philosophique, historique et physique, notamment autour de thèmes transversaux comme l'environnement, la licence « Sciences et humanités » fait partie des projets qui ont bénéficié du label « initiative d'excellence » : « Des sommes colossales réservées à quelques établissements et, au sein de ces établissements, à quelques secteurs », résume Mathieu Brunet, codirecteur de ce cursus. Pour ce maître de conférences à cheval sur cette formation « d'excellence » et sur le cursus classique, il est « difficile d'assumer

que des moyens importants soient déployés pour soixante étudiants alors que la masse n'a pas grand-chose à se mettre sous la dent ».

Toutes « autonomes » depuis 2012, les universités peinent en effet à exercer leurs « responsabilités et compétences élargies », en particulier la gestion de la masse salariale, qui augmente mécaniquement chaque année avec l'ancienneté des fonctionnaires. Ce phénomène n'a été que partiellement pris en compte par l'État : la non-compensation représente au total 98 millions d'euros, qui ont dû être pris en charge par les universités concernées, rapportent les sénateurs Jacques Gasparrin et Dominique Gillot (3).

POUR FAIRE face à cette difficulté, AMU et les autres universités transforment beaucoup de postes de titulaire en postes ATER (attaché temporaire d'enseignement et de recherche), contrats d'un an renouvelables une fois et rémunérés au lance-pierre (4). Leur nombre ? « Confidentiel », botte en touche la direction des ressources humaines. Le « soutien de base », dotation de début d'année au montant fixe qui doit permettre aux laboratoires de financer leurs factures d'électricité comme leurs missions, a été fortement réduit au niveau national. Consciente de la difficulté, AMU a augmenté cette dotation de 30 % en moyenne, en particulier pour les sciences sociales, qui peinent à obtenir d'autres sources de financement via les appels à projets gérés par l'Agence nationale de la recherche (ANR), dont les fonds diminuent également : de 728,9 millions d'euros en 2012 à 555,1 millions d'euros en 2016.

Pour Philippe Delaporte, directeur du laboratoire LP3 (Laser, plasma et procédés photoniques), gagner des appels à projets est vital : « Un laser coûte deux fois le soutien de base d'une année », détaille-t-il en montrant l'écran de surveillance face à son bureau, qui donne sur une salle contenant 2 millions d'euros d'équipement. Derrière la fenêtre, le mont Puget surplombe le parc national des Calanques. Delaporte regrette que le taux de succès lors de ces appels ne soit que de 8 %, dans la mesure où un an s'écoule entre le dépôt des préprojets et l'attribution du financement. « Les chercheurs exposent d'abord leur projet en cinq pages et l'envoient à des rapporteurs. S'il est présélectionné, il faut le détailler en trente pages, dont une partie "Calcul du budget et propriété intellectuelle" faite avec – voire parfois par – les services administratifs du CNRS [Centre national de la recherche scientifique] et de l'université. Ça consomme du temps, donc de l'argent, pour quelque chose qui relève un peu de la loterie », estime-t-il.

CE FONCTIONNEMENT par projets qui oriente les recherches constitue une fausse bonne idée, selon de nombreux universitaires. Le physicien Albert Fert soulignait par exemple que ce modèle n'aurait pas permis de financer ses travaux, alors « loin des thèmes à la mode ». « Je n'ai pas démarré mes travaux [sur les multicouches magnétiques] en me disant que j'allais augmenter la capacité de stockage des disques durs. Le paysage final n'est jamais visible du point de départ », soulignait-il en 2007, après

avoir reçu le prix Nobel (5). Pour l'historien Christophe Granger, la recherche par projets subvertit même « les formes élémentaires de la vie scientifique » : « En privilégiant la science biomédicale, et en son sein la recherche contre le cancer, et en son sein encore la génétique au détriment des approches métaboliques, en privilégiant les "nouvelles technologies" et les sciences de l'environnement, en imposant partout, et tout spécialement au sein des sciences humaines et sociales, l'empire des neurosciences et de leur instrumentalisation (neuro-histoire, neurodroit, etc.), l'actuelle politique de la recherche anéantit le nécessaire pluralisme des objets, des méthodes et des raisonnements qui est au principe de l'intellection [la compréhension] scientifique du monde (6). »

C. G.

(1) Compte sur lequel les universités doivent légalement garder l'équivalent d'un mois de fonctionnement.

(2) « Quel avenir pour l'enseignement supérieur et la recherche français ? », *Mediapart.fr*, 29 mai 2015.

(3) Avis présenté par M. Jacques Gasparrin et M<sup>me</sup> Dominique Gillot au nom de la commission de la culture, de l'éducation et de la communication sur le projet de loi de finances pour 2016, Sénat, Paris, 19 novembre 2015.

(4) Un ATER à plein temps (128 heures de cours ou 192 heures de travaux dirigés par an) est rémunéré environ 1 650 euros net. Pour une charge d'enseignement identique, un maître de conférences avec trois ans d'ancienneté perçoit près de 2 200 euros.

(5) « Le Prix Nobel Albert Fert plaide pour une recherche libre », *Le Monde*, 25 octobre 2007.

(6) Christophe Granger, *La Destruction de l'université française*, La Fabrique, Paris, 2015.

# Cette France en

« **Q**UAND on s'est quittés, je... j'avais les larmes aux yeux. » Assis dans sa cuisine, à Lamballe (Côtes-d'Armor), M. Joseph Carfantan, 87 ans, une vie de chauffeur de poids lourds dans l'agroalimentaire derrière lui, balbutie sa peine. « Il tutoyait tout le monde ! Le docteur Toqué, c'était un peu comme mon gars. » « Ne parle pas de lui au passé, papa !, s'amuse M. Jean-Paul Carfantan, son vrai "gars", selon l'état civil. Il est parti au Mans exercer à l'hôpital. En attendant, Lamballe est devenu un désert médical. » Le fils Carfantan a dû faire jouer ses relations pour trouver un médecin à son père – « c'est quasiment du piston ». Lui aussi chauffeur de poids lourds, il a contacté le professionnel qui lui faisait passer ses visites annuelles.

À première vue, Lamballe, située à quelques encablures de la côte bretonne, desservie par une gare où s'arrête le TGV, parsemée d'usines agroalimentaires – Le Gouessant et la Cooperl, près de trois mille employés à elles deux – et affichant un taux de chômage inférieur à la moyenne nationale (1), n'a rien d'un « désert ». Pourtant, la ville est classée « zone fragile » en offre de soins de premier recours par l'Agence régionale de santé (ARS) Bretagne (2). Avec le départ du Dr Jean-Marc Toqué et de l'une de ses collègues en janvier 2016, puis la retraite d'au moins trois autres généralistes en 2016, la moitié des quatorze mille habitants n'auront bientôt plus de médecin traitant. Ils rejoindront les trois millions de Français qui vivent dans un désert médical (3). Le phénomène frappe depuis peu de petites agglomérations (jusqu'à 25 000 habitants) : près de 70 % d'entre elles peinent à trouver des remplaçants aux professionnels de santé qui les quittent (4).

À la diminution du nombre de médecins, due au numerus clausus à l'université (voir le graphique page 23), s'ajoute une répartition sur le territoire de plus en plus inégale. Si le littoral et les grandes villes restent épargnés, les patients éprouvent dans de nombreuses zones des difficultés notables à accéder aux soins de proximité ou doivent attendre de longs mois pour obtenir un rendez-vous avec un spécialiste. « Écoles, collèges, lycées, piscines, salles de spectacle : il y a pourtant tout ce qu'il faut ici !, tempête M. Georges Kérauffret, facteur lamballais retraité, désormais dépourvu de médecin traitant. Comment vais-je faire pour me soigner ? Je vais appeler le SAMU ? Longtemps on a eu tous les spécialistes, ici... Il n'y en a presque plus. »

Le Dr Toqué voue depuis l'enfance un culte dévorant à son métier. Après un accident de santé dont fut victime sa sœur, ce fils d'ouvrier agricole angevin jura si fort qu'il deviendrait médecin qu'il y parvint, parfaite anomalie sociologique dans sa faculté : « Aux premières vacances de Noël, mes copains de promo partaient au ski. Je n'avais jamais entendu parler de ça... Pendant qu'ils étaient à Courchevel, je bossais comme correspondant dans un journal local pour financer mes études. » Près d'un médecin sur deux (45 %) vient d'une famille de cadres ou de professions intellectuelles supérieures. Ce recrutement ne favorise pas leur installation dans les zones à faible densité médicale (5). Lorsque le Dr Toqué pose sa plaque à Lamballe, en 1986, ses confrères l'invitent au Rotary Club : « J'y suis allé une fois ou deux... Je n'ai pas insisté, et eux non plus. » En revanche, il insiste pour pratiquer une médecine humaine : de

\* Journaliste.

## « Ministre des comptes »

IMPORTÉE des États-Unis, la « théorie de la demande induite » irrigue les rapports officiels depuis le début des années 1990 : « On observe clairement que plus la densité en médecins spécialistes augmente dans une aire géographique, plus la consommation médicale augmente. Le phénomène est bien connu : l'offre suscite sa propre demande », indique un Livre blanc de 1994 (1). Ainsi, la réduction de l'offre et sa concentration permettent de diminuer les dépenses publiques : « C'est la doctrine de l'assurance-maladie », souligne M. Dominique Colas, directeur du centre hospitalier de Lamballe. On nous l'enseignait à l'École nationale de santé publique : il faut réduire l'offre de proximité, concentrer les équipements techniques – donc réduire l'accès aux soins. On ne va pas aller voir la sage-femme de la maternité toutes les semaines si elle est à cinquante kilomètres... »

Nommé à Lamballe en 2002, M. Colas est devenu président de l'Association nationale des centres hospitaliers locaux (ANCHL) voilà un peu plus de deux ans. Il a connu depuis une inspection, un passage de la chambre régionale des comptes... et un contrôle fiscal. « Pendant dix ans, il n'y avait rien eu. Donc c'est un peu bizarre, commente-t-il en souriant. Mais ça fait partie du jeu... » Le « jeu » implique de ne pas dénoncer sans cesse, comme il le fait, le « dogme » de la « réduction des dépenses publiques » qui guide les politiques de santé en France depuis plus de trente ans. Tandis qu'en 1981 la ministre de la solidarité nationale Nicole Questiaux affirmait que « l'équilibre des comptes n'est pas une fin en soi », son successeur Pierre Bérégovoy se nommera lui-même, deux ans plus tard, « ministre des comptes » (2). Depuis, la même logique financière s'applique.

P. S.

(1) Raymond Soubie, Jean-Louis Portos et Christian Prieur, *Livre blanc sur le système de santé et d'assurance maladie*, La Documentation française, Paris, 1994. Cité dans Marc-Olivier Déplaud, *La Hantise du nombre. Une histoire des numerus clausus de médecine*, Les Belles Lettres, Paris, 2015.

(2) Bruno Palier et Giuliano Bonoli, « Entre Bismarck et Beveridge. "Crises" de la sécurité sociale et politique(s) », *Revue française de science politique*, n° 4, Paris, 1995.



TENDANCE FLOUE

DENIS BOURGES. – Portrait de Christophe, médecin de campagne dans les Côtes-d'Armor, 2008

**Entre 2007 et 2016, le nombre de généralistes en France a diminué de 8,7 %. Plus de trois millions de personnes peinent désormais à trouver un médecin traitant. D'abord apparu dans les zones rurales, ce problème touche désormais de petites villes comme Lamballe, une commune bretonne gagnée par le désert médical.**

### UNE ENQUÊTE DE PIERRE SOUCHON \*

longues consultations, à domicile, y compris dans les fermes reculées. Jusqu'en 2012 : « Je ne vais pas pouvoir continuer comme ça, assure-t-il alors à *Ouest-France* (30 janvier 2012), anticipant les départs en retraite de ses confrères. On ne passera pas 2015. Aucune personne jeune ne voudra venir s'installer. » En janvier 2016, la prophétie s'est réalisée. Face à une surcharge de travail qui lui a valu de graves ennuis de santé, le Dr Toqué a dû quitter la ville pour devenir praticien hospitalier.

Pendant trois ans, il avait pourtant essayé de lutter contre la désertification médicale à la tête de l'association Procom santé, qui regroupe la centaine de professionnels de santé de Lamballe : « Il s'agissait de créer un lien entre professionnels, résume le médecin, de les amener à travailler ensemble pour une meilleure prise en charge de la patientèle. » Nous relevons que cette phraséologie sonne légèrement creux. Il reconnaît : « C'est vrai, c'est la langue des consultants. D'ailleurs, le premier

que l'ARS nous a refilé, on l'a renvoyé au bout de trois mois. On ne comprenait rien à ce qu'il disait. » Car, dès septembre 2012, l'ARS propose son soutien à Procom : se félicitant du « dynamisme des professionnels de santé de Lamballe », l'agence subventionne l'association et la dote d'un consultant. « Puis on en a eu un second (6). Avec lui, ça a beaucoup mieux fonctionné, ironise M. Toqué. Au début, on s'est rendu compte qu'il n'y avait aucune cohésion entre les infirmières et les généralistes. Donc, le consultant nous a conseillé de mettre en place des classeurs. C'était très ambitieux, ça, les classeurs ! On s'est mis à faire des réunions : qui finance les classeurs ? Les médecins ? Les infirmiers ? Il faudrait faire un devis auprès d'un imprimeur... Bon, les classeurs, ça a duré plus d'un an et ça a été enterré. » La mise en place d'un logiciel commun a connu un destin identique, alors même que la présence des professionnels de santé aux réunions de Procom était indéniable par l'ARS. « Le consultant a également reçu des dizaines de milliers d'euros. Ça n'a servi à rien », ajoute le Dr Toqué, qui, jusqu'au bout, a tenté de lutter contre le désastre à venir.

En juin 2015, l'ARS organise un « généraliste dating ». À travers un film de soixante secondes vantant les mérites du lieu, il s'agissait de convaincre des internes de venir s'installer dans une ville désertée. Le Dr Toqué réalise donc une vidéo et se rend à la faculté de médecine de Rennes. « J'étais là, devant mon stand, avec mon film, à attendre le client. Il y avait des petits fours comme je n'en avais jamais vu de ma vie, près de deux cents personnes – beaucoup de gens de l'ARS et une foule d'élus locaux... mais aucun interne. Au bout de deux heures, je me suis lancé à la recherche d'étudiants. J'ai fini par en trouver sept ou huit. Je leur ai fait ma réclame pour Lamballe, ils écoutaient poliment... Puis une jeune fille m'a glissé qu'ils se fichaient complètement de ce truc, qu'ils étaient juste là pour valider des heures de cours. » Repro-

duite à Brest, l'initiative a été relayée par les médias locaux et nationaux, mais sans réels résultats...

Investie dans Procom dès le départ, M<sup>me</sup> Soizic Ramage, infirmière à domicile, résume : « J'adorais cette association. Mais c'est vrai qu'on aura surtout réussi à mettre des visages sur des noms. » Accomplie en trois ans, cette prouesse explique sans doute la joie de M<sup>me</sup> Annick Vivier, directrice de la délégation Côtes-d'Armor de l'ARS : « Nous avons beaucoup travaillé à des projets qui aujourd'hui aboutissent (7) », annonçait-elle il y a quelques mois ; des projets qui vont « révolutionner le paysage de l'offre de premier recours (8) ». ... Lorsqu'on fait observer le décalage entre ces déclarations triomphantes et la situation lamballaise à M<sup>me</sup> Marine Chauvet, directrice adjointe de l'offre ambulatoire de l'ARS, elle s'étonne : « Vous me l'apprenez. Des milliers de patients sans médecin à Lamballe ? On n'a pas eu ces remontées. »

## La sacro-sainte liberté d'installation des praticiens

Créées en 2010 par la loi « Hôpital, patients, santé et territoires » (HPST) avec pour objectif affiché d'améliorer le service public de santé, les ARS ont d'emblée été la cible de la révision générale des politiques publiques (RGPP) : depuis leur création, elles doivent baisser leur masse salariale de 2 % par an (9). « Dans les délégations territoriales, on n'a ni les moyens financiers ni les compétences d'avant, regrette un haut fonctionnaire au ministère de la santé, qui requiert l'anonymat. *Ingénieurs du génie sanitaire, médecins inspecteurs de santé publique : les corps qui portaient la planification des soins disparaissent petit à petit, et on refile le bébé à des consultants qui n'y connaissent rien. Mais ils sont très utiles pour faire des économies – ils coûtent toujours moins cher que des fonctionnaires – et surtout pour donner une forme de neutralité à l'action publique à coups de Power-Point... »*

Sans compter qu'en matière de démographie médicale, les meilleures volontés du monde se heurtent à la liberté d'installation des médecins. Ce « pilier » revendiqué de la médecine libérale,

(1) Au dernier trimestre 2015, il était de 9 %, contre 10 % au niveau national. « Zoom territorial. Bassin d'emploi de Lamballe », Pôle emploi Bretagne, juin 2016.

(2) « Les zonages des professionnels libéraux », dans « Projet régional de santé Bretagne 2012-2016 », ARS Bretagne, Rennes, février 2014.

(3) Hervé Maurey, « Déserts médicaux : agir vraiment », Rapport d'information du Sénat n° 335, Paris, 5 février 2013.

(4) « L'offre de soins dans les petites villes : dans la difficulté, les maires innovent », Association des petites villes de France, Paris, février 2016.

(5) « L'origine sociale des professionnels de santé », *Études et résultats*, n° 496, direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES), Paris, juin 2006.

(6) La société de conseil, Décision publique, n'a pas donné suite à nos demandes d'entretien.

(7) *Ouest-France*, Rennes, 11 janvier 2016.

(8) *Côtes-d'Armor Magazine*, n° 146, Saint-Brieuc, octobre 2015.

(9) Christine Rolland et Frédéric Pierru, « Les agences régionales de santé deux ans après : une autonomie de façade », *Santé publique*, vol. 25, n° 4, Laxou, 2013.

ET INCURIE DES POUVOIRS PUBLICS

# mal de médecins

inscrit dans les textes depuis 1927, les place en position de force : «Lorsqu'on arrive dans les nombreuses communes qui se mettent en quatre pour trouver un professionnel, on fixe nos conditions, salariales, immobilières, puis on dit aux élus que c'est à prendre ou à laisser», raconte la docteure Caroline Rouxel, qui vient de terminer ses études. Le nouveau président de Procom, M. Pierre-Yves Pioto, veut d'ailleurs pousser l'avantage : «Pour attirer les jeunes confrères, Lamballe devrait créer une zone franche pour les médecins.» Un acteur de la santé locale s'esclaffe : «Oui! On saisit l'ONU, l'OTAN et l'Union européenne, et on déclare la principauté de Lamballe...» Président de la commission santé du pays Centre Ouest Bretagne, M. Jean-Pierre Hémon s'amuse un peu moins : «Les zones franches, d'une certaine manière, cela existe déjà.» Dans la brochure éditée par l'ARS qu'il nous tend, les «aides pour les professionnels de santé de Bretagne» sont si nombreuses qu'il faut trente pages pour les détailler. Les «exonérations de taxe foncière» côtoient les «exonérations de cotisations patronales», en passant par les «exonérations d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés». Cette dernière mention illustre l'extension aux professions de santé des dispositifs d'aides publiques imaginés pour les entreprises privées.

Il existe pourtant des différences entre ces deux bénéficiaires : «Quand on sort jeune médecin, alors que les citoyens vous ont payé dix à douze ans d'études et que la Sécurité sociale va rendre solvables tous les clients qui entrent chez vous, qu'on vous demande de passer cinq ou dix ans dans des zones rurales ou dans des quartiers de nos villes où il n'y a plus de médecins, ça ne paraît pas aberrant», considérait M<sup>me</sup> Martine Aubry en octobre 2011, lors du troisième débat entre les six candidats à la primaire du Parti socialiste pour l'élection présidentielle. Le futur chef de l'État lui avait rétorqué : «Enfin, franchement, vous pensez qu'on peut obliger quelqu'un qui a fait des études à aller en Corrèze?» La profondeur de cette réflexion explique certainement pourquoi, une fois au pouvoir, M. François Hollande a reconduit les mêmes mesures incitatives, bien qu'elles aient largement fait la preuve de leur inutilité. La Cour des comptes a relevé qu'elles étaient «très peu connues des intéressés et loin d'être toutes évaluées. Quand elles le sont, elles se révèlent inefficaces (10)». Il devient alors difficile de comprendre la logique d'une telle politique. À moins de considérer, comme le Sénat, que «le souci de ne pas heurter les médecins et les futurs médecins a jusqu'à présent paralysé nos gouvernants (11)»...

Le Dr Toqué a annoncé son départ de Lamballe durant l'été 2015, soit quelques mois avant les élections régionales de décembre. L'une de ses patientes, la sénatrice communiste des Côtes-d'Armor Christine Prunaud, était donc bien placée pour saisir l'enjeu : «Je suis sceptique par rapport à l'ARS, nous expliquait-elle pendant la campagne électorale de l'automne. Ils parlent de chiffres dans tous les domaines.»

Le Front de gauche, quant à lui, a organisé deux réunions publiques sur la santé; il a été la seule organisation politique à le faire. À Dinan, la tête de liste Xavier Compain et M<sup>me</sup> Christiane Caro, membre de la commission nationale santé du PCF, échangeaient avec une quarantaine de personnes; toutes s'appelaient par leurs prénoms. La soirée fut largement consacrée aux nombreuses attaques que subissait le service public, sur le ton de la déploration. «Il y a beaucoup de solutions, de l'argent dans les paradis fiscaux», relevait M<sup>me</sup> Caro. L'espoir, c'est de réagir ensemble, de bâtir quelque chose ensemble. À quiconque lui fait remarquer que la «réaction ensemble» a singulièrement manqué à Lamballe, à quelques kilomètres de là, M<sup>me</sup> Caro décerne le qualificatif de «gauchiste».

## La gauche peine à se mobiliser

Militant du Parti de gauche (PG) des Côtes-d'Armor et candidat du Front de gauche aux élections régionales, M. Jacques Quiniou s'enthousiasme pour ses camarades espagnols : «On a rencontré récemment un militant de Podemos Madrid, nous rapporte-t-il. Il a raconté comment ils s'y prenaient pour gagner les consciences : par exemple, lorsqu'ils apprennent qu'il y a un engorgement permanent aux urgences d'un hôpital, ils y vont à un ou deux. Ils discutent avec les gens de leurs problèmes, parlent des services publics en désobéissance, convainquent quelques personnes qu'il faut agir et reviennent le lendemain à plusieurs. Ils mènent à nouveau leur travail d'enquête et de persuasion dans l'hôpital, et sont capables quelques semaines plus tard d'installer un mouvement dans ses murs. À un petit truc de la vie quotidienne, ils donnent un tour politique et réussissent une mobilisation.» Rien de tel en France, où M. Quiniou incrimine une forme de prêt-à-penser militant qui incite peu à aller au contact : «Il faudrait que je compte le nombre de textes que le Parti de gauche [local] a pondus sur l'état d'urgence. Il y en a eu plein, et on a organisé une manif. La crise paysanne bretonne, elle, qui dure depuis des mois, qui est sous nos fenêtres, avec des gens qui crèvent... on n'a même pas fait un communiqué là-dessus. Pas un seul.»

Le Front de gauche a finalement réuni en Bretagne moins de 4 % des suffrages lors du premier tour du 6 décembre 2015. Si la réélection aisée de M. Jean-Yves Le Drian à la tête de la région suggère qu'ici le Parti socialiste a mieux résisté qu'ailleurs dans le pays, le Front national (FN) s'est invité pour la première fois au second tour (avec près de 19 %), après avoir triplé son nombre de voix au premier tour depuis les élections de 2010. «Les adhésions pleuvent, se félicite M<sup>me</sup> Odile de Mellon, secrétaire départementale du FN costarmorcain. Il y a deux ans et demi, nous

avions 170 adhérents. Nous en sommes à 700 aujourd'hui, et des gens nous rejoignent chaque semaine, prêts à militer.» La disparition des médecins, celle des écoles, des services des impôts, la corruption, la concurrence européenne : «Les gens qui viennent nous voir en veulent à peu près à tout», indique M<sup>me</sup> de Mellon.

Malgré ses origines espagnoles, M. Pierre Batalla n'a pas consulté les militants de Podemos. Ce Lamballais d'adoption a pourtant un penchant pour les manifestations et autres mobilisations : CRS au début de sa carrière, il a terminé commissaire divisionnaire de la police nationale. Cette affectation aux missions régaliennes de l'État conduit ce retraité, dorénavant privé de médecin traitant, à des raisonnements implacables : «La protection de la santé est garantie par la Constitution. Ce qui se passe à Lamballe n'est donc pas normal du tout.» Armé de ce constat, il a interpellé l'ARS – et tout ce que la Bretagne compte d'élus – fin décembre; en vain. «Halte au manque de médecins à Lamballe!», a-t-il alors proclamé sur un polycopié qu'il a laissé chez les professionnels de santé locaux, en appelant au terme d'un court argumentaire à le rejoindre dans son combat. En quelques semaines, il a réuni plus de 1200 signatures. Fort de ce mouvement dans une ville de 14 000 habitants, M. Batalla a constitué un comité de soutien aux patients sans médecin. Nerveuse, la mairie de Lamballe l'a déjà reçu plusieurs fois...

«Toutes les communes de l'agglomération sont touchées par la désertification médicale.» À cent cinquante kilomètres au sud-ouest de Lamballe, Concarneau (Finistère) jette ses remparts dans

l'océan. Réunis dans une association citoyenne, À bâbord toute!, Hélène, Marie-Andrée, Michèle et René se penchent depuis deux ans sur le sujet. Ils rencontrent la totalité des acteurs de santé locaux, mènent une longue enquête de terrain – cent cinquante habitants interrogés –, font plusieurs conférences publiques, puis, en décembre 2014, fondent l'association Accès à la santé pour tous. Objectif : mettre en place à Concarneau un centre de santé, où les médecins, tous salariés, pratiqueraient le tiers payant exclusivement en secteur 1 – soit au tarif servant de base au remboursement de la caisse d'assurance-maladie, actuellement 23 euros pour une consultation. «Depuis deux ans, on croise régulièrement les chargés de mission de l'ARS. Ils nous certifient qu'ils s'occupent du dossier... On n'a encore rien vu venir.» En revanche, leur association a reçu les encouragements de la caisse primaire d'assurance-maladie et des réponses favorables de pas moins de six jeunes médecins, intéressés par leur projet. Avec la suppression du conseil de l'ordre des médecins et la nationalisation des grandes sociétés pharmaceutiques, la création de centres de santé figurait parmi les cent dix propositions du candidat François Mitterrand en 1981 (12). Du temps où la santé était une question politique...

PIERRE SOUCHON.

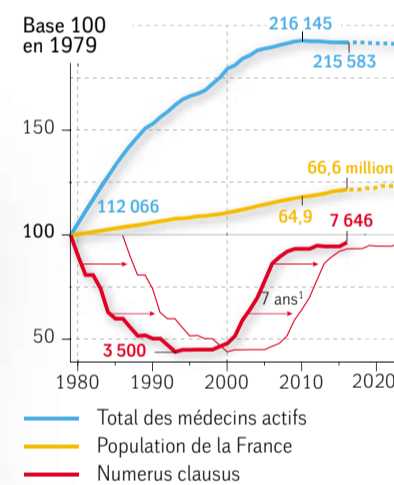
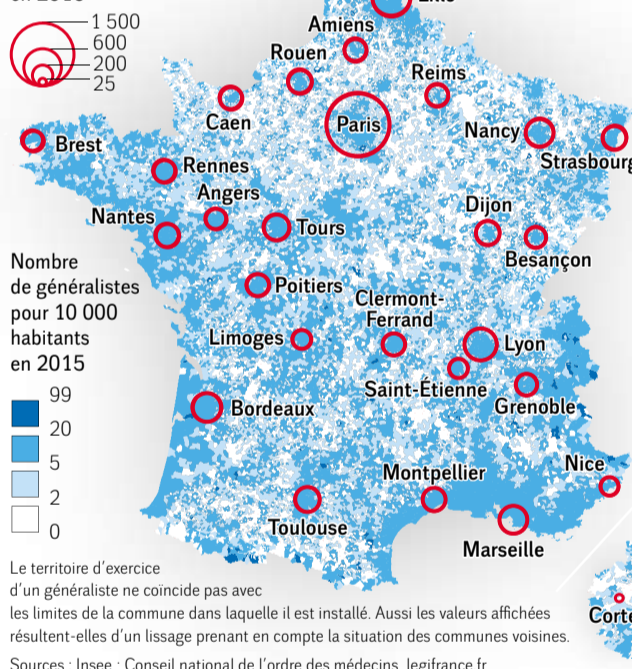
(10) «La Sécurité sociale 2011. Rapport sur l'application des lois de financement de la sécurité sociale», Cour des comptes, Paris, septembre 2011.

(11) Rapport d'information du Sénat n° 335, op. cit.

(12) Lire Paty Frechani-Maujore, «Les municipalités laissent mourir les centres de santé», *Le Monde diplomatique*, avril 2014.

## Une concentration qui aggrave la pénurie

Nombre d'étudiants admis en deuxième année de médecine (numerus clausus) en 2016



Le nombre de médecins en exercice baisse depuis 2010, alors que plus du quart d'entre eux a plus de 60 ans. C'est le résultat d'une réduction drastique du nombre d'étudiants admis en 2<sup>e</sup> année. La hausse régulière de la part des médecins ayant obtenu leur diplôme à l'étranger (22,7 % des inscriptions à l'ordre en 2015) ne suffit pas à répondre aux besoins d'une population qui croît toujours.

SARAH CABARRY



ASSOCIATION  
LES AMIS  
DU MONDE  
DIPLOMATIQUE



### RÉGIONS

**ARIÈGE.** Le 6 septembre, à 20 heures, salle des fêtes d'Artigat : «Services publics à crédit. À qui profitent les partenariats public-privé?», avec Nicolas de La Casinière. Le 20 septembre, à 19h30, au centre culturel multimédia du Mas-d'Azil, «Histoire et actualité de la Palestine», avec Huguette Lagarde, autour du film de Maryse Gargouet *La Terre parle arabe*. (micsans@gmail.com)

**AURILLAC.** Le 22 septembre, à 18 heures, à la Maison des associations, place de la Paix : réunion des AMD-Cantal. Le 30 septembre, à 20 heures, sur Radio Pays d'Aurillac (107.4), diffusion de l'émission «Les débats du Diplo». (burlito15@gmail.com)

**CARCASSONNE.** Le 22 septembre, à 20h30, au cinéma Le Colisée : projection de *Confusion* de Laurent Nègre, suivie d'un débat avec Jean-Pierre Bousquet, ancien directeur du service photo de l'Agence France-Presse. En partenariat avec les Amis du Cinoch et Attac Aude. (amd11@free.fr)

**CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE.** Le 9 septembre, à 18 heures, au kiosque du Grand Jard, débat sur la Turquie à partir de l'article de Selahattin Demirtaş «L'homme qui se prend pour un sultan», paru dans *Le Monde*

*diplomatique* de juillet 2016. Rencontre organisée avec le collectif Nuit debout. (sylvain-champon@hotmail.fr)

**GIRONDE.** Le 23 septembre, à 19 heures, à la bibliothèque du Haillan, 30, rue de Los Heros : «Regards sur la réalité du travail», avec Danièle Linhart. «Cafés-Diplo» : le 6 septembre, à 20h30, salle Aragon à Port-Sainte-Foy-et-Ponchapt; le 12 septembre, à 12h45, au Poulailleur, place du 14-Juillet à Bègles (déjeuner diplomatique); le 21 septembre, à 20h30, au café de l'Orient, place François-Mitterrand à Libourne; et le 28 septembre, à 19h30, au Poulailleur à Bègles. (amis.diplo33@gmail.com)

**LA ROCHE-SUR-YON.** Le 10 septembre, à 10 heures, au Grand Café, 4, rue Georges-Clemenceau : «café-Diplo» autour de «Voter plus n'est pas voter mieux» d'Alain Garrigou et «Brexite», les raisons de la colère» de Paul Mason (août). (michelmerel54@laposte.net)

**LILLE.** Le 28 septembre, à 20 heures, au cinéma Le Méliès, centre commercial du Triolo, rue Traversière à Villeneuve-d'Ascq, projection du film *1336 jours. Des hauts, débats, mais debout*, suivie d'un débat avec le réalisateur Claude Hirsch. (amdnoord@yahoo.fr)

**METZ.** Le 8 septembre, à 18h30, petite salle des Coquelicots, 1, rue Saint-Clément, «café-Diplo» sur l'actualité nationale et internationale. Le 8 septembre, à 19 heures, au FRAC Lorraine, 1 bis, rue des Trinitaires : *Lettres à Max*, avec l'artiste-réalisateur Éric Baudelaire.

Le 11 septembre, à 18 heures, au Caméo-Ariel : «Les médias informent-ils?», projection d'*Épouvantails, autruches et perroquets*, suivie d'un débat avec le réalisateur Olivier Taymans et Denis Robert. En partenariat avec Attac, La Chaouée, La Vie nouvelle, *Le Nouveau Jour J* et la filière journalisme de la faculté des sciences humaines et sociales de Metz. (christopher.pollmann@univ-lorraine.fr)

**MONTARGIS.** Le 6 octobre, à 20h30, amphithéâtre du lycée agricole du Chesnoy, route de Nevers : «Le business est dans le pré : les dérives de l'agro-industrie», avec Aurélie Trouvé. En partenariat avec le lycée agricole. (piherry@orange.fr)

**MONTPELLIER.** Le 29 septembre, à 20 heures, salle Guillaume-de-Nogaret, rue Pitot : rencontre avec Joëlle Zask pour son livre *La Démocratie aux champs* (La Découverte). (amis-diplo34@orange.fr)

**RENNES.** Le 29 septembre, à 19 heures, au Knock, 48 rue de Saint-Brieuc, «café-Diplo» à partir des articles «Une Europe à refaire» de Serge Halimi, «Le legs britannique à l'Europe» de Bernard Cassen (juillet) et «Brexite», les raisons de la colère» de Paul Mason (août). (yves.paris-tad@wanadoo.fr)

**TOULOUSE.** Le 7 septembre, à 20h30, à la Bourse du travail : «Services publics à crédit. À qui profitent les partenariats public-privé?», avec Nicolas de La Casinière. Le 19 septembre, à 20h30, salle San Subra, 2, rue San-Subra : «Après le "Brexite", où va-t-on?», avec François Morin. Le 29 septembre, à 20h30,

au cinéma American Cosmograph, projection-débat autour de *La Tourmente grecque*, en présence du réalisateur Philippe Menut. (amd-toul@gmail.com)

**TOURS.** Le 8 septembre, à 20 heures, au cinéma Le Studio : réunion de rentrée. Le 9 septembre, à 20h30, à l'association Jeunesse et Habitat, 16, rue Bernard-Palissy : «Après les attentats en France, comment raison garder?». Le 15 septembre à 19 heures, le 19 septembre à 11 heures et le 21 septembre à 13 heures sur Radio Béton (93.6), présentation du *Monde diplomatique* du mois. (pic.arnaud@orange.fr)

### RÉGION PARISIENNE

**PARIS.** Le 15 septembre, à 19 heures, au Lieu-Dit, 6, rue Sorbier, «café-Diplo» autour du *Manière de voir* n° 148, «Artistes, domestiqués ou révoltés?», avec Evelyne Pieiller. (amis.diplo.75@gmail.com)

**YVELINES.** Le 17 septembre, à 17 heures, à l'hôtel de ville de Versailles, salle Montgolfier : «Les réfugiés», avec Amnesty International. (eveleveque@wanadoo.fr)

### HORS DE FRANCE

**GENÈVE.** Le 13 septembre, à 18h30, au café-restaurant Le Platane, 91, boulevard de la Cluse : «café-Diplo» autour de l'article de John R. MacArthur «Union forcée autour de Hillary Clinton» (août). (claudesumi@gmail.com)

## VINGT ANS D'INDÉPENDANCE, ÇA SE FÊTE!

Samedi 8 octobre, à partir de 14 heures, l'association fête ses 20 ans au Centquatre, 5, rue Curial, Paris 19<sup>e</sup>. L'occasion de revenir sur vingt ans d'indépendance et d'engagement autour du mensuel.

Programme détaillé et inscription :  
www.amis.monde-diplomatique.fr/20ans



LITTÉRATURES

ÉTATS-UNIS	EUROPE	MONDE ARABE
<p><b>LES ÉMEUTES RACIALES DE CHICAGO. Juillet 1919.</b> – Carl Sandburg <i>Anamosa, Paris, 2016, 240 pages, 17,50 euros.</i></p> <p>Le 27 juillet 1919, un jeune Noir qui se baigne dans le lac Michigan s'aventure sur la partie de la plage de Chicago tacitement réservée aux Blancs. Victime des jets de pierres d'un groupe d'adolescents, il finit par se noyer sous l'œil complice d'un policier. S'ensuivent quinze jours d'émeutes qui font 38 morts – majoritairement des Afro-Américains – et 537 blessés. Quelques semaines avant ces événements, le <i>Chicago Daily News</i> avait commandé à l'écrivain Carl Sandburg une série d'articles sur la condition des Noirs de la ville. Traduits pour la première fois en français, ces textes apportent un éclairage inédit sur l'« été rouge » de 1919. Ils dépeignent une cité profondément déstabilisée par la « grande migration » qui, à partir de 1910, voit des millions de Noirs quitter le Sud ségrégationniste pour venir s'installer dans le nord des États-Unis, notamment à Chicago, où la population afro-américaine double en moins de dix ans. Dans les quartiers, dans les usines, cette secousse démographique génère de nombreuses tensions qui permettent de saisir la dimension sociale des affrontements de 1919.</p> <p>BENOÎT BRÉVILLE</p>	<p><b>POUTINE: UNE VISION DU POUVOIR.</b> – Hubert Seipel <i>Éditions des Syrtes, Genève, 2016, 365 pages, 22 euros.</i></p> <p>Depuis 2010, Hubert Seipel a mené avec le président russe une série d'entretiens. L'introduction témoigne d'une étrange conception du journalisme: « <i>La proximité est la condition nécessaire pour recueillir des informations qui dépassent la mise en scène.</i> » Un jour, M. Vladimir Poutine a amené le journaliste allemand dans sa chapelle privée, où il a attiré son attention sur le portrait de sainte Élisabeth, membre de la famille impériale exécutée par les bolcheviks et récemment canonisée. Ce qui donne à Seipel l'occasion de revenir sur la réunification de l'Église orthodoxe, que le président Poutine a largement favorisée pour contribuer au rayonnement de son pays. L'auteur livre (et souvent étaye) les opinions du président sur l'Alliance atlantique, l'Église orthodoxe ou encore l'homosexualité. Pour ceux qui souhaitent se forger quelques armes critiques à l'égard de ce discours, mieux vaut ne pas s'en tenir à cet ouvrage.</p> <p>HÉLÈNE RICHARD</p> <p><b>LES EAUX-DELÀ DU DANUBE. Études d'ethnologie balkanique.</b> – Marianne Mesnil et Assia Popova <i>Petra, Paris, 2016, 360 pages, 28 euros.</i></p> <p>Les Balkans n'en finissent pas de fasciner les Occidentaux, alors même que cette région aux contours incertains et à la géographie contestée est toujours présentée comme un envers négatif de l'Europe occidentale. Deux anthropologues dialoguent ici d'une rive à l'autre du Danube, l'une côté roumain, l'autre côté bulgare. Pour analyser les stéréotypes forgés par l'Occident, la réflexion sur le « balkanisme » prolonge celle d'Edward Saïd sur l'orientalisme, mais le national-communisme à la roumaine a lui-même alimenté ce genre de clichés. En témoignent l'histoire, minutieusement analysée, du Musée du paysan roumain de Bucarest ou celle de l'« invention » de la région du Maramures comme lieu d'ancrage et mythe ethnographique d'une paysannerie originelle. Une contribution essentielle à des débats hautement politiques, puisées des arguments culturalistes ont été invoqués pour justifier la guerre du Kosovo ou se retrouvent à la base des malentendus et des non-dits du projet d'intégration européenne.</p> <p>JEAN-ARNAULT DÉRENS</p>	<p><b>LES ARMÉES DANS LES RÉVOLUTIONS ARABES: POSITIONS ET RÔLES.</b> Perspectives théoriques et études de cas. – Sous la direction de Saïd Haddad <i>Presses universitaires de Rennes, 2016, 144 pages, 13 euros.</i></p> <p>Cet ouvrage collectif analyse le rôle de l'armée dans six pays (Tunisie, Libye, Égypte, Algérie, Irak et Syrie), articulant « <i>la position occupée par les forces armées au sein d'un système social</i> » avec leurs composantes internes. Ainsi, la chute de M. Hosni Moubarak en Égypte s'expliquerait, entre autres, par « <i>l'attitude hostile de l'armée à l'égard des politiques de privatisation et de l'entrée des hommes d'affaires dans les principaux cercles de décision</i> », ainsi que par la prépondérance de la police comme « <i>gardienne du régime</i> ». Marginalisée au profit de forces paramilitaires et fragilisée par des « <i>solidarités tribales et familiales</i> », l'armée libyenne demeure concurrencée par diverses milices. Quant à l'armée syrienne, elle devrait son maintien, en partie, au ralliement orchestré par le régime de la « <i>bourgeoisie urbaine à l'élite militaire, en particulier sunnite, consolidant son assise confessionnelle, mais surtout socio-économique</i> ».</p> <p>NICOLAS APPELT</p> <p><b>LE CALIFAT. Histoire politique de l'islam.</b> – Nabil Mouline <i>Flammarion, coll. « Champs Histoire », Paris, 2016, 288 pages, 9 euros.</i></p> <p>L'historien et politologue Nabil Mouline propose une approche socio-historique du califat, du VII<sup>e</sup> siècle à nos jours, considéré comme « <i>une construction sociale, un artefact</i> ». Ainsi, les dynasties revendiquant la tête de l'institution politico-religieuse se sont heurtées aux « <i>princes autonomes</i> » ainsi qu'à des dignitaires religieux – les oulémas – qui n'ont cessé de « <i>dépouiller le calife de son autorité religieuse en accaparant une bonne partie de ses pouvoirs législatifs</i> ». Symbole de « <i>l'obsession de l'unité</i> », le califat apparaît ici comme un totem pour justifier des politiques de conquête ou de défense de la part des souverains ottomans, mais aussi des puissances coloniales française et anglaise, avec leurs projets de « <i>contre-califes</i> ». Bien qu'officiellement aboli en 1924, le califat trouve une postérité à travers des régimes qui « <i>l'instrumentalisent pour se maintenir au pouvoir et/ou mener une politique étrangère plus ou moins ambitieuse</i> ». L'Organisation de l'État islamique (OEI) l'utilise dans une stratégie basée sur une reterritorialisation.</p> <p>N. A.</p>
<p><b>ASIE</b></p> <p><b>J'AURAIS VOULU POUVOIR VOUS LES MONTRER. Conférences, notes de festivals, dessins.</b> – Satyajit Ray <i>G3J éditeur, Paris, 2015, 154 pages, 29 euros.</i></p> <p>Né dans une famille d'artistes, Satyajit Ray (1921-1992) aurait pu être peintre, musicien, romancier. Il a d'ailleurs composé des musiques pour ses films, a adapté à l'écran plusieurs de ses nouvelles et, dans ce recueil rassemblant vingt-deux de ses articles sur le cinéma, on découvre plusieurs de ses dessins. Il est le premier cinéaste indien à avoir acquis une réputation mondiale après un Lion d'or à Venise en 1957 pour <i>Aparajito (L'Invincible)</i>, son deuxième film. Dans ses textes, il défend un cinéma narratif qui s'appuie sur la « <i>subtile complexité des relations humaines</i> ». Il déplore que le cinéma indien, dont presque rien n'a subsisté d'avant l'indépendance, n'ait pas contribué à la « <i>naissance d'une nation</i> ». « <i>J'aurais voulu pouvoir vous les montrer</i> », lui assure Charu Roy, vieux metteur en scène dont tous les films ont disparu.</p> <p>Satyajit Ray pointe le paradoxe d'un pays qui n'a droit qu'à quelques lignes dans les livres d'histoire du cinéma alors qu'il est le plus grand producteur de films du monde. N'oublant jamais qu'il travaille « <i>sous les yeux de l'Occident</i> », il n'a cependant pas renoncé à s'adresser en priorité à un public bengali « <i>sans utiliser aucun des ingrédients principaux du cinéma populaire bengali: les chansons, le mélodrame et la verbosité</i> ». En une trentaine de films, Ray aura construit, comme l'affirme Charles Tesson dans son éclairante préface, une œuvre « <i>essentielle et toujours d'actualité</i> ».</p> <p>PHILIPPE PERSON</p> <p><b>MA TERRE EMPOISONNÉE. Vietnam, France, mes combats.</b> – Tran To Nga <i>Stock, Paris, 2016, 304 pages, 19,50 euros.</i></p> <p><i>Ma terre empoisonnée</i> est un livre de Mémoires sombre. Tran To Nga y relate une existence à bien des égards exceptionnelle, mais qu'elle ne dissocie jamais de celle de ses camarades: tous ont fait corps pour l'indépendance du Vietnam. Née en 1942 dans le Sud, l'auteure a connu la piste Ho Chi Minh, les maquis, pratiqué l'espionnage... Au-delà des activités de résistance demeurent les épreuves: le calvaire de sa mère, des « <i>cages à tigre</i> » du bague de Poulo Condor jusqu'à l'assassinat dans des conditions troubles; la torture en prison; et la mort de sa fille, condamnée dès la naissance à cause de l'« <i>agent orange</i> ». Outil de la guerre chimique menée par les Américains à partir de 1961, l'herbicide fourni par Monsanto et Dow Chemical a été déversé sur 10% de la surface du pays, empoisonnant les sols et les habitants. Entre 2,1 et 4,8 millions de Vietnamiens auraient été exposés directement au poison. Passé le désengagement des grandes puissances, l'« <i>agent orange</i> » tue encore, ce dont s'exonère Washington. La guerre a été gagnée, la paix est difficile, c'est entendu. Mais justice n'a pas été rendue.</p> <p>XAVIER MONTHÉARD</p> <p><b>BIRMANIE. Les chemins de la liberté.</b> – Sylvie Brieu <i>Albin Michel, 2016, 377 pages, 22 euros.</i></p> <p>Au moment où la Birmanie s'ouvre au monde, à l'issue d'élections historiques qui ont porté au pouvoir le parti de M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi, Sylvie Brieu, grande reporter spécialisée dans les peuples autochtones en résistance, nous livre un récit intense des réalités birmanes, très peu explorées. Dans son sillage, on rencontre des femmes et des hommes qui se battent pour leur peuple, leur liberté, leur dignité: M<sup>me</sup> Wai Wai Nu lutte pour faire connaître la détresse des Rohingyas, musulmans du nord de l'Arakan, terriblement stigmatisés; « <i>Mary</i> » explique la terrible guerre qui a repris dans l'État kachin depuis juin 2011 et qui a déjà fait plus de cent mille déplacés. Qu'ils ou elles soient môn, chin, shan... leurs témoignages dessinent un pays complexe où la diversité est niée, bousculée, manipulée, malmenée, et où la montée d'un bouddhisme nationaliste casse l'image lisse des brochures touristiques. À la lecture de l'ouvrage, on reste toutefois impressionné par ces réseaux discrets et efficaces.</p> <p>GENEVIÈVE CLASTRES</p>	<p><b>AFRIQUE</b></p> <p><b>ÉRYTHRÉE. Un naufrage totalitaire.</b> – Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Franck Gouéry <i>Presses universitaires de France, Paris, 2015, 344 pages, 21 euros.</i></p> <p>L'actuelle vague d'émigration érythréenne a attiré l'attention sur ce petit pays de la Corne de l'Afrique. Les politistes Jean-Baptiste Jeangène Vilmer et Franck Gouéry présentent l'État qui fait tant fuir ses citoyens. Ils démontrent pourquoi on peut parler de totalitarisme. Ils commencent par dresser la généalogie d'un régime issu de la guérilla contre l'Éthiopie. Depuis l'indépendance en 1991, Asmara organise la concentration du pouvoir: fermeture du pays aux organisations non gouvernementales étrangères, conscription obligatoire à durée indéterminée, décomposition du lien social... Les auteurs, qui mettent en lumière les rouages de l'endoctrinement de masse, s'interrogent sur la viabilité à long terme d'un tel système. Selon eux, la politique menée conduira à la destruction de l'État. Ils laissent aussi entrevoir que les Érythréens sont loin d'avoir abandonné toute volonté de résistance.</p> <p>FLORENCE WENZEK</p>	

# Renoncer ou mourir

Double suicide manqué aux 48 cascades d'Akamé de Kurumatani Chokitsu

Traduit du japonais par Véronique Perrin, Vagabonde, Paris, 2016, 208 pages, 18,50 euros.

« **L**ES VILLES modernes ont partout cette propriété secrète d'aspirer en le canalisant le flux des vagabonds qui cherchent du travail, mais disons qu'à Amagasaki le secret est mis à nu. Et j'étais arrivé ici comme les autres, tous réduits à la dernière extrémité. » Double suicide manqué aux 48 cascades d'Akamé (1998), le premier livre du japonais Kurumatani Chokitsu (1945-2015), qui vient d'être traduit en français, ne s'offre pas comme une bluette où serait raconté un Japon technologique et lisse. Dans la baie d'Osaka, le long de la rivière Yodogawa, la ville d'Amagasaki est un faubourg défiguré par les usines sidérurgiques qui attirent les Coréens en quête de travail. Une sorte de cour des miracles accueillant tous les exclus, prostituées et maquerelles, voyous traîne-savates, jusqu'aux cadres et employés (*salary men*) en rupture de ban, comme Ikushima Yoichi, le narrateur.



À la suite d'un dépit amoureux, ce trentenaire s'est enfermé dans une existence de rien, incapable de retrouver l'estime de lui-même. Successivement larbin de service à l'entrée d'une auberge à Himeji, garçon de cuisine à Kyoto, gérant d'une gargote à Motomachi, où les bandits de Kobé se donnent rendez-vous, puis d'un troquet pour parieurs, il a choisi la voie du renoncement parmi les *hinin*, la caste des non-humains à laquelle appartiennent les mafieux qui l'entourent. « *Je végétais près de la gare de Deyashiki, sur la ligne Osaka-Kobé, dans un quartier aux gouttières rouillées où je passais mes journées à empaler des bouts de tripe ou de la viande de poulet pour le compte d'une marchande de brochettes. C'était, si j'inclus deux années de chômage à Tokyo, ma sixième année de survie dans cette existence d'épave.* »

Ikushima Yoichi est un homme hanté par ses pensées, par les mots et par les images. Outre qu'il fait des rêves troublants durant lesquels il court, le dos en feu, il ne peut s'arracher à la contemplation d'Ayachan, la belle prostituée. À l'affût de tous les signes, l'homme l'observe et, « *dans le mouvement des yeux qui se détournent, la saisit tout entière* ». Tout irait bien si le « *copain* » de la fille, un tatoueur aux yeux rougis, ne semblait incarner l'immuable Fudo Myoo, figure la plus virile de la colère du Bouddha qui détruit par le feu les puissances hostiles, représentant le patron « *sombre et grimaçant des métiers dangereux et de ceux qui ont choisi la voie extrême* », c'est-à-dire la pègre. Et finalement se joue la tragédie antique au bout de laquelle il n'y a que la fuite par le double suicide amoureux, thème classique du théâtre traditionnel japonais, le kabuki, aux quarante-huit cascades des gorges d'Akamé (*aka*, c'est-à-dire rouge; *mé*, yeux), terrain d'entraînement, au Moyen Âge, des ninjas, ces autres *hinin*.

Confronté aux œuvres parodiques d'autres écrivains japonais, le « *roman du moi* », cette fiction de l'intimité à la mode insulaire, a connu un sursaut éblouissant avec cet ouvrage de Kurumatani Chokitsu. À l'instar du *Bateau-Usine* (1929) de Kobayashi Takiji, *Double suicide manqué aux 48 cascades d'Akamé* est un roman à peine qui énonce magistralement la perte de substance de l'homme moderne, dont l'énergie déclinante ne permet plus de profiter de sa « *vie mystérieuse* », cette part secrète pour laquelle « *mourir ne serait pas un prix trop cher à payer* ».

ÉRIC DUSSERT.

## SCIENCE

# Des insectes et des hommes

EN CE 10 AOÛT 1926, un monoplane décollait d'une piste sommaire de Tallulah, en Louisiane, pour une mission historique: la première tentative de collecte d'insectes en avion. Les résultats furent vertigineux. Selon les estimations des chercheurs, une colonne d'air située entre 15 et 4200 mètres au-dessus de la campagne louisianaise sur une superficie d'un kilomètre carré contenait en moyenne 36 millions d'insectes. Dans les filets des chercheurs, des coccinelles, des fourmis ouvrières aptères, seize espèces de guêpes parasitoïdes *Ichnumon*, des araignées, etc. Cette anecdote ouvre *Insectopédie* (1), que les éditions Wildproject ont eu la bonne idée de traduire. Elle rappelle une vérité: les insectes sont partout autour de nous.

L'histoire du monoplane dit aussi en creux toute la démesure d'un livre sur les insectes et la folle entreprise dans laquelle s'est lancé Hugh Raffles, figure singulière de l'anthropologie américaine contemporaine. Habité par le goût du défi, ce spécialiste des interconnexions entre humains et non-humains a poussé le vice jusqu'à s'intéresser à l'animal probablement le plus éloigné de l'homme et le plus étranger à lui, celui avec lequel toute identification paraît impossible. Pourtant, du XII<sup>e</sup> siècle à nos jours et de la Chine au Niger en passant par le Japon, l'Italie, le Népal ou les États-Unis, les hommes ont noué de multiples formes de relation avec ces lilliputiens injustement méprisés, proclame Raffles.

Au fil de cette vraie-fausse encyclopédie en vingt-six chapitres déroulés par ordre alphabétique, l'auteur explore avec une subjectivité assumée ce qui se joue dans nos interactions avec eux. Il dissèque par exemple une activité en pleine renaissance à Shanghai: le combat de grillons. Plus loin, il se passionne pour les « *garçons-aux-insectes* », ou *konchu-shonen*. Ces très jeunes Japonais sont encouragés à pratiquer la chasse aux lucanes cerfs-volants et aux scarabées rhinocéros, et à les élever. Un phénomène qui révèle, selon Raffles, la « *sensibilité exacerbée des Japonais pour leur entourage non humain* »...

Ce tour du monde non exhaustif des relations hommes-insectes peut se lire comme une entreprise de déconstruction de notre dégoût à leur égard. La plupart du temps, on les juge en fonction du danger qu'ils représentent. Hier la malaria, aujourd'hui le virus Zika. Le premier réflexe est de réclamer leur extermination. Au-delà des ravages écologiques bien connus des insecticides, l'intellectuel rappelle que toute tentative de cet ordre s'est soldée par un échec. Les insectes sont bien trop nombreux. « *Il faudra bien que nous apprenions à cohabiter* », écrit Raffles dans une tentative de réconciliation.

*Insectopédie* offre une illustration concrète du concept de « *pilotage de la nature* » développé par Catherine et Raphaël Larrère dans *Penser et agir avec la nature* (2). Appelant à sortir de ces oppositions traditionnelles entre

nature et être humain, les Larrère montrent les limites de l'idée de préservation d'une nature sauvage mythifiée qu'il conviendrait de mettre sous cloche. Une logique occidentale-centrée qui s'est forgée à partir du modèle idéalisé des parcs nationaux américains, et qui a longtemps prévalu.

Permettant d'aller « *par-delà nature et culture* (3) », comme le propose Philippe Descola, les Larrère estiment que le concept de biodiversité transcende cette dualité. Il ne s'agit plus de choisir entre l'homme et la nature, mais de se soucier davantage des relations entre les hommes, où qu'ils habitent, et de la diversité des formes de vie. « *C'est la reconnaissance d'un monde, monde commun aux humains et aux non-humains* », qui est en jeu. Dans toutes leurs actions, les hommes doivent comprendre qu'ils pilotent l'écosystème qu'eux-mêmes habitent. *Insectopédie* comme *Penser et agir avec la nature* se lisent comme de puissants plaidoyers en faveur de la diversité, biologique et culturelle.

LUCIE GEFFROY.

(1) Hugh Raffles, *Insectopédie*, Wildproject, Marseille, 2016, 436 pages, 24 euros.  
(2) Catherine Larrère et Raphaël Larrère, *Penser et agir avec la nature. Une enquête philosophique*, La Découverte, Paris, 2015, 280 pages, 23 euros.  
(3) Philippe Descola, *Par-delà nature et culture*, Gallimard, coll. « *Blanche* », Paris, 2005.



## DU MONDE

## L'atelier des espoirs

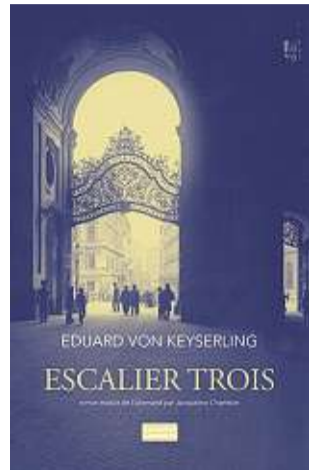
Escalier trois  
d'Eduard von Keyserling

Traduit de l'allemand par Jacqueline Chambon,  
Jacqueline Chambon, Paris, 2016,  
240 pages, 22 euros.

IL DEVRAIT y avoir un prix pour les éditeurs qui défendent un auteur contre vents et marées, sans spéculer sur les gains immédiats ou les faveurs et défaveurs (généralement fantasmées) du public. C'est le cas de Jacqueline Chambon, qui, avec une belle constance, s'applique à publier, et souvent aussi à (très bien) traduire, comme c'est le cas ici, l'œuvre d'Eduard von Keyserling, qui reste malgré tout peu connue en France. Sans doute parce qu'avec Gustave Flaubert, Honoré de Balzac et les frères Goncourt, la France est le berceau du réalisme et qu'il lui semble peu nécessaire d'aller voir ailleurs. Domage, car des écrivains comme Keyserling, héritier de Theodor Fontane, l'auteur de cet *Effi Briest* qu'aimait Samuel Beckett, méritent plus d'attention.

D'origine germano-balte, il est né en 1855 aux confins de la Prusse-Orientale, dans l'actuelle Lettonie, ce que l'on appelait la Courlande, alors administrée par la Russie impériale. Pourtant, *Escalier trois* se déroule dans un cadre très éloigné des grandes plaines du Nord : Vienne, où Keyserling est parti poursuivre ses études en 1877 après avoir été renvoyé de son université d'origine pour des raisons obscures.

Publié en 1892, ce deuxième roman de l'auteur, qui a alors 37 ans, fait expressément référence à cette période viennoise, quelque quinze ans plus tôt, qui lui a permis de prendre ses distances avec son milieu. Lothar von Brückmann, comme l'auteur, est originaire de Prusse-Orientale ; c'est un étudiant bon vivant, mais blasé des plaisirs à bon marché et du goût de la décadence arboré comme une fleur à la



boutonnière par la jeunesse romantico-nationaliste. Une rencontre de hasard, un soir dans une auberge, avec un homme pétri de convictions socialistes redonne soudain un sens à sa vie. Il part se former à Genève, d'où il est ensuite envoyé défendre la « cause » à Vienne, ville joyeuse et insouciance – du moins pour la bourgeoisie aisée.

Il a pour mission d'animer la revue *L'Avenir* et de fédérer les nombreux petits clubs et associations en lutte contre l'oppression sociale. La rédaction se situe au troisième étage d'un immeuble de rapport – « escalier trois ». Lothar y retrouve un ancien ami attiré comme lui par le courant révolutionnaire et y fait la connaissance de jeunes gens pleins de ferveur. C'est le coup de génie de Keyserling de faire de cette maison le personnage principal de son roman, devançant ainsi à sa manière et de presque un siècle Georges Perec, qui écrivait au début de *La Vie mode d'emploi*, à propos de l'animation propre à un immeuble : « *Tout ce qui se passe passe par l'escalier, tout ce qui arrive arrive par l'escalier, les lettres, les faire-part, les meubles (...), le médecin appelé en urgence, le voyageur qui revient d'un long voyage.* » Et, en cette fin de siècle, il en passe et s'en passe des choses dans cette Vienne comparée elle-même à un vaste escalier. Le Prater et les théâtres convoquent aux réjouissances ; dans les rues sillonnées de fiacres se croisent des gens en cafetan, en turban et en haut-de-forme, tandis que partout veille la censure d'un régime autoritaire et paternaliste déjà vermoulu. Le roman de Keyserling est un vrai roman politique, une tragi-comédie saturée de vie et secouée par les contradictions de ses personnages, par leurs espoirs et leurs désillusions. Le grand soir n'a pas lieu ; il laisse la place au crépuscule des âmes tristes.

PIERRE DESHUSSES.

## ARCHITECTURE

## Pour des cités enfin radieuses

LES CENTRES commerciaux font-ils encore rêver l'Amérique ? S'inspirant de Walter Benjamin, le sociologue Marc Berdet présentait les *malls* comme les exemples les plus frappants des « *fantasmagories, lieux clos saturés d'imaginaires, révoirs collectifs* » que le capitalisme façonne « *en vue de canaliser les plaisirs individuels et collectifs* » à son profit (1). Ils ne sont pas seuls en cause : les parcs d'attractions endossent le même rôle. Effaçant le politique, « *la fantasmagorie s'élève ainsi sur le déni du conflit* ». Il s'agit là d'une « *représentation inversée de la réalité : les idéologues parlent de liberté là où il n'y a qu'esclavage, de démocratie là où l'État ne sert que l'intérêt d'une classe* » et de gentils Indiens là où il y a eu génocide. « *Le grand récit de la marchandisation*

*de la ville a aussi ses anti-héros* », hommes politiques ou artistes, de Maximilien de Robespierre à Ken Kesey en passant par Charles Fourier, Karl Marx, Auguste Blanqui, André Breton et Walter Gropius.

Philosophe de l'urbain, Thierry Paquot tient lui aussi le centre commercial pour l'un des éléments-clés d'une « *architecture sans qualité* » (2). L'urbanisme moderne lui apparaît comme un désastre, au sens où l'entend le philosophe Paul Virilio, rêvant d'une « *université du désastre* » qui recenserait et expliciterait les « *accidents* » propres à chaque type de « *progrès* ». Ces accidents majeurs sont « *les cinq dispositifs architecturo-urbanistiques qui sont les grands ensembles, les centres commerciaux, les gratte-*

*ciel, les gated communities [résidences sécurisées] et les "grands projets" (...); ils ont pour traits communs de favoriser à la fois l'enfermement de leurs résidents et leur assujettissement à des comportements normés* ». Paquot tente cependant de dégager des tendances plus positives : « *Déjà percent d'autres façons de faire, non pas de la ville, mais de l'urbanisation avec, sans et contre les villes.* » Et rien n'interdit de rêver : « *Si d'autres formes, inédites, inconnues, impensables aujourd'hui, surgissaient, sans gratte-ciel, sans centres commerciaux, sans autoroutes urbaines ? Des formes où coexisteraient la permaculture, l'agroforesterie, l'agriculture vivrière biologique à l'orée de villes-paysages et de villages urbains ?* »

Parlant de « *la diffusion intense [en France] des postulats corbuséens tellement abâtardis au moment de la reconstruction, après la seconde guerre mondiale* », l'architecte portugais Eduardo Souto de Moura dit « *comprendre alors le trauma encore très vif en France, chez un grand nombre d'hommes politiques, de penseurs et d'architectes à propos du modernisme* ». Dans un recueil richement illustré, consacré à l'architecture portugaise depuis les années 1960 (3), Jacques Lucan rappelle que le régionalisme critique (l'école de Porto), incarné notamment par l'un des architectes majeurs du pays, Álvaro Siza, « *a pour objectif primordial d'amortir l'impact de la civilisation universelle au moyen d'éléments empruntés indirectement aux particularités propres à chaque lieu* ». Ce qui pourra s'entendre comme un « (alter)universalisme ». L'écrivain Dominique Machabert présente quant à lui la démarche de Siza en des termes moins écoresponsables : « *C'est parce qu'il avait pris, à bras-le-corps, les contraintes, mille fois, sans s'en détourner, (...) que l'architecture pouvait se soulager de sa dimension locale, immédiate et fonctionnelle. Qu'une fois accomplie et mieux encore, au-delà de ce qui suffisait, elle pouvait devenir autre chose, exemptée d'usages, art ou ruine sublime, pourquoi pas, inutile.* » Retrouverait-on ici la fantasmagorie capitaliste, le grand rêve de gommer le réel ?

CATHERINE DUFOUR.

(1) Marc Berdet, *Fantasmagories du capital. L'invention de la ville-marchandise*, Zones, Paris, 2013, 256 pages, 22 euros.

(2) Thierry Paquot, *Désastres urbains. Les villes meurent aussi*, La Découverte, Paris, 2015, 224 pages, 17,90 euros.

(3) Nuno Grande (sous la dir. de), *Les Universalistes. 50 ans d'architecture portugaise*, Parenthèses - Fondation Calouste Gulbenkian - Cité de l'architecture et du patrimoine, Marseille-Paris, 2016, 320 pages, 35 euros.

## PHOTOGRAPHIE

## Chroniques du courage

« *J'AI PRIS PARTI.* » Pour Gérald Bloncourt, ce n'est pas un aveu fait à voix basse, comme on admet un délit. Bien au contraire : une fierté. Un leitmotiv pour une vie de photographe communiste. *L'Œil en colère* (1) tient autant des Mémoires que du livre sur les luttes sociales au XX<sup>e</sup> siècle ; il raconte les grèves, l'histoire de la photographie de presse, celle du quotidien *L'Humanité*, les intrigues au sein du Parti communiste français ; il bouillonne de détails techniques, d'anecdotes, se perd parfois dans les méandres des souvenirs personnels. On doit aussi imaginer les photographies plus qu'on ne l'aurait souhaité : la taille trop réduite des reproductions ne permet pas toujours d'en apprécier la portée. Mais qu'importe. Les explications des grands photojournalistes sur la charge politique de leurs images sont rares. Ici, l'euphorie, la rage de la lutte imprègnent comme l'encre du papier savant tacher les doigts. Le regard dans le viseur ? « *En faire une arme !* », clame Bloncourt. Le noir et blanc des bidonvilles portugais de la banlieue parisienne, des sables du Sahara, des rues de Moscou, les visages des ouvriers et des mineurs : autant de témoignages pour combattre



au présent. Et les nuances de gris, teintées de rouge, pour construire l'avenir.

VLADIMIR SLONSKA-MALVAUD.

(1) Gérald Bloncourt, *L'Œil en colère. Photos, journalisme et révolution*, Lemieux éditeur, coll. « *Mundo médias* », Paris, 2016, 224 pages, 18 euros.

## ARTS

MACHIAVEL FACE AU GRAND ÉCRAN.  
– Pablo Iglesias Turrión

*La Contre-Allée*, coll. « *Un singulier pluriel* »,  
Lille, 2016, 168 pages, 15 euros.

L'un des chefs de file du parti de gauche radical espagnol Podemos livre ici une analyse politique du cinéma en quelques cas qui vont de *La Bataille d'Alger* à *Des hommes d'honneur*. Il compare le film de Gilles Pontecorvo sur la guerre d'Algérie à *Apocalypse Now* sous l'angle colonial. « *Pontecorvo, en mettant l'antagonisme au centre du conflit politique, produit une esthétique qui "décolonise", selon les termes employés par Sartre.* » Dans sa représentation de l'autre, Francis Ford Coppola (*Apocalypse Now*) serait en revanche raciste. Musique algérienne dans l'un, Richard Wagner dans l'autre... Les cas présentés ont de quoi interroger : selon l'auteur, le film d'Aléjandro González Iñárritu *Amours chiennes* rejoint les thèses du géographe David Harvey sur les modes de production flexibles et la configuration du capital dans les métropoles comme Mexico, et offre un travail sur la postmodernité et la vénération des fragments. Un épilogue consacré à l'ancien chef de gouvernement espagnol Felipe González rappelle les basses méthodes utilisées contre l'organisation basque Euskadi ta Askatasuna (ETA).

CHRISTOPHE GOBY

LES ANNÉES GODOT. LETTRES II. 1941-1956.  
– Samuel Beckett

*Gallimard*, coll. « *Blanche* »,  
Paris, 2015, 768 pages, 54 euros.

Seules deux biographies de Samuel Beckett ont paru en France, l'une après le Nobel (en 1969), l'autre après sa disparition en 1989. Aujourd'hui, c'est son immense correspondance qui est publiée chez Gallimard. Quatre tomes sont prévus, reprenant 2 500 des 15 000 lettres connues. Dans ce deuxième volume, on suit l'auteur de ses 35 à ses 50 ans. Après des allers et retours entre la France et l'Irlande, des voyages, la Résistance, Beckett se fixe avec Suzanne Dumesnil au 6, rue des Favorites à Paris et, dès 1949, à Ussy-sur-Marne. Ces années sont celles des grandes œuvres – *En attendant Godot* (1949), la trilogie romanesque *Molloy*, *Malone meurt* et *L'Innommable*. Beckett écrit au metteur en scène Roger Blin, à son éditeur Jérôme Lindon, etc. Mais son interlocuteur principal est Georges Duthuit, genre d'Henri Matisse et auteur du *Musée inimitable*. Car s'ouvre la réflexion sur l'art, autour de la peinture.

JEAN-PIERRE SALGAS

## ÉCONOMIE

LES «AMAZONES DE LA TERREUR». Sur la violence politique des femmes, de la Fraction armée rouge à Action directe. – Fanny Bugnon

Payot, coll. « *Bibliothèque historique* »,  
Paris, 2015, 234 pages, 21 euros.

Cette analyse de quelque trois mille articles publiés dans les principaux quotidiens et hebdomadaires nationaux entre 1970 et 1994 décrypte la représentation de la violence des militantes de la Fraction armée rouge (RAF) en Allemagne et d'Action directe (AD) en France. Les occurrences relevées concernent particulièrement quatre d'entre elles : Ulrike Meinhof et Gudrun Ensslin (RAF), Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron (AD). Furies, sorcières, pétroleuses, amazones, mais également égéries ou passionnaires, « *autant de figures saturées liant violence et pouvoir des femmes* » pour les évoquer. Pour *Le Figaro*, *France-Soir*, *Paris Match* ou *Le Monde*, la femme est soit amoureuse et vulnérable, soit manipulatrice (« *femme fatale* », etc.). La relativisation par les sentiments permet de réaffirmer la différence sexuelle et la position de subordination féminine ; la pathologisation renvoie la criminalité des femmes à l'intime de leur sexe. La réprobation atteint son acmé avec l'expression « *femmes incomplètes* », en référence au refus de la maternité. Une lecture saisissante.

NICOLAS NORRITO

## IDÉES

JE N'AI QU'UNE LANGUE, CE N'EST PAS LA MIENNE. Des écrivains à l'épreuve. – Kaoutar Harchi

Pauvert, Paris, 2016, 300 pages, 19 euros.

Cette étude sociologique, dont le titre est emprunté à Jacques Derrida, scrute « *les relations entre l'écrivain non français de langue française et l'institution littéraire française* ». Analysant les cas de cinq romanciers algériens, Kaoutar Harchi montre les liens entre reconnaissance parisienne et enjeux politiques. Kateb Yacine et Assia Djebar se sont méfiés de leur succès, dû au fait que « *l'Algérie devenait commerciale* » pendant la guerre d'indépendance, mais s'en sont néanmoins servis pour dénoncer la colonisation. Aux révoltés va succéder « *l'amphibien culturel* », « *moins rebelle que réactif* », selon Edward Saïd. Pour Harchi, Boualem Sansal et Kamel Daoud auraient accepté la « *dépolitisation* » de leur œuvre et adapté « *stratégiquement [leur] discours à l'horizon d'attente des consacrants* » français. Ce que favoriserait l'absence d'un espace littéraire algérien, espéré par Rachid Boudjedra : ce dernier s'est voulu « *l'écrivain d'une nation* » et a troqué « *par idéologie* » l'arabe pour le français, après avoir dénoncé « *l'ethnocentrisme* » parisien.

ALI CHIBANI

EDGAR MORIN. – Sous la direction de François L'Yvonnet

*L'Herne*, coll. « *Les Cahiers de l'Herne* »,  
Paris, 2016, 272 pages, 39 euros.

De la Résistance dans les rangs des communistes à la rupture avec le parti stalinisé en passant par l'aventure de la revue *Arguments*, des enquêtes sociologiques aux six volumes de sa *Méthode*, le parcours d'Edgar Morin mêle engagements progressistes et recherche intellectuelle. Ce numéro des *Cahiers de l'Herne* cherche à restituer ces entrelacs en multipliant les documents et les textes : regards extérieurs, échanges épistolaires, entretiens, mais aussi articles, voire poèmes ou manuscrits. On a parfois reproché à Morin sa grandiloquence et une certaine propension à forger des concepts jargonneux. Mais sa problématique globale n'est pas indifférente : mettre la « *complexité* », propre aux systèmes sociaux et vivants, au cœur d'une méthode de pensée refusant le mécanisme, le réductionnisme et le fatalisme. Il est en revanche regrettable qu'il conclue trop souvent sur des propositions certes humanistes mais floues et, sur le fond, bien consensuelles : « *enseigner la compréhension* » ou prôner « *l'éthique du genre humain* »... Pour une *crisologie*, republié en parallèle par le même éditeur, est représentatif de ces qualités et de ces limites.

BAPTISTE EYCHART

## SOCIÉTÉ

CHRONIQUES D'EXIL ET D'HOSPITALITÉ. Vies de migrants, ici et ailleurs. – Olivier Favier

*Le Passager clandestin*, Paris, 2016,  
300 pages, 17 euros.

D'emblée, l'auteur prévient : « *On ne trouvera pas dans ce livre d'invitation à la pitié.* » Mais les récits d'une humanité « *furtive* », celle des migrants : des échanges à hauteur d'homme, c'est-à-dire d'égal à égal. Pour cela, Olivier Favier a sillonné les lieux connus et moins connus : Calais, la porte de la Chapelle à Paris, Saint-Ouen, la Calabre. Les voyages, ce sont eux, Mamadou, Mohamed, Tatiana, Abakar... qui les lui ont racontés. Tous ont connu la fuite face aux oppressions, les risques, le cynisme des passeurs et l'indifférence ou l'hostilité des pays dits « *d'accueil* ». Une situation loin d'être nouvelle en Europe, comme l'auteur le rappelle dans la première partie du livre. Reporter, historien et traducteur, il a rédigé ces chroniques entre octobre 2013 et mars 2016. La plupart ont été publiées sur son site *Dormira* jamais. Il dédie ce recueil à son grand-père maternel, immigré italien arrivé en France en 1924.

ARNAULT DE MONTJOIE



TÉLÉVISION

**SEX AND THE SERIES.** Sexualités féminines, une révolution télévisuelle. – Iris Brey

Soap Éditions, Mionnay, 2016, 240 pages, 18,90 euros.

Déjà, *Buffy contre les vampires* (1997-2003) détournait le stéréotype de la jeune héroïne blonde et vulnérable, et mit en scène un fameux baiser lesbien. Depuis, les séries américaines n'ont cessé de pousser plus loin l'audace en matière de représentation des femmes, de leurs corps, de leurs sexualités, de leurs choix de vie et de leurs rôles sociaux. Avec une accélération ces dernières années : *Girls*, *Masters of Sex*, *The Good Wife*, *Orange is the New Black*, *Transparent*... Les productions grand public, comme celles de Shonda Rhimes (*Grey's Anatomy*, *Scandal*, *How to Get Away with Murder*), se montrent parfois nettement plus féministes que les séries « d'auteur », quitte à ruser avec les contraintes et la censure qu'imposent les chaînes. Docteur en cinéma, Iris Brey explore quelques-unes de ces précieuses conquêtes fictionnelles. On regrettera seulement une édition un peu bâclée et un champ peut-être trop vaste, qui ne permet pas toujours d'approfondir les analyses.

MONA CHOLLET

SPORT

**LE FOOTBALL DES NATIONS.** Des terrains de jeu aux communautés imaginées. – Sous la direction de Fabien Archambault, Stéphane Beaud et William Gasparini

Publications de la Sorbonne, Paris, 2016, 266 pages, 18 euros.

En menant une réflexion sur le football et la nation, les auteurs ne peuvent éviter d'affronter la critique de ce sport comme allié du nationalisme. Le récent championnat d'Europe en a témoigné dans les stades, les « fan zones » et les médias. Au-delà, voire à rebours de cette évidence, l'ouvrage rappelle le rôle du football dans la construction des nations, qui n'est pas nécessairement celui de stimulant du nationalisme. Son histoire s'insère dans celle de chaque pays pour forger une vision du destin commun, avec une mémoire, une image de soi collective. Mais, de l'Italie de la Squadra Azzurra à l'Argentine de l'Albiceleste en passant par la Russie, l'Allemagne, le Brésil ou la France, les récits se construisent de manière différenciée. Ainsi, dans le cas de la Seleção, « les défaites sont également expliquées par la position dominée du Portugal dans le cadre européen »... Dans le football aussi, démonstration est ainsi faite que l'histoire n'est pas finie.

ALAIN GARRIGOU

POÉSIE

**L'ESPOIR POUR SEULE PROTECTION.** – Olivia Elias

AlfAbarre, Paris, 2016, 104 pages, 11 euros

En filigrane du recueil d'Olivia Elias, poétesse de la diaspora palestinienne, court l'espoir en « une vie belle, pas une vie barbelée et tunnels » pour « les Indiens d'Orient ». Un espoir nourri de la certitude « d'être de ce pays » dont elle célèbre « la beauté ardente / dans les effluves d'orange et de jasmin ». Tout en dénonçant l'occupation, elle rappelle à quel point cette terre fut, autrefois, une terre d'accueil, et affirme sa foi en la solidarité. Elle prie les victimes de la barbarie nazie de revenir pour « démanteler murs et barbelés » et parler. Parler afin que « le plus jamais ça devienne réellement vrai / vrai pas seulement pour quelques-uns qui seraient entre tous élus / mais pour tous les engagés les errants d'aujourd'hui ». Ses poèmes offrent un territoire à ses frères persécutés et exilés, aux enfants de Gaza devenus enfants des tunnels qui font des dessins pour ceux de Fukushima, aux hommes et femmes jetés sur les routes d'Afrique et d'ailleurs. Car le poète est un passeur qui hâte les retrouvailles.

FRANCE CHABERT

DVD

**La Trilogie des Balkans,** trois films de Chris Marker

DVD + livret, Arte Éditions, 2016, 120 minutes, 25 euros.

Belle synthèse que ces trois films pour se rappeler ce qui caractérisait le travail documentariste de Chris Marker (1921-2012). Au début des années 1990, il est l'un des tout premiers à filmer les guerres balkaniques, et il le fait à sa manière : en donnant la parole à ceux qui ne l'ont pas mais qui ont toute légitimité pour la prendre. Dans *Casque bleu* (1995), c'est un jeune soldat français engagé dans les troupes des Nations unies en Bosnie, perspicace tant sur l'objectif de sa mission que sur les motivations de ses camarades. *Un maire au Kosovo* (2000) se concentre sur M. Bajram Rexhepi, un chirurgien qui soigne les maquisards de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) et qui deviendra le premier ministre du premier gouvernement kosovar. Avec *Le 20 heures dans les camps* (1993), Marker aide des réfugiés bosniaques de Roska (Slovénie) à trouver leurs moyens d'expression afin de s'approprier un moment quasi fraternel, celui d'un journal télévisé fait par chacun et pour tous.

PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER

HISTOIRE

La Russie au défi de l'Europe

UNE VIEILLE question taraude la Russie : celle de son identité. Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, l'Europe puis l'Occident (quand cette notion s'est mise à inclure les États-Unis) font figure de modèles et de repoussoirs. L'édition augmentée de l'ouvrage de Marie-Pierre Rey (1) revient sur l'histoire de ce tourment toujours actuel. Premier tsar (d'une longue série) à prendre conscience du retard économique de son pays, Pierre le Grand décide de laver l'affront de ses défaites face à l'Empire ottoman en le modernisant à marche forcée. Ce qui signifie alors s'ouvrir à l'Europe. Le tsar entreprend un voyage incognito qui évite la cour de Versailles et le mène aux villes industrielles d'Angleterre et de Hollande, où « il apprend l'art de construire des navires et le métier de charpentier ». Son oukase de 1698, qui a imposé aux nobles de raser leur barbe et de porter l'habit occidental, est resté célèbre. Mais non moins importantes sont la réforme de l'administration sur le modèle suédois et celle de l'armée sur l'exemple de l'Allemagne, d'où vient le contingent de professeurs qui permet d'ouvrir de nouvelles écoles d'artillerie ou de mathématiques.

Avide de savoir-faire et de capitaux occidentaux, le pouvoir veut cependant bloquer à ses frontières les idées subversives venues d'Europe. Férue de philosophie des Lumières, Catherine II observe, terrifiée, la prise de la Bastille et met immédiatement sous étroite surveillance les étrangers francophones, bientôt soumis à un « serment de haine à la Révolution, de fidélité à la religion et au roi Louis XVI ». Ne pouvant « se contenter de sévir », le tsar Nicolas I<sup>er</sup> promet à partir de 1833 une idéologie officielle exaltant le génie national, alors que son prédécesseur, Alexandre I<sup>er</sup>, vainqueur des troupes napoléoniennes, s'abandonnait déjà à un rêve messianique : « Je dois mon propre salut et ma délivrance à la délivrance de l'Europe de sa ruine », écrit-il à son allié Frédéric-Guillaume III de Prusse. Ironie de l'histoire, ce sont les révolutionnaires qui achèveront ce grand renversement. De copiste appliquée de l'Occident, la Russie bolchevique devient une référence.

Bien qu'on ne coupe plus les têtes, le péril « révolutionnaire » continue d'inquiéter le pouvoir russe. Pour les politistes Marlène Laruelle et Jean Radvanyi (2), les « révolutions de couleur » des années 2000 en Ukraine, en Géorgie ou au Kirghizstan, soutenues par les États-

Unis et leur vigoureux réseau d'organisations non gouvernementales (ONG), marquent un tournant. Tout en justifiant une surveillance plus étroite des ONG étrangères, elles « révèlent l'impossibilité de continuer à présenter l'État russe comme « a-idéologique » ». L'exécutif recourt alors à la notion de « démocratie souveraine » pour « définir le droit de la Russie à construire sa voie de développement sans interférence de l'Occident ». Hier comme aujourd'hui, l'adoption de l'économie de marché ou des institutions démocratiques sert une politique de la puissance. Malgré l'accueil réservé aux experts occidentaux dans les années 1990, la Russie n'a jamais renoncé à défendre ce qu'elle estime être ses intérêts légitimes dans sa zone d'influence ; car, dans l'esprit de ses dirigeants, « il n'y a pas de lien entre les emprunts techniques et politiques puisés dans les pratiques occidentales et la redéfinition de la politique extérieure ».

Plus centrée sur la question sociale, la synthèse de l'historien Jean-Jacques Marie (3) gratte le vernis du discours antioccidental de l'exécutif russe. Pour l'auteur, le logiciel poutine ne s'éloigne guère des « recommandations universelles du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale et de la Commission européenne ». En dépit de la reprise en main par l'État des secteurs stratégiques, comme l'énergie, l'armement et les médias, l'exécutif poursuit « la privatisation des secteurs [qu'il] ne juge pas indispensables à son maintien ». Code du travail, code du logement, code forestier ont été amendés pour flexibiliser la main-d'œuvre, expulser plus facilement les locataires ou encore tailler dans les effectifs des gardes forestiers et des pompiers. L'ouvrage aborde également le syndicalisme en Russie, un sujet mal connu. À l'abri de la répression qui sévit ailleurs, le syndicat dominant s'interroge, de concert avec le patronat, sur la manière d'augmenter la productivité, comme à l'époque soviétique – la propriété privée en plus...

HÉLÈNE RICHARD.

(1) Marie-Pierre Rey, *La Russie face à l'Europe. D'Ivan le Terrible à Vladimir Poutine*, Flammarion, coll. « Champs histoire », Paris, 2016 pour la nouvelle édition augmentée, 510 pages, 8 euros.

(2) Jean Radvanyi et Marlène Laruelle, *La Russie. Entre peurs et défis*, Armand Colin, Malakoff, 2016, 240 pages, 24 euros.

(3) Jean-Jacques Marie, *La Russie sous Poutine*, Payot, coll. « Histoire », Paris, 2016, 336 pages, 22,50 euros.

CINÉMA

Danser dans les usines en grève

DANS L'IMAGINAIRE collectif, un film reste associé au Front populaire : *La Belle Équipe*, sorti sur les écrans en septembre 1936. Cinq ouvriers au chômage, dont un exilé espagnol en instance d'expulsion, gagnent à la loterie nationale et deviennent leurs propres patrons en créant une guinguette en bord de Marne. Le scénario leur réserve bien des déconvenues, jusqu'au drame qui marque l'ouverture de l'établissement. Le réalisateur Julien Duvivier et son scénariste, Charles Spaak, inévitablement influencés par l'atmosphère de l'époque, affirmaient avoir simplement voulu raconter l'histoire d'un groupe d'amis. Mais la cruauté du récit, la fraternité de classe mise à mal, la tragédie finale – dans sa version originale (1) – purent être assimilées à une vision prophétique : le Front populaire comme parenthèse enchantée à la veille du conflit mondial. Revoir le film aujourd'hui nous éloigne de sa mythologie et nous le fait simplement inscrire, malgré l'élan d'optimisme qui anime les personnages, dans le réalisme poétique, porteur ici d'une noirceur certaine.

Éloigné de ce courant – puissant dans le cinéma français des années 1930 –, *La vie est à nous* (2), que propose un coffret composé par Ciné-Archives, la cinémathèque du Parti Communiste Français (PCF). Moins connue en raison d'une diffusion exclusivement militante avant sa commercialisation tardive en 1969, cette commande du Parti en vue des élections de 1936 est lancée sur les chapeaux de roue fin 1935. À l'initiative de Louis Aragon, la production est confiée à Jean Renoir, cinéaste certes « bourgeois » mais qui se revendiquait d'une proximité avec les classes populaires. Il venait de mettre en boîte *Le Crime de monsieur Lange*, représentation jubilatoire d'une expérience d'autogestion ouvrière, sur un scénario subversif de Jacques Prévert. Devant les délais très courts, Renoir délèguera l'essentiel de la réalisation, aujourd'hui reconnue comme une œuvre collective (3). Il s'intéressera rapidement à d'autres projets, ses acointances politiques devant prendre sous l'Occupation un virage à 180 degrés (4). S'il s'agit clairement d'un objet d'agit-prop, relayant les espoirs nés du mouvement ouvrier, brocardant la presse, dénonçant la mainmise des fameuses « deux cents familles » sur l'économie, alertant sur le danger des fascismes montants et prônant une union de la nation française, *La vie est à nous* fait date dans l'histoire du cinéma par le statut

accordé aux images d'archives et documentaires. La fiction se limite essentiellement à trois saynètes : une grève contre les cadences infernales, des militants communistes qui portent secours à un paysan menacé de saisie, et enfin un jeune chômeur à bout de forces qui découvre le discours du PCF.

Mais cet ensemble contient d'autres raretés, dont *Le Temps des cerises*, de Jean-Paul Dreyfus, destins parallèles d'une famille prolétaire et d'une famille bourgeoise entre 1895 et 1937, année de la réalisation du film. L'ombre toujours discrète du Parti (un seul personnage en est membre) et la mise en scène enthousiaste assurèrent le succès du film tant auprès des militants que du grand public. Également au programme, *Les Bâtisseurs* et *Les Métallos*, réalisés sous la houlette des branches CGT (Confédération générale du travail) du bâtiment et de la métallurgie, et *La Relève* (1938), critique virulente de la non-intervention en Espagne. Le livret précieux qui accompagne les DVD, rédigé par Danielle Tartakowsky, Tanguy Perron, Bernard Eisenschitz..., revient également sur l'expérience passionnante de Ciné-Liberté. Cette coopérative proche du PCF fut à l'origine d'une vingtaine de films entre 1935 et 1938, expression d'une culture populaire dont le pendant théâtral, sous l'impulsion de Prévert et de quelques transfuges du surréalisme, était le groupe Octobre. Une époque ardente (5)...

CARLOS PARDO.

(1) Devant la réaction négative du public lors des premières projections, les producteurs demandèrent aux auteurs une conclusion plus optimiste. Un temps, le film fut visible avec ses deux dénouements, avant d'être commercialisé en vidéo avec la seule fin de la production. Les ayants droit ont alors bloqué la diffusion de *La Belle Équipe* de longues années avant que Pathé restaure le film en 2015 dans sa version originale.

(2) « *La vie est à nous* », « *Le Temps des cerises* » et autres films du Front populaire, coffret livre-triple DVD, Ciné-Archives, Paris, 2016, 29 euros.

(3) Ont assuré la réalisation : Jacques Becker, Henri Cartier-Bresson, Jacques-Bernard Brunius, Pierre Unik et Jean-Paul Dreyfus (qui prendra pendant l'Occupation le nom de sa mère, Le Chanois).

(4) Pascal Mérigeau, *Jean Renoir*, Flammarion, coll. « Grandes biographies », Paris, 2012.

(5) Michel Winock propose une sélection de photographies illustrant une chronologie critique de cette période : *Le Front populaire expliqué en images*, Seuil, Paris, 2016, 165 pages, 29 euros.

DANS LES REVUES

□ **LONDON REVIEW OF BOOKS.** Chronique de la convention républicaine de juillet dernier aux États-Unis. Ce que disent les partisans de M. Jeremy Corbyn au Royaume-Uni. Retour sur Martin Luther, cinq siècles après sa rébellion contre l'Église. (Vol. 38, n° 16, 11 août, bimensuel, 3,95 livres sterling. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **DISSENT.** Selon l'auteure féministe Liza Featherstone, être femme et favorable à l'avortement libre, comme M<sup>me</sup> Hillary Clinton, ne devrait pas suffire pour être qualifiée de féministe. La philanthropie de Shell favorise le transport en car, qui consomme du carburant... (N° 10, été, trimestriel, 10 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **NEW LEFT REVIEW.** Vivons-nous une ère de progrès, s'interroge Göran Therborn ? « Le gouffre entre les possibilités ouvertes aux humains et les conditions réelles d'existence de l'humanité n'a probablement jamais été aussi profond. » (N° 99, mai-juin, 12 euros. – Londres, Royaume-Uni.)

□ **MONTHLY REVIEW.** Un numéro spécial fait le point sur l'actualité de *Monopoly Capital* de Paul Baran et Paul Sweezy, un demi-siècle après la publication de ce livre qui influença fortement la « nouvelle gauche ». (Vol. 68, n° 3, juillet-août, 14 dollars. – New York, États-Unis.)

□ **GLOBAL ASIA.** La montée des inégalités en Asie. Où l'on voit que le Japon figure parmi les pays les moins inégalitaires : les 1 % les plus riches détiennent 18,5 % de la richesse nationale. À l'autre bout du spectre, en Thaïlande, ils en possèdent 56 %. (Vol. 11, n° 2, trimestriel, 15 000 wons. – Séoul, Corée.)

□ **HOMMES & MIGRATIONS.** Comment les jeunes Français d'origine chinoise vivent leur double culture. La diaspora chinoise à Milan utilise ses réseaux dans l'empire du Milieu pour créer des entreprises dans le textile, le design... Également : les fondements du droit de la nationalité en Allemagne. (N° 1314, avril-juin, trimestriel, 15 euros. – Musée de l'histoire de l'immigration, Paris.)

□ **MOYEN-ORIENT.** Depuis les soulèvements de 2011, le Proche-Orient peine à retrouver un équilibre. Instabilité politique, fragilité économique, guerre en Syrie et défi humanitaire face à l'afflux de réfugiés : un bilan géostratégique pays par pays. (N° 31, juillet-septembre, trimestriel, 10,95 euros. – Paris.)

□ **MAGHREB-MACHREK.** Islam et politique. Avec des perspectives juridiques, historiques, sociologiques, philosophiques et théologiques, des clés de compréhension de l'islam, des premiers siècles à nos jours. (N° 224-225, juin, trimestriel, 20 euros. – Éditions ESKA, Paris.)

□ **SOLIDARITÉ GUATEMALA.** Un entretien avec Gregorio Chay sur l'avenir politique de son pays ; une critique du rapprochement économique entre le Guatemala et les États-Unis. Tz'ikin TeVé, projet de télévision communautaire, a pour ambition de communiquer sur la défense de la vie et du territoire. (N° 218, juillet, trimestriel, sur abonnement. – Collectif Guatemala, Paris.)

□ **CARTO.** Un dossier sur l'Espagne post-crise. Inégalités territoriales, instabilité politique et chômage de masse : comment se relever de la « cure d'austérité » ? Pages histoire : la naissance des départements et des régions de France. (N° 36, juillet-août, bimensuel, 10,95 euros. – Paris.)

□ **POLITIX.** Autour du thème « Faire campagne », plusieurs études, dont une sur les mobilisations électorales au Royaume-Uni, une autre sur les inerties militantes au Parti socialiste français, et une enfin sur l'institutionnalisation du Parti des travailleurs du Brésil. (Vol. 29, n° 113, trimestriel, 65 euros par an. – De Boeck, Liège, Belgique.)

□ **REVUE FRANÇAISE DE SOCIOLOGIE.** Les petits-enfants d'immigrés face aux études longues. La déformation, depuis 1979, du partage de la valeur produite par les grandes entreprises françaises en faveur des actionnaires est-elle la cause ou l'effet de la conversion des élites dirigeantes françaises à la finance ? (N° 57-2, avril-juin, trimestriel, 25 euros. – Presses de Sciences Po, Paris.)

□ **POPULATION & SOCIÉTÉS.** Va-t-on vers la fin de l'enfant unique en Chine ? Si la limitation des naissances est totalement levée, le taux de natalité reste bas. Isabelle Attané en décrypte les raisons. (N° 535, juillet-août, 11 numéros par an, gratuit sur Internet. – INED, Paris.)

□ **GOVERNEMENT ET ACTION PUBLIQUE.** Enquête sur l'« État participatif » et ses pendant dans la « gouvernance » européenne. Où l'on découvre les multiples facettes d'un phénomène mondial. (Vol. 5, n° 2, avril-juin, trimestriel, 20 euros. – Presses de Sciences Po, Paris.)

□ **REVUE POLITIQUE ET PARLEMENTAIRE.** Dans un concert de propos europhobes, le commissaire européen Pierre Moscovici propose d'« aller de l'avant » en créant plus de croissance et d'emplois, mais sans remettre en question le pacte de stabilité. Plus original, une analyse de l'émergence de nouvelles forces politiques à la faveur de la crise de la zone euro. (N° 1079, avril-juin, trimestriel, 25 euros. – Paris.)

□ **ESPRIT.** Trop de touristes ? « Nous voyageons en vantant une diversité que nos voyages concourent à détruire. » Retour sur les mutations d'un phénomène qui a débuté dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle. (N° 426, juillet-août, dix numéros par an, 20 euros. – Paris.)

## LITTÉRATURE

# Traduire Shakespeare

*Permettre à ceux qui ignorent une langue de profiter des chefs-d'œuvre qu'elle a produits : une mission à la fois essentielle et impossible. Comment restituer l'œuvre de Shakespeare en français, idiome si éloigné de l'anglais élisabéthain ? Un traducteur expose ici quelques-uns de ses partis pris.*

PAR JEAN-MICHEL DÉPRATS \*

**F**ARGIN, en yiddish, désigne la joie ressentie pour quelqu'un à qui il arrive ou peut arriver quelque chose de bien. *Mamihlapinatapai*, en yagan, langue amérindienne parlée en Terre de Feu, est réputé l'un des mots les plus difficiles à traduire. Il signifie un regard échangé entre deux personnes dont chacune espère que l'autre va prendre l'initiative de quelque chose que toutes deux désirent, sans qu'aucune des deux y parvienne.

Chercheur en psychologie positive appliquée à l'université de Londres-Est, Tim Lomas a lancé en janvier 2016 le *positive lexicography project* (1), un dictionnaire en ligne de mots « intraduisibles » décrivant le bonheur. L'idée lui est venue lors d'une conférence en Floride sur le mot *situ*, terme finnois qui désigne la ressource face à l'adversité, le courage et la ténacité, valeur partagée par tous les Finlandais, très importante dans le pays. Ce lexique en soixante-deux langues couvre toutes les nuances de l'amour et de l'affection. Certains mots intraduisibles manquent cruellement en français, comme l'allemand *Vorfreude* : l'anticipation joyeuse de celui qui imagine un plaisir futur.

Dans ce dictionnaire en ligne, où les internautes peuvent proposer des mots et affiner les définitions, Tim Lomas réfléchit à ces mots qui pourraient exprimer des nuances que les autres langues ne connaissent pas. Le français est présent avec « retrouvailles », qui n'existe pas par exemple en anglais, ou encore « s'appropriiser » ou « coup de foudre ». Lomas rappelle que nous faisons déjà assez naturellement des emprunts à la langue du voisin. *Savoir-faire* est utilisé tel quel en anglais, de même que *joie de vivre*. Nous sommes, avec cette approche, dans une conception extrême de l'intraduisible, qui fait de chaque mot une monade, un isolat, alors qu'en linguistique moderne on pense le sens des mots en fonction de leur contexte.

*Traduttore, traditore* – « traduire, c'est trahir », ou, plus littéralement, « traducteur, traître » : l'adage italien bien connu exprime par antiphrase cette visée utopique de la traduction comme double parfait d'un original. Selon cette définition maximaliste et absolue, les grandes œuvres littéraires appellent la traduction et, tout à la fois, s'y refusent (2). Comme aucune traduction ne parvient à épuiser la richesse ou à circonscrire l'énigme des grandes œuvres, celles-ci suscitent sans fin un désir de retraduction. Mais, comme la créativité en elles est essentiellement liée aux potentialités poétiques d'une langue – la langue maternelle du poète –, elles défient et bafouent toute traduction.

On ne traduit pas une langue sans perte irrémédiable. Puisque toute langue est un système de signaux arbitraires, mais hautement conventionnels, la signification ne peut jamais être détachée de la forme expressive. La traduction est un processus d'entropie. Comme l'écrit Vladimir Nabokov à propos de la traduction d'*Eugène Onéguine* d'Alexandre Pouchkine : « *Qu'est-ce que la traduction ? Sur un plat / La tête pâle et grimaçante d'un poète, / Cri de perroquet, jacassement de singe, / Profanation des morts* (3). »

Jacques Derrida l'a clairement formulé : « *Un corps verbal ne se laisse pas traduire ou transporter dans une autre langue. Il est cela même que la traduction laisse tomber. Laisser tomber le corps, telle est même l'énergie essentielle de la traduction* (4). » L'intraduisibilité est l'un des modes d'autoaffirmation d'un texte. Si celui-ci lie en lui indissolublement la lettre et le sens, la traduction ne peut être qu'une trahison, même si cette trahison est nécessaire.

On ne saurait nier l'amplitude des différences irréductibles qui séparent « l'anglais de Shakespeare », c'est-à-dire l'idiotele élisabéthain complexe, souvent obscur et polysémique, du plus grand poète anglais, et l'énoncé fluide et cartésien de la langue moderne de ses traductions contemporaines en français. D'une part, la langue shakespeareenne, la langue propre à

Shakespeare, n'a plus grand-chose à voir avec l'anglais parlé aujourd'hui en Grande-Bretagne, dont elle diffère par la prononciation, le lexique, la syntaxe, le sémantisme. L'anglais, ce n'est pas une langue, mais deux, soit une langue germano-scandinave aux mots le plus souvent monosyllabiques, sur laquelle s'est greffée à partir de la conquête normande (1066) une langue d'origine française aux mots longs, polysyllabiques (*king* versus *royal*). Les deux fonds coexistent, contribuant à porter le lexique shakespeareen à un total de vingt mille ou trente mille mots, auxquels on se plaît à opposer les mille huit cents mots de Racine, langue quintessentielle et musicale plus profondément intraduisible que le poète baroque élisabéthain. À ce foisonnant vocabulaire shakespeareen s'ajoutent les innombrables néologismes, les passages en français (souvent macaronique [5]), les emprunts au latin, à l'espagnol, à l'italien, à l'irlandais, à l'écossois, au gallois... Sans parler du riche vocabulaire des activités humaines : droit, justice, commerce, guerre, héraldique, fauconnerie...

Comment transmettre les singularités de cette langue quasi rabelaisienne dans une langue dont le respect de la logique, la physique propre, l'impérieuse syntaxe, la raideur prosodique, les strictes exigences grammaticales veulent endiguer le jaillissement métaphorique ? Le français, corseté par le classicisme, s'est détourné de cette prodigalité baroque. Il n'est pas armé pour affronter les jeux de mots polysémiques ; ceux, par exemple, du déploiement de tous les sens de *will* : désir, volonté, testament, phallus, diminutif du prénom William. Aucun vers régulier français ne peut traduire le fracas monosyllabique de l'orage qui s'abat sur le roi Lear : « *Blow, winds, and crack your cheeks ! Rage ! Blow !* » (*Le Roi Lear*, acte III, scène II, 1).

**A**U DEMEURANT, ni la reproduction d'une métrique ou d'une prosodie (6) ni l'impossible fidélité à l'historicité de la langue de Shakespeare ne garantirait la recréation d'un matériau dramatique vivant. Une traduction qui n'est pas jouable comprend mal la nature du texte shakespeareen et sa destination. Elle peut être exacte, inventive, écrite dans une belle langue : si elle ne permet pas la pratique théâtrale, elle reste essentiellement infidèle. Si les pièces de Shakespeare constituent un matériau dramatique aussi précieux, c'est à cause des propositions qu'elles contiennent pour l'action physique du comédien. Le texte shakespeareen est tout entier tendu vers la représentation. Écrit par un acteur pour des acteurs, c'est un texte où les rythmes, les images sont avant tout porteurs de gestes, où le verbe est un instrument de jeu pour le comédien. L'objet d'une traduction, s'agissant de poésie dramatique, n'est pas seulement de communiquer un sens ; c'est aussi de reproduire un objet, un rythme, une forme, un volume. Surgit dans cette optique une nouvelle catégorie d'intraduisibles potentiels : ceux qui sont liés à la physique de la langue anglaise.

La pièce *Richard III* commence avec un « *Now* » percutant par son monosyllabisme, qui à la fois dit le temps du théâtre et engage avec énergie l'impérieuse parole théâtrale : « *Now is the winter of our discontent / Made glorious summer by this sun of York*. » Il n'est pas question de l'affadir par un « maintenant » ou un « à présent » qui estomperait dès le premier vers cet effet de prise de parole. J'ai suggéré un percutant dissyllabe : l'archaïque « ores » – « maintenant », « à cette heure », terme conservé dans l'expression « d'ores et déjà » –, dont il importe peu qu'il soit abrégé en « or », début tout aussi surprenant et énergique. C'est aussi un exemple de la polysémie *sun/son*, car il s'agit à la fois du fils d'York régnant (Édouard IV) et de l'emblème du clan York : un soleil éclatant, métaphore de la majesté royale.

Serrer de près la construction d'un texte, tenter de conserver l'ordre des mots et (autant que faire se peut) le même nombre de mots qu'en anglais, ce



WIEŚLAW WALKUSKI. – Image réalisée pour l'exposition « Les maîtres de l'affiche polonaise » à Chicago, 1996

n'est pas céder au mirage d'un impossible mimétisme ; c'est tenter de préserver l'influx de jeu, l'énergie vocale. Un seul exemple sur un segment très bref. La phrase, récurrente dans *Hamlet*, « *I humbly thank you* », le plus souvent traduite selon les habitudes grammaticales du français par « Je vous remercie humblement », est à la fois moins exacte et moins théâtrale que « Humblement je vous remercie », tout aussi naturelle, mais porteuse de jeu, appelant l'inclinaison du buste. Shakespeare écrit pour la scène, et le spectateur, emporté par le mouvement précipité de la parole et de l'action, est plus sensible aux formes qu'au contenu. La perception des rythmes et des sons prime la saisie intellectuelle ; ou plutôt, la seconde ne s'effectue qu'à travers la première.

**L**OIN de se contredire, l'exigence de théâtralité et l'attention à la poétique du texte se recourent. Traduire pour le théâtre, ce n'est pas faciliter la diction, soumettre le texte à des modes de parler plus simples, morceler les périodes, abraser les aspérités ou élaguer les métaphores. Ce ne serait pas seulement la luxuriance poétique qui se trouverait atteinte, mais aussi l'instrument de jeu offert au comédien, car la rhétorique dramatique est plus faite pour saisir que pour être saisie. Dans l'économie théâtrale du texte shakespeareen, l'abondance des métaphores sert en premier lieu à accroître la tension de l'élocution et l'énergie de la diction. Pour préserver cette énergie, on ne peut pas développer en une phrase la métaphore qui tient en un mot. Si l'on cherche à clarifier les réseaux d'images, la logique est satisfaite, mais l'élan poétique et théâtral est perdu.

« *L'exigence de mon oreille, jusqu'à ces dernières années, était telle que j'aurais plié la signification d'une phrase à son nombre* (7) », écrivait André Gide dans son journal. Traduire Shakespeare en français, c'est moins manipuler les formes existantes et les tournures usuelles que tenter de faire naître des formes nouvelles. Au profit de la langue traduite plus qu'au service de la langue traductrice. Contre les normalisations lexicales ou grammaticales, contre la recréation qui incite au déploiement d'une poétique propre, il s'agit de préserver l'économie rhétorique et imaginaire du texte original, son système, de rester proche de la physique de la langue. Ainsi conçu, l'enjeu de la traduction théâtrale est moins de rechercher une autonomie d'écriture en français que de saisir le geste qui institue l'œuvre et commande la parole théâtrale. Le traducteur de théâtre n'a qu'un guide : l'attention à la physique d'un texte écrit pour des bouches, des poitrines, des souffles. Paraphrasant Antoine Vitez qui parlait de Molière (8), je dirais : « *De Shakespeare il ne nous reste qu'une trace : pneumatique – du grec pneuma, le souffle.* »

(1) « The positive lexicography project », www.drtilomas.com

(2) Ces développements ont été publiés initialement dans « Traduire Shakespeare », in Shakespeare, *Tragédies I (Œuvres complètes I)*, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », Paris, 2002.

(3) Cité par George Steiner, *Après Babel. Une poétique du dire et de la traduction*, Albin Michel, Paris, 1978.

(4) Jacques Derrida, *L'Écriture et la Différence*, Seuil, Paris, 1967.

(5) Burlesque dans lequel les mots français se mêlent au latin.

(6) Métrique et prosodie sont deux notions différentes mais complémentaires dans l'analyse littéraire. La métrique traite des unités de mesure et de la structure des vers, tandis que la prosodie se réfère aux traits phoniques, au rythme, à l'accent et à l'intonation.

(7) « Nombre » au sens de « forme », d'« harmonie ». André Gide, *Journal*, tome I (1887-1925), à la date du 23 février 1923, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1996.

(8) Cité par Michel Bataillon dans *Sixième Assises de la traduction littéraire*, Actes Sud - Atlas, Arles-Paris, 1990.

## DANS LES REVUES

□ **GOLIAS.** Le pape François a demandé une étude sur le diocèse féminin. Chiche ! À lire aussi, une déconstruction méthodique du credo de Nicée et une stimulante mise en regard de François d'Assise et de Hegel. (N° 168-169, juillet, bimestriel, 21 euros. – Villeurbanne.)

□ **ÉCODEF.** Consacré à la rémunération des personnels militaires français, ce bulletin précise que celle-ci s'établissait en moyenne à 2 534 euros net en 2015 (hors primes). Et les femmes gagnent en moyenne 14,5% de moins que les hommes. (N° 81, juillet, mensuel, pas de prix indiqué. – Observatoire de la défense, Paris.)

□ **RECHERCHE SOCIALISTE.** Autour du centenaire du *Canard enchaîné* ; les socialistes français, les sociaux-démocrates allemands et les origines de la construction européenne ; le Parti des travailleurs dans le Brésil contemporain. (L'Ours, hors-série, n° 74-75, janvier-juin, 15 euros. – Paris.)

□ **FRANCE-QUÉBEC MAG.** Inspirés par l'exemple du Royaume-Uni, certains proposent un « Québéxit ». À signaler aussi, un bilan des multiples aspects de la coopération franco-québécoise en matière économique et culturelle. (N° 176, août, mensuel, 8,50 euros. – Paris.)

□ **RELATIONS.** Au-delà de la critique de l'accaparement des terres, les solutions possibles : souveraineté alimentaire, fiducie foncière communautaire, partage des communs en Afrique, etc. (N° 785, août, huit numéros par an, 7 dollars canadiens. – Montréal, Canada.)

□ **FAIM ET DÉVELOPPEMENT.** En Afrique, les paysans se mobilisent contre la disparition des semences naturelles et l'accaparement des terres. Les femmes jouent un rôle essentiel dans ce mouvement. Également, un dossier sur les Roms en Europe. (N° 294, juillet-août, bimestriel, 6 euros. – Paris.)

□ **REVUE INTERNATIONALE DE L'ÉCONOMIE SOCIALE (RECMA).** L'habitat participatif a fait l'objet de nombreuses expériences depuis les années 1960 : quel bilan en tirer ? À partir d'exemples concrets en France, la revue dresse un tableau encourageant de ces micro-initiatives. (N° 341, juillet, trimestriel, 30 euros. – Paris.)

□ **APRÈS-DEMAIN.** L'Europe à l'épreuve de la vague de réfugiés. Plusieurs spécialistes éclairent les questions juridiques, éthiques ou pratiques de cette crise de la solidarité qui voit de nombreux pays de l'Union rompre avec le droit d'asile et le devoir d'hospitalité. (N° 39, juillet, trimestriel, 9 euros. – Paris.)

□ **LA DÉCROISSANCE.** Une fiction désopilante met en scène le scénario qui conduirait M. Nicolas Hulot à l'Élysée. Débat : quels mots utiliser pour parler de décroissance alors que certains lecteurs jugent le journal « *trop intello* » et « *trop compliqué* » ? (N° 131, juillet-août, numéro double, mensuel, 4,50 euros. – Lyon.)

□ **TRANSRURAL INITIATIVES.** Malmené par la crise, le monde rural fourmille d'initiatives pour faire revivre les villages et transmettre le savoir paysan. L'intercommunalité et la fusion des communes renouvellent le débat sur l'administration locale. (N° 456, juin-juillet, bimestriel, 9 euros. – Paris.)

□ **CARNETS DE LA DÉCROISSANCE.** Ce numéro entend « *réarmer la critique radicale face aux outils territoriaux de la domination* ». En décryptant les mécanismes et les impensés de la métropolisation, y comprendre le rôle dévolu à la ville dans la nouvelle géographie du capitalisme. (N° 12, avril, trimestriel, 7 euros. – Thoiras.)

□ **ATELIER LAINES D'EUROPE.** La revue de ce réseau initié par les coopératives Longo Mai permet de découvrir les nombreuses ressources de la filière laine, du gilet au casque de vélo, ou la vie des bergers, du Maroc au Ladakh. Un point de rencontre et de solidarité entre divers continents. (N° 25, juillet, annuel, sur abonnement. – Saint-Chaffrey.)

□ **PRATIQUES.** L'austérité menace la santé. Pourtant, certains résistent aux injonctions déshumanisantes et réinventent des formes de solidarité inédites, comme en Grèce, où les dispensaires autogérés pallient le désastre du système sanitaire. (N° 74, trimestriel, 19,50 euros. – Malakoff.)

□ **SCIENCE & PSEUDO-SCIENCES.** Un dossier sur l'apport des sciences aux questions climatiques. Sans rien dicter, elles permettent d'éclairer les choix politiques ou économiques. Le climato-scepticisme relèverait d'une controverse plus sociétale que scientifique. (N° 317, juillet-septembre, trimestriel, 5 euros. – Paris.)

□ **REGARDS.** Un dossier sur les questions politiques et des nouvelles formes de mobilisation, dans le sillage de l'opposition à la « loi travail » et du mouvement Nuit debout. Un entretien avec la philosophe Chantal Mouffe. (N° 39, été, trimestriel, 12 euros. – Paris.)

□ **LES CARNETS DE SYNTONE.** Une revue consacrée au son et aux espaces qu'il occupe dans les sociétés. Au sommaire : une analyse de *Good Morning Vietnam*, une pièce sonore de 1972 récemment remise en ligne sur le site de France Culture. (N° 6, juin-juillet-août, 8 euros. – Prades.)

Retrouvez, sur notre site Internet, une sélection plus étoffée de revues : [www.monde-diplomatique.fr/revues](http://www.monde-diplomatique.fr/revues)

\* Traducteur de théâtre. Maître de conférences à l'université Paris Ouest Nanterre La Défense. Co-responsable avec Gisèle Venet de l'édition bilingue des *Œuvres complètes* de William Shakespeare chez Gallimard, collection « Bibliothèque de la Pléiade ».

# Trompeuses métaphores du cancer

PAR MARC BILLAUD,  
JULIE HENRY ET PIERRE SUJOBERT \*

DANS *La Maladie comme métaphore*, en 1979, l'écrivaine américaine Susan Sontag appelait à libérer les maladies graves, et en particulier le cancer, de la profusion des images nocives qui leur sont associées. Près de quarante ans plus tard, la pertinence de son propos est intacte. Les discours sur le cancer véhiculent de manière récurrente des métaphores évoquant la guerre, l'asocialité ou la folie. Alors que nous comprenons de mieux en mieux les mécanismes du développement tumoral et que la cancérologie peut prétendre à devenir une médecine de précision, il est indispensable de procéder à une analyse critique de ces représentations. Car elles distordent la conception que le public se forme de cette maladie, altèrent la perception des patients et influent sur les stratégies thérapeutiques et les politiques de santé publique.

Trois thèmes dominent. D'abord, la cellule maligne apparaît comme une sociopathe qui ne respecte ni les lois régissant la communauté des cellules d'un tissu ni la structure hiérarchique de l'organe. Ayant rompu le dialogue avec ses congénères, elle fait preuve de désobéissance en ignorant les signaux visant à limiter sa multiplication et d'insoumission en refusant de disparaître. De plus, elle accapare les ressources du corps afin d'assouvir sa dépendance toxicomaniaque envers des nutriments essentiels. Enfin, en n'exprimant plus les signes qui lui permettraient d'être reconnue par le système immunitaire, elle se dissimule dans l'organisme et poursuit dans la clandestinité ses opérations de destruction systématique.

Le deuxième type d'images la présente comme une psychopathe qui a rompu tout contact avec ses voisines normales. Son don pour la métamorphose témoigne en outre du trouble profond de son identité. Enfin, la dernière série d'images illustre le caractère nomade et expansionniste de cette cellule qui se joue des frontières et migre sans cesse vers d'autres tissus pour former de nouvelles colonies.

Les caractéristiques servant de support à l'élaboration de ces images correspondent à ce que la recherche nous a appris. Mais ces représentations dessinent le portrait d'une cellule tumorale qui tiendrait à la fois du délinquant, de l'aliéné, du drogué et du migrant. Cet arrière-plan fictionnel des observations scientifiques condense donc de nombreuses peurs sociales, au risque de provoquer les réactions de rejet

\* Respectivement directeur de recherche au CNRS, Centre de recherche en cancérologie de Lyon; philosophe, Centre de lutte contre le cancer Léon-Bérard, Lyon; hématologue, centre hospitalier de Lyon-Sud.

afférentes. Ainsi que l'a montré Roland Barthes dans ses *Mythologies* (1957), le mythe fonctionne comme une parole qui naturalise le fait social en le vidant de son contenu historique. Les métaphores du cancer constituent elles aussi des mythologies, mais qui procèdent à l'inverse, puisqu'elles confèrent une signification sociale et politique à un phénomène naturel.

On peut bien sûr concevoir qu'une maladie potentiellement mortelle suscite des images ayant une telle résonance affective. Mais le cancer n'est pas la manifestation d'une contre-nature monstrueuse. C'est plutôt l'expression, sur un versant pathologique, de notre organisation même de créatures pluricellulaires, chez qui la plupart des tissus sont renouvelés en continu par des cellules souches. Les ressorts intimes de cette maladie sont ceux-là mêmes qui nous ont façonnés comme êtres vivants au cours de notre histoire évolutive (1). La cellule cancéreuse n'est pas repliée sur elle-même: elle entretient un dialogue constant avec son micro-environnement et fait preuve d'une étonnante plasticité pour s'adapter aux contraintes physiques et métaboliques restreignant sa multiplication.

Il n'y a évidemment aucun doute sur le fait que cette cellule est de nature pathologique et qu'elle représente une menace mortelle. Mais, en évoquant la dangerosité sociale et la psychopathologie, on sort du cadre des énoncés scientifiques pour recourir à des jugements d'ordre moral appelant la condamnation et l'exclusion. Et, par là, on les étend inévitablement au patient. N'y a-t-il pas déjà une connotation de faute et de honte attachée au fait d'être atteint d'un cancer? Sinon, pourquoi l'euphémiser en parlant, comme c'est encore souvent le cas, d'une «longue et douloureuse maladie» au lieu de le désigner par son nom? Il est donc impropre d'utiliser des termes assimilant la cellule cancéreuse à un organisme fou, nomade, atteint d'addiction et proliférant de manière désordonnée.

Ce régime d'images où la cellule maligne est identifiée à l'étranger envahisseur ou au citoyen dangereux impose en corollaire des actions radicales de type militaire. Dans la lignée du National Cancer Act, que le président américain Richard Nixon signa en 1971 en déclarant la «guerre au cancer», les discours médiatiques et sanitaires abondent en formules martiales présentant cette maladie comme un ennemi à exterminer. Ne parle-t-on pas de «campagne» contre le cancer, d'«arsenal» thérapeutique, voire de destruction ciblée avec des «médicaments-missiles» (la *magic bullet*



ISIDRO FERRER. – «Le processus est le projet», affiche pour l'Alliance graphique internationale, 2010

anglo-saxonne)? Et, à l'inverse, les concepts développés par les biologistes et les médecins passent dans le vocabulaire politique et militaire. Ainsi, l'armée parle depuis la première guerre du Golfe de frappes «chirurgicales», et on a vu récemment émerger les concepts de «cellule souche terroriste (2)» ou de «métastases terroristes (3)».

IL FAUT INSISTER sur l'inadéquation de ces rapprochements (4). D'abord, la guerre suppose l'anéantissement de l'adversaire ou, a minima, sa neutralisation. Or, avec le vieillissement de la population, l'incidence du cancer continuera probablement d'augmenter. Le fait que les citoyens, en vivant plus longtemps, soient davantage exposés à cette maladie doit-il être considéré comme une défaite? S'il s'agit de combattre le cancer comme on annihile un ennemi, doit-on procéder à des frappes préventives intensives? Une stratégie médicale visant à éliminer toutes les lésions pré-malignes augmente les probabilités de surtraitement, avec des conséquences morbides parfois lourdes, comme c'est le cas, par exemple, pour le cancer de la prostate.

Faut-il détruire une tumeur comme on décime une armée? Dans ce cas, la clinique nous a appris qu'on favorise en retour la sélection de cellules cancéreuses résistantes au traitement. Cette vision belliciste privilégie ainsi une conception unique des protocoles thérapeutiques, quand d'autres schémas sont proposés aujourd'hui afin de prendre en compte l'adaptation des cellules malignes à la chimiothérapie et de contenir leur expansion. Pour filer la métaphore, prétend-on que les chercheurs en oncologie devraient être des militaires obéissant à une chaîne de commandement et au service d'un seul objectif: concevoir des armes de destruction biologique pour tuer les cellules cancéreuses? Que devient alors l'aventure intellectuelle qui est au principe même de la

science, le jeu avec l'inconnu et la mise en doute des modèles théoriques établis? Le chercheur doit-il abandonner son ambition de découvrir et la puissance polémique de la raison pour se transformer en fonctionnaire zélé de la défense organique?

Enfin, la métaphore guerrière échoue aussi à rendre compte de la relation thérapeutique. Même si le patient se bat contre son cancer avec l'aide de l'équipe médicale et s'il lui faut du courage pour faire face à sa maladie, il n'est ni un soldat ni un héros. Il n'est pas aux ordres d'un état-major qui déciderait sans lui. Et il n'y a pas lieu de l'accuser de lâcheté ou de capitulation s'il a peur du pronostic, si la douleur physique l'effraie, s'il a besoin d'être écouté, entouré, rassuré, ou s'il préfère interrompre un traitement devenu inutile. En outre, pour donner un sens à cette maladie qui va bouleverser son existence et, parfois, les valeurs qui l'organisent, il pourra avoir besoin de se l'approprier autrement que sous l'unique figure de l'ennemi étranger. Un travail d'intégration biographique peut être nécessaire afin

de faire face aux éventuelles rechutes et au caractère chronique du cancer.

Pourquoi, alors, cette rhétorique revient-elle à la manière d'un refrain, comme dans cet article proclamant que «la guerre contre le cancer doit être mondiale (5)»? Lorsque Nixon promettait que cette maladie serait vaincue dans les dix ans, cette posture martiale lui permettait, au moment où le conflit au Vietnam faisait rage et sous l'influence de lobbies médicaux et industriels, de rassurer ses administrés: tout était mis en œuvre pour gagner face à un ennemi intérieur en mobilisant – le terme est ici adéquat – la nation au service d'une cause sanitaire (6).

Il n'est pas souhaitable de bannir toutes les métaphores du cancer. Certaines peuvent aider à vulgariser les connaissances et permettre aux patients, voire aux médecins, de se représenter sur un mode symbolique la maladie à laquelle ils font face. Cependant, comme l'écrivait Susan Sontag, «rien n'est plus répressif que d'attribuer une signification à une maladie, cette signification se situant invariablement sur le plan moral». Chercheurs, soignants, journalistes et politiciens ont, eux, la responsabilité de ne pas user de métaphores militaires ni de diffuser des discours qui font du cancer une figure de l'altérité agrégeant les peurs sociales.

(1) Cf. Jean-Marie Blanchard, *Le Cancer, une maladie de l'immortalité. Les mécanismes moléculaires de la carcinogenèse*, ISTE Éditions, Londres, 2015.

(2) *Le Monde*, 30 mars 2016.

(3) Nathalie Goulet, sénatrice: «Le terrorisme est un cancer qui se métastase», *Europe 1*, 19 novembre 2015.

(4) Marie-Christine Pouchelle, «Postures guerrières de la médecine», 2<sup>e</sup> journée Guerre et médecine, Paris, 7 février 2004.

(5) *Les Échos*, Paris, 6 février 2015.

(6) Michel P. Coleman, «War on cancer and the influence of the medical-industrial complex», *Journal of Cancer Policy*, vol. 1, n° 3-4, Philadelphie, septembre-décembre 2013.

## SOMMAIRE

PAGE 2 :  
Faites qu'il s'en aille, par **PIERRE RIMBERT**. – Courrier des lecteurs. – Coupures de presse.

PAGE 3 :  
Données personnelles, une affaire politique (**P. R.**).

PAGES 4 ET 5 :  
Riposte culturelle au Cachemire, par **RAPHAËL GODECHOT**. – Un peu de répit pour les réfugiés au Pakistan, par **SYLVIE LASSERRE**.

PAGES 6 ET 7 :  
La Corne de l'Afrique dans l'orbite de la guerre au Yémen, par **GÉRARD PRUNIER**. – Les frères ennemis (**G. P.**).

PAGE 8 :  
Au Nicaragua, que reste-t-il du sandinisme?, par **BERNARD DUTERME**.

PAGE 9 :  
À Washington, scénarios pour un conflit majeur, suite de l'article de **MICHAEL KLARE**.

PAGES 10 ET 11 :  
Un « milliardaire en col bleu » contre une madone de vertu, par **THOMAS FRANK**.

PAGES 12 ET 13 :  
Dans les Balkans, le plus vieil islam d'Europe, suite de l'article de **JEAN-ARNAULT DÉRENS ET LAURENT GESLIN**. – Fantômes occidentaux (**J.-A. D. ET L. G.**).

PAGES 14 ET 15 :  
« Enchanter la vulgaire réalité », par **PHILIPPE PATAUD CÉLÉRIER**.

PAGE 16 :  
Les primaires, version russe, par **CLÉMENTINE FAUCONNIER**.

PAGE 17 :  
Quand les tuyaux avalent les journaux, par **MARIE BÉNILDE**.

PAGES 18 ET 19 :  
L'économie comme on ne vous l'a jamais expliquée, par **RENAUD LAMBERT ET HÉLÈNE RICHARD**.

## Septembre 2016

PAGES 20 ET 21 :  
Aix-Marseille, laboratoire de la fusion des universités, par **CHRISTELLE GÉRARD**. – La loterie des appels à projets (**C. G.**).

PAGES 22 ET 23 :  
Cette France en mal de médecins, par **PIERRE SOUCHON**. – « Ministre des comptes » (**P. S.**).

PAGES 24 À 26 :  
LES LIVRES DU MOIS: « Double suicide manqué aux 48 cascades d'Akamé », de Kurumatani Chokitsu, par **ÉRIC DUSSERT**. – « Escalier trois », d'Eduard von Keyserling, par **PIERRE DESHUSSES**. – Des insectes et des hommes, par **LUCIE GEFFROY**. – Pour des cités enfin radieuses, par **CATHERINE DUFOUR**. – Chroniques du courage, par **VLADIMIR SLONSKA-MALVAUD**. – La Russie au défi de l'Europe (**H. R.**). – Danser dans les usines en grève, par **CARLOS PARDO**. – Dans les revues.

PAGE 27 :  
Traduire Shakespeare, par **JEAN-MICHEL DÉPRATS**.